

Eni for 2020

Une transition juste





Notre mission

Nous sommes une société énergétique.

13 15

Nous soutenons concrètement une transition énergétique socialement juste, dans le but de préserver notre planète

7 12

et de favoriser l'accès aux ressources énergétiques efficacement et durablement pour tous.

9

Nous basons notre travail sur la passion et l'innovation.

Sur la force et le développement de nos compétences.

5 10

Sur l'égalité de dignité de chaque personne en reconnaissant la diversité comme une valeur fondamentale pour le développement de l'humanité.

Sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.

17

Nous croyons aux partenariats à long terme avec les pays et les communautés qui nous accueillent pour créer une valeur partagée durable.

La mission d'Eni représente le plus explicitement le chemin qu'Eni a emprunté pour répondre aux défis mondiaux, en contribuant à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) que les Nations Unies ont fixés afin d'orienter clairement les actions que tous les acteurs doivent entreprendre.

Objectifs mondiaux pour le développement durable

Le Programme 2030 des Nations Unies pour le développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui représentent des objectifs communs pour le développement durable face aux défis sociaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.



Avis de non-responsabilité

Eni for 2020 est un document publié sur une base annuelle qui contient des déclarations prospectives relatives aux différents sujets qu'il couvre.

Les déclarations prévisionnelles sont basées sur les prévisions et les croyances de la direction d'Eni, élaborées sur une base raisonnable au vu des informations disponibles au moment où elles ont été préparées. Néanmoins, les déclarations prévisionnelles contiendront, par nature, une part d'incertitude, car elles dépendent de la survenance d'événements et de développements futurs qui échappent, en tout ou partie, au contrôle d'Eni. Les résultats réels, y compris en ce qui concerne les cibles et les objectifs identifiés dans le processus de planification stratégique ou ceux de la gouvernance d'entreprise, pourraient différer, même de manière significative, de ceux annoncés en raison d'une variété de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter : l'impact de la pandémie de COVID-19, les tendances futures de la demande, de l'offre et des prix du pétrole, du gaz naturel et des produits pétroliers, les performances opérationnelles réelles, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements de l'environnement économique et réglementaire dans de nombreux pays dans lesquels Eni opère, le succès du développement et de l'application de nouvelles technologies, les changements des attentes des parties prenantes et d'autres changements des conditions commerciales. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'une éventuelle divergence entre les estimations données dans le texte et les résultats qui seront obtenus si les événements ou facteurs susmentionnés se produisent. Eni for 2020 contient également des termes tels que, par exemple, « partenariat » ou « partenariat public-privé » utilisés à titre de simple référence et sans connotation technique juridique. Eni désigne Eni SpA et les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

En couverture : de réception à terre (ORF) à Sanzule, au Ghana, où le gaz est comprimé puis distribué au réseau national.

Certaines des photos de ce rapport ont été prises par des collègues d'Eni qui ont participé à un concours de photos interne organisé pour aider à raconter l'histoire du parcours de durabilité d'Eni.

Sommaire

Pourquoi lire Eni for 2020 ?

Dans ce document, Eni veut raconter sa contribution à une transition juste, une transition énergétique qui permet l'accès à l'énergie pour tous et préserve l'environnement, mais qui est en même temps socialement équitable. Eni for 2020 raconte l'histoire du parcours d'Eni pour relever ces défis, qui sont encore plus prononcés suite à l'urgence sanitaire qui a débuté en 2020.

Eni for se penche sur le modèle d'entreprise d'Eni et en particulier sur l'excellence opérationnelle, c'est-à-dire les facteurs favorisant à la réalisation des objectifs stratégiques, ainsi que sur l'importance des partenariats pour le développement pour la création de valeur dans les pays où elle opère. Eni for comprend également deux annexes, l'une qui donne un aperçu approfondi de la voie vers la « neutralité carbone d'ici 2050 » et l'autre consacrée aux performances en matière de durabilité des cinq dernières années, avec des commentaires correspondants. Par rapport à la déclaration non financière consolidée (conformément au décret législatif n° 254/2016) publié au sein du rapport financier annuel pour donner une vision intégrée des rapports financiers et non financiers, Eni for, le rapport élaboré sur une base volontaire de durabilité, veut approfondir davantage les questions en présentant des cas concrets et des témoignages de personnes avec lesquelles Eni partage son parcours.

➤ **Pour en savoir plus :**
[Rapport financier annuel 2020](#)

➤ Liens externes

📌 Signets

🔍 Approfondissements

Focus **URGENCE SANITAIRE**

Message aux parties prenantes	2
Eni dans le monde	4
Les activités d'Eni : la chaîne de valeur	6
Vers une transition juste : contexte de référence et défis mondiaux	8
Urgence sanitaire liée à la COVID-19	10
Modèle d'activité	12
Gouvernance de la durabilité	14
La mission d'Eni et les Objectifs de Développement Durable (ODD)	16
Principaux événements de 2020	18
Notations ESG 2020	19
Thèmes matériels	20
Activités d'engagement des parties prenantes	22
Modèle de Gestion intégrée des risques	24
Innovation	25
Digitalisation et cybersécurité	26

1. Neutralité carbone d'ici 2050 28

Gouvernance climatique	31
Gestion des risques	31
La stratégie d'Eni	32
Indicateurs et objectifs	33

2. Excellence opérationnelle 34

Chacun de nous	36
Santé	44
Sécurité	48
Environnement	54
Droits de l'Homme	60
Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale	68

3. Partenariats pour le développement 72

Eni en tant qu'acteur du développement local	74
Accès à l'énergie	78
Partenariat pour le développement	80
Programme de développement local	84
Outils et méthodologies pour le développement local	94

Rapport de la société d'audit	97
Le rapport non financier d'Eni	100

Annexes d'approfondissement

📌 **Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050**

📌 **Eni for 2020 - Performances en matière de développement durable**
 (comprend des tableaux qui renvoient aux normes ou lignes directrices de référence)



Message aux parties prenantes

Au cours d'une année que nous aurons du mal à oublier, la pandémie mondiale a mis en évidence la vulnérabilité des modèles de développement mondial en passant par des turbulences sociales, environnementales, environnementales et surtout sanitaires intenses et rapides, difficiles à prévoir.

La crise économique et sanitaire actuelle a renforcé la prise de conscience de la forte interdépendance entre la croissance économique et la santé de l'environnement naturel et social, ainsi que de la nécessité incontournable de conjuguer les activités et de développement économique à la gestion rationnelle des ressources naturelles et produire de la valeur sociale.

En février dernier, à l'occasion de la présentation du plan stratégique à long terme, nous avons défini des stratégies et des objectifs opérationnels pour 2030, 2040 et 2050, confirmant ainsi notre engagement concret à fonder notre stratégie de transition énergétique sur une évolution de notre modèle d'entreprise fortement orienté vers la création de valeur à long terme.

Cette évolution associe la progression des objectifs de développement du marché de l'énergie à celle d'une réduction significative de l'empreinte carbone du portefeuille, à travers l'intégration, la diversification et l'expansion des activités de détail et renouvelables, des produits biologiques et de l'économie circulaire, ainsi que la contribution du gaz, qui représentera à long terme plus de 90 % de notre secteur amont.

Alors que nous consolidons notre rôle d'acteur mondial sur les marchés compétitifs et dynamiques de l'énergie, l'un des objectifs fondamentaux de notre stratégie est de parvenir à une décarbonisation totale de tous nos produits et processus d'ici 2050 : un objectif ambitieux que nous voulons atteindre en tirant parti de la qualité de nos actifs, de nos technologies et de nos compétences et avec un plan technologiquement réalisable soutenu par des critères et des audits de performance minutieux en matière de durabilité économique, énergétique et environnementale.

La décarbonisation totale des produits et des opérations d'Eni sera réalisée grâce aux activités et aux technologies existantes, qui permettront une double accélération de la capacité de production des bioraffineries, l'augmentation de la production et de l'utilisation de biogaz et d'hydrogène, l'accroissement de la capacité renouvelable jusqu'à 60 GW en 2050, ainsi que l'élargissement des systèmes de capture, de stockage et de réutilisation du CO₂ et le développement de plans de gestion forestière dans les grands compartiments tropicaux, comme prévu dans le programme REDD+ des Nations Unies.

Toujours dans le cadre de la stratégie de décarbonisation, nous avons lancé des systèmes innovants pour un accès à des sources d'énergie propre, sûre et pratiquement inépuisable, comme la transformation en électricité de l'énergie produite par le mouvement des vagues et - encore en phase expérimentale - la fusion par confinement magnétique de deux noyaux d'hydrogène, qui génère d'énormes quantités d'énergie sans l'émission défavorable de gaz à effets de serre indésirables.

Dans le domaine informatique, nous nous sommes concentrés et continuerons à nous concentrer sur les économies d'énergie basées sur l'efficacité et la numérisation des opérations et des services à la clientèle, ainsi que sur l'adoption de superordinateurs économes en énergie qui nous servent également à étudier les énergies nouvelles. En particulier, le HPC5 est l'un des systèmes de calcul les plus puissants et les plus durables au monde, et il a récemment été utilisé dans la recherche pour l'évaluation comparative des solutions contre le COVID-19.

Nos stratégies sont conformes à l'Accord de Paris, ratifié par plus de 190 états, et s'appuient sur les 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Des objectifs qui représentent des buts communs de développement durable pour les défis sociaux complexes d'aujourd'hui et qui, dans le domaine de l'énergie, nous guident vers la réalisation d'une transition énergétique juste et inclusive qui préserve l'environnement et garantit l'accès universel aux sources d'énergie.

Notre parcours de transformation est soutenu par une discipline financière rigoureuse, qui nous a valu une approbation constante au fil du temps, mesurée par des indicateurs prestigieux tels que les critères d'investissement responsable ESG, utilisés dans les entreprises pour mesurer les performances environnementales, sociales et de gouvernance.

Les défis soulignés par l'Agenda 2030, les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP) et les 10 principes du Global Compact nous obligent à agir dans une perspective systémique dans laquelle tous les acteurs impliqués sont appelés à jouer un rôle actif de manière complémentaire, du secteur privé aux institutions, aux gouvernements, à la société civile, en passant par le comportement individuel de chacun d'entre nous.

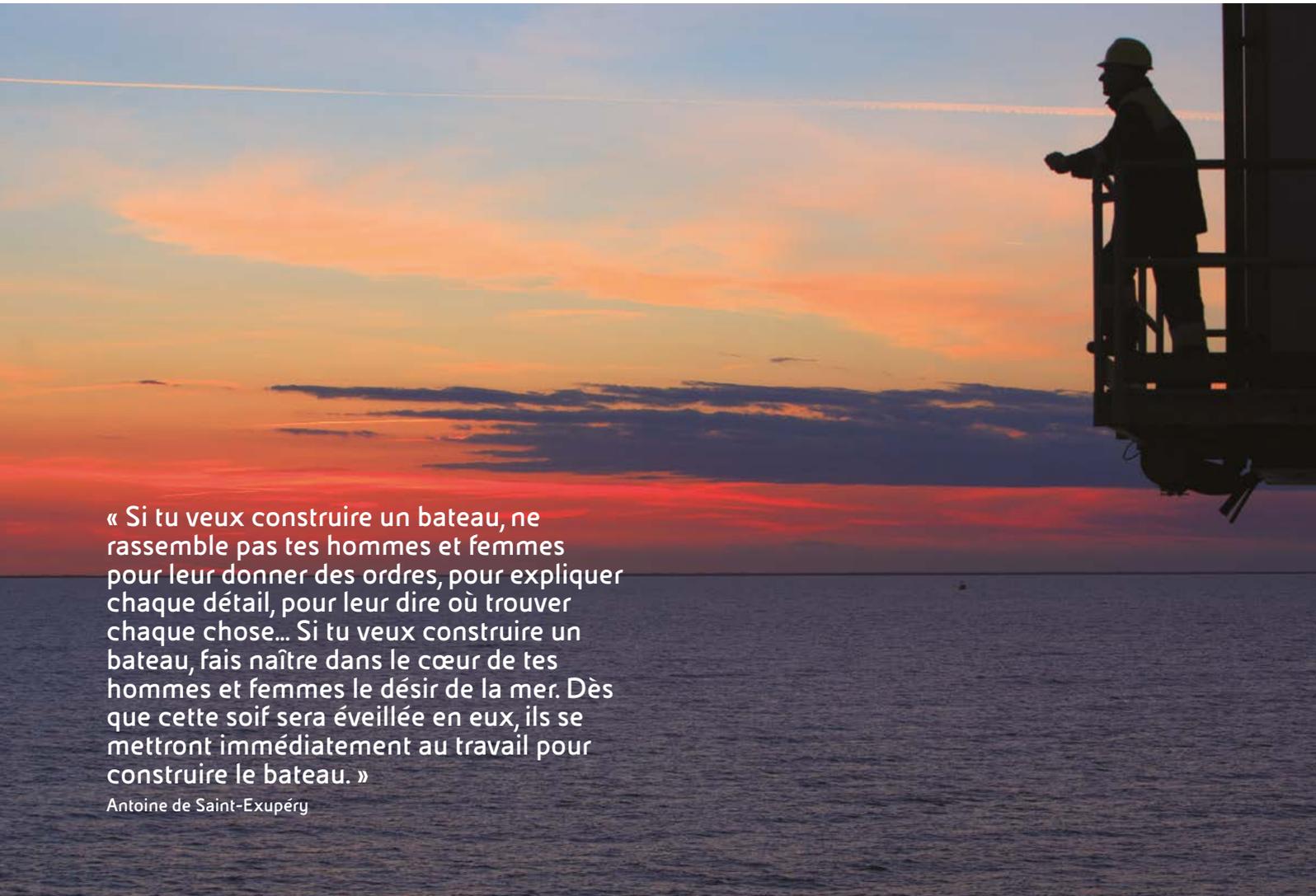
C'est dans la poursuite de cette vision que nous avons renforcé nos partenariats avec les agences et organisations internationales de coopération au développement, qui représentent un levier efficace pour mobiliser des ressources qui ne sont pas exclusivement économiques et pour accompagner la croissance des pays qui nous accueillent.

Afin de créer de la valeur à long terme pour nos parties prenantes, nous ne pouvons ignorer le développement des pays dans lesquels nous opérons, en travaillant en synergie avec toutes les parties impliquées dans la région. En outre, ces dernières années, nous avons consolidé un vaste réseau de collaborations avec plus de 70 universités et instituts dans le monde entier afin de catalyser les idées, les compétences et les innovations qui peuvent nous projeter avec succès vers un avenir plus durable et l'échelle humaine. Chacun d'entre nous est appelé à participer activement au processus de transition, afin de construire un avenir plus durable pour les générations de demain. En effet, les entreprises sont non seulement des organisations de ressources économiques, financières, techniques, mais aussi et surtout des communautés humaines. Les valeurs telles que le respect des droits de l'Homme, la transparence, l'esprit d'entreprise, la volonté d'innovation et le courage d'aller à contre-courant ont distingué notre entreprise et constituent toujours la base de notre croissance en tant qu'entreprise.

Nous effectuons une traversée, nous nous exposons à des vagues que nous avons aujourd'hui appris à sillonner, en naviguant en toute sécurité. Dans ce voyage qui nous attend, nous sommes tous appelés à agir de manière responsable. Chacun d'entre nous a un rôle important à jouer et doit se mettre au service des autres, travailler avec et pour les autres, pour créer un cercle vertueux qui unit toutes les parties prenantes et réaliser ainsi la transition énergétique équitable que nous espérons.

Claudio Descalzi

Administrateur Délégué



« Si tu veux construire un bateau, ne rassemble pas tes hommes et femmes pour leur donner des ordres, pour expliquer chaque détail, pour leur dire où trouver chaque chose... Si tu veux construire un bateau, fais naître dans le cœur de tes hommes et femmes le désir de la mer. Dès que cette soif sera éveillée en eux, ils se mettront immédiatement au travail pour construire le bateau. »

Antoine de Saint-Exupéry

Eni dans le monde

Eni est une entreprise mondiale du secteur de l'énergie, présente dans 68 pays et employant plus de 30 000 personnes, active tout au long de la chaîne de valeur. La mission de l'entreprise exprime clairement l'engagement d'Eni à jouer un rôle décisif dans le processus de « transition juste » pour un avenir à faible émission de carbone qui garantit un accès efficace et durable à l'énergie pour tous afin de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cet engagement est confirmé par la voie de la transformation, qu'Eni poursuit depuis quelques années, et qui a connu une accélération en 2020. En effet, en février 2021, un engagement a été annoncé pour atteindre zéro émission d'ici 2050, grâce à la décarbonisation complète des produits et des processus.



■ PAYS OU ENI EST PRESENT

68

Pays de présence
(2019 : 66)

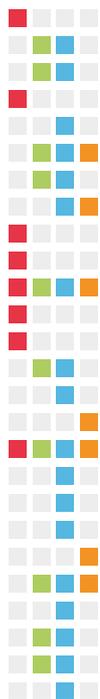
30 775

personnes
(2019 : 31 321)

- EXPLORATION & PRODUCTION
- PORTEFEUILLE MONDIAL DE GAZ ET LNG
- RAFFINAGE ET MARKETING ET CHIMIE (VERSALIS)
- ENI GAS E LUCE, POWER (ENIPOWER) & RENEWABLES

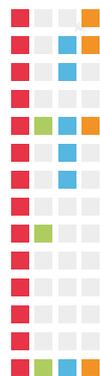
EUROPE

- ALBANIE
- AUTRICHE
- BELGIQUE
- CHYPRE
- DANEMARK
- FRANCE
- ALLEMAGNE
- GRÈCE
- GROENLAND
- IRLANDE
- ITALIE
- MONTÉNÉGR
- NORVÈGE
- PAYS-BAS
- POLOGNE
- PORTUGAL
- ROYAUME-UNI
- RÉP. TCHÈQUE
- RÉP. SLOVAQUE
- ROUMANIE
- SLOVÉNIE
- ESPAGNE
- SUÈDE
- SUISSE
- TURQUIE
- HONGRIE



AFRIQUE

- ALGÉRIE
- ANGOLA
- CONGO
- CÔTE D'IVOIRE
- ÉGYPTE
- GABON
- GHANA
- KENYA
- LIBYE
- MAROC
- MOZAMBIQUE
- NIGERIA
- AFRIQUE DU SUD
- TUNISIE



AMÉRIQUE

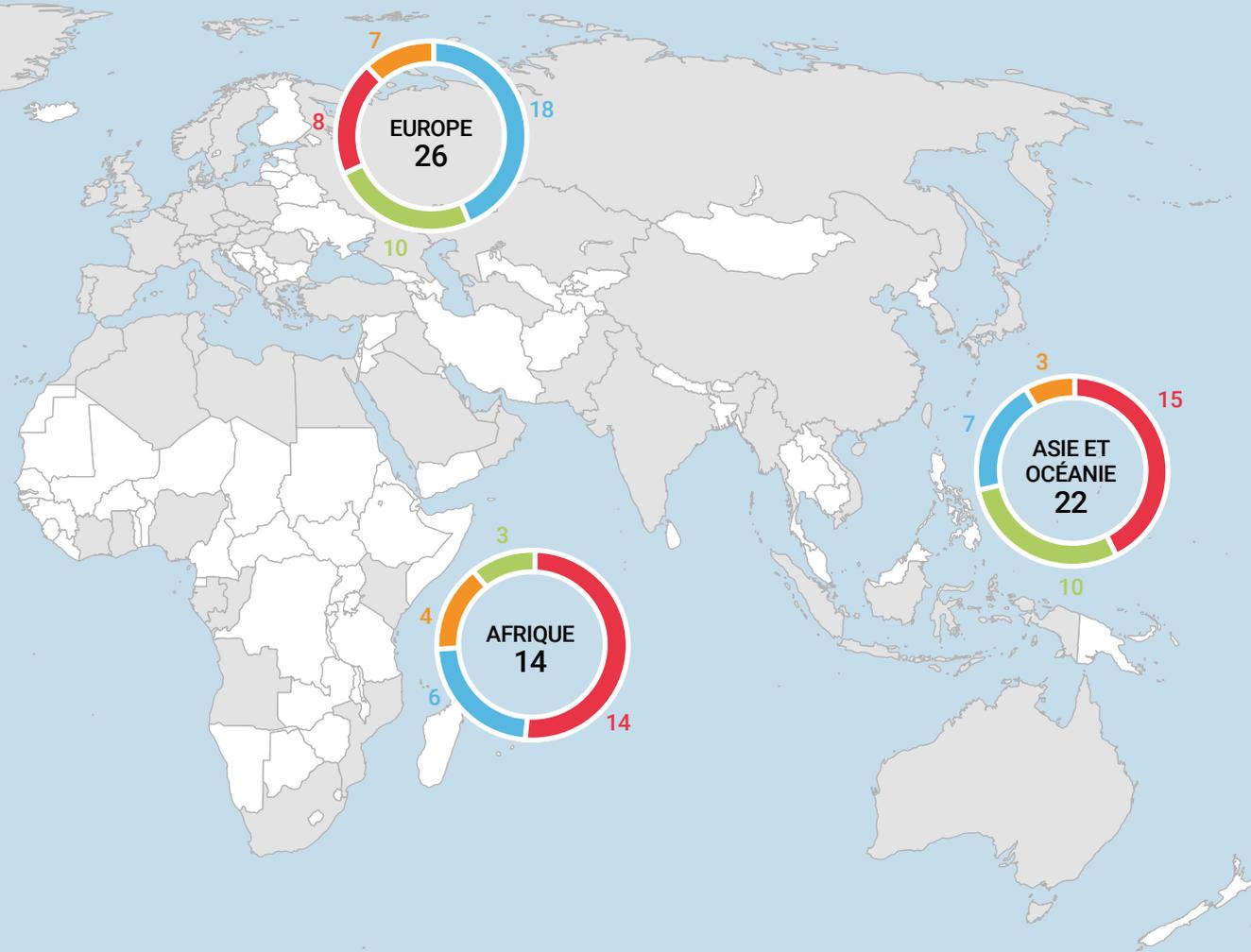
- ARGENTINE
- CANADA
- ÉQUATEUR
- MEXIQUE
- ÉTATS-UNIS
- VENEZUELA



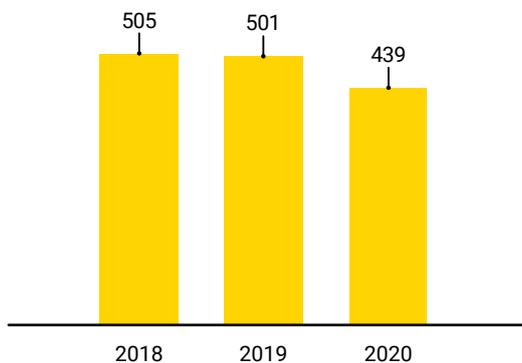
ASIE ET OCÉANIE

- ARABIE SAOUDITE
- AUSTRALIE
- BAHRÉÏN
- CHINE
- CORÉE DU SUD
- ÉMIRATS ARABES UNIS
- JAPON
- INDE
- INDONÉSIE
- IRAK
- KAZAKHSTAN
- LIBAN
- MYANMAR
- OMAN
- PAKISTAN
- QATAR
- RUSSIE
- SINGAPOUR
- TAÏWAN
- TIMOR-LESTE
- TURKMÉNISTAN
- VIETNAM

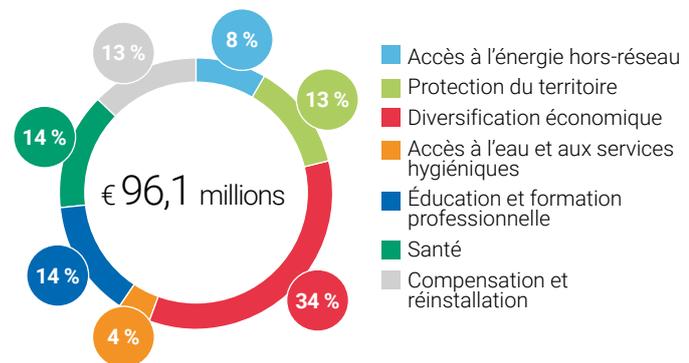




Émissions nettes de GHG sur le cycle de vie (domaines d'application 1, 2 et 3) (millions de tonnes de CO₂éq.)



Investissements pour le développement local 2020



€ 157 millions

Dépenses totales de R&D en 2020

0,36

Indice de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR) de la main-d'œuvre en 2020

91 %

Réutilisation de l'eau douce en 2020

57 milliards de Sm³

Gaz vendu sur les marchés domestiques dans 16 pays sur 2020

Les activités d'Eni : la chaîne de valeur

« Le plan stratégique 2021-2024 constitue un pas en avant vers notre transformation. Nous nous sommes engagés à atteindre la décarbonisation totale de tous les produits et processus d'ici 2050 ».

Claudio Descalzi, PDG d'Eni

Eni est une entreprise mondiale du secteur de l'énergie, présente tout au long de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction du pétrole et du gaz naturel, à la production d'électricité à partir de la cogénération et de sources renouvelables, en passant par le raffinage et la chimie traditionnelle et biochimique, jusqu'au développement de processus d'économie circulaire. Eni étend son champ d'action aux marchés finaux, en commercialisant du gaz, de l'électricité et des produits auprès des particuliers et des entreprises, ainsi que sur les marchés locaux.

Des initiatives de captage et de stockage du CO₂ et des projets de conservation des forêts (initiatives REDD+) seront mis en œuvre pour absorber les émissions résiduelles.

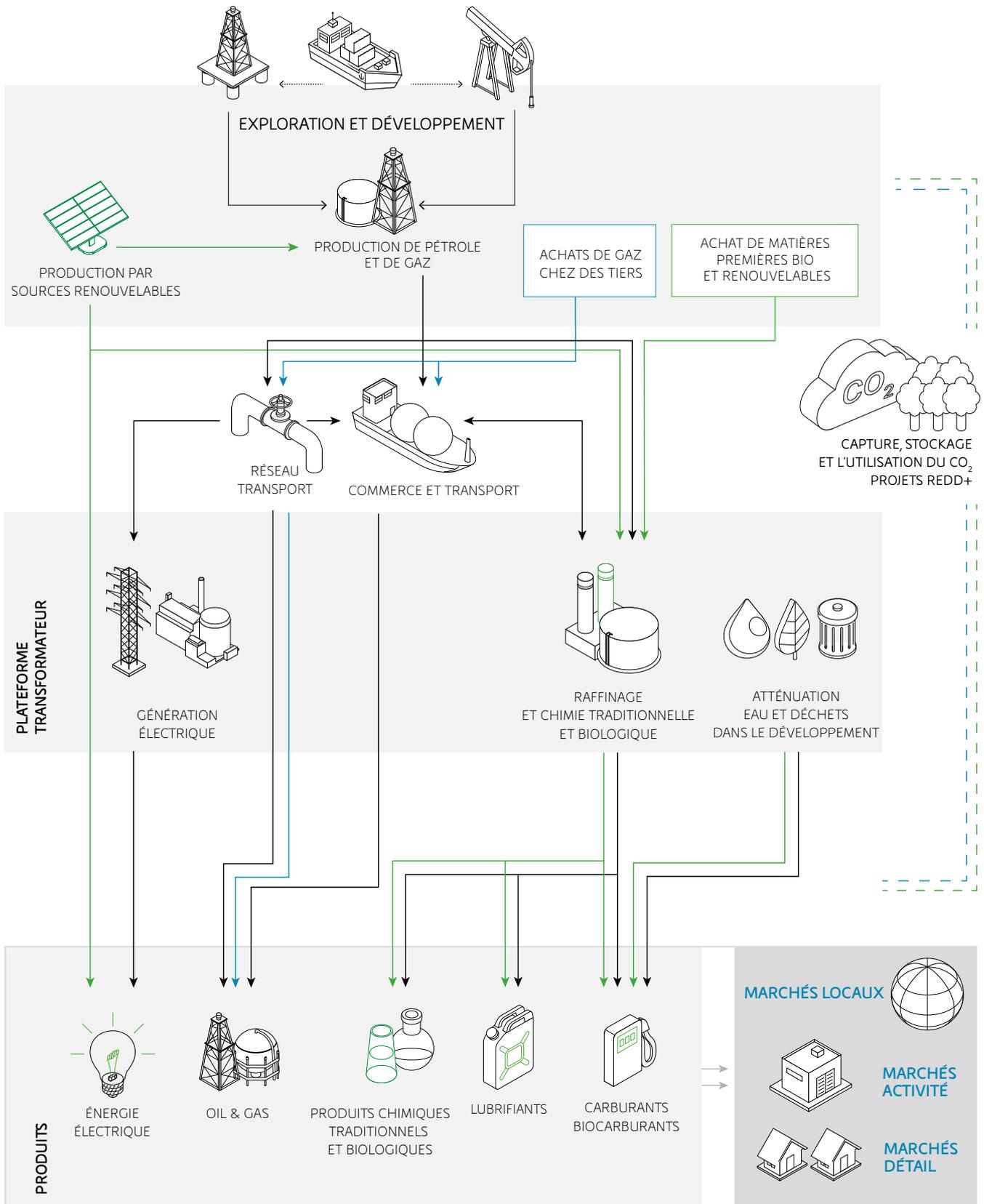
La consolidation des compétences, des technologies et la répartition géographique des actifs sont les leviers dont dispose Eni pour renforcer sa présence le long de la chaîne de valeur. A travers ce parcours, Eni s'est engagée à devenir une entreprise leader dans la production et la vente de produits énergétiques décarbonisés, de plus en plus orientés vers le client, à travers :

- Les **bioraffineries**, dont la capacité de production devrait atteindre **5 à 6 millions de tonnes d'ici à 2050** ; Eni ne produira plus d'huile de palme d'ici 2023, avec une contribution croissante à 80% d'ici 2024 des matières premières provenant de **déchets et de rebuts**, contre 20 % aujourd'hui ;
- L'**économie circulaire** avec une utilisation accrue du biométhane, des déchets et du recyclage des produits finis ;
- L'**efficacité et la numérisation** des opérations et des services à la clientèle ;
- Les **énergies renouvelables** avec une augmentation de la capacité à **60 GW d'ici 2050**, totalement intégrée avec les clients d'Eni ;
- De l'**hydrogène bleu et vert** pour alimenter les bioraffineries d'Eni et d'autres activités industrielles à forte intensité énergétique ;
- La **capture du carbone naturel ou artificiel** pour absorber les émissions résiduelles par le biais d'**initiatives de conservation forestière REDD+** et de projets de **CSC**.

Le **gaz**, qui **représentera** à long terme **plus de 90 % de la production d'Eni**, sera un soutien important aux sources intermittentes dans le cadre de la transition énergétique.

Usine de bioraffinage de Gela, opérationnelle depuis 2019





Vers une transition juste : contexte de référence et défis mondiaux

Eni entend jouer un rôle décisif dans la transition énergétique socialement équitable

Au cours des trente dernières années, la demande en énergie a augmenté à un rythme soutenu et la composition du bouquet énergétique s'est modifiée, d'abord marquée par une contribution croissante des combustibles fossiles, puis par une augmentation marquée principalement du gaz et des énergies renouvelables. Ces dernières années, la croissance de la demande en énergie a été principalement entraînée par les pays en développement, tandis que dans les pays de l'OCDE la consommation a été essentiellement stable/légèrement en baisse, ce qui, en termes de bouquet énergétique, a vu une augmentation des sources renouvelables et du gaz naturel (la seule source fossile en croissance), au détriment des sources primaires d'énergie. Face à cette évolution du bouquet, les pays de l'OCDE ont connu une stabilité substantielle des émissions tandis que, dans les pays non-OCDE, l'utilisation croissante des sources fossiles, pour répondre à l'augmentation des besoins énergétiques, a entraîné une augmentation des émissions assez soutenue. La voie de la transition énergétique est rendue encore plus difficile par le scénario actuel, en évolution constante : d'une part, la croissance démographique dans les pays non membres de l'OCDE implique une augmentation importante de la demande en énergie, d'autre part, pour lutter contre le changement climatique, il est nécessaire de réduire les émissions de gaz à effets de serre dans l'atmosphère.

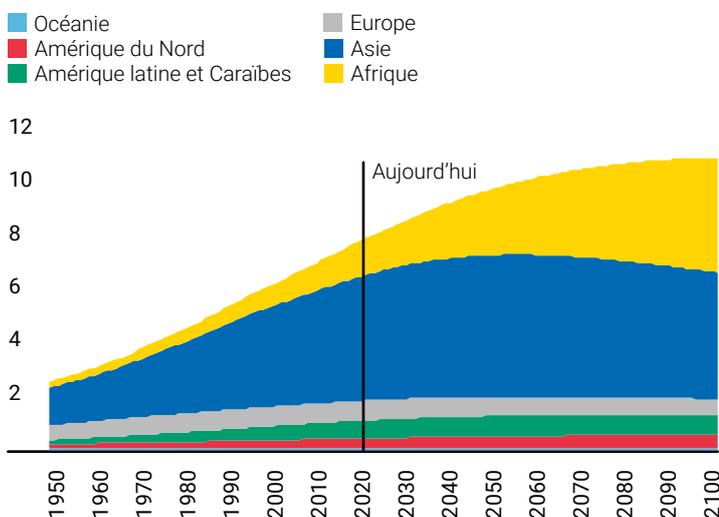
9,2 milliards
de personnes en 2040

+19 %
Demande d'énergie en 2040 par rapport à 2019 selon le scénario STEPS de l'AIE

La croissance démographique connaîtra une augmentation de 1,5 milliard de personnes d'ici 2040, contre 7,7 milliards en 2019. Environ la moitié de cette augmentation sera concentrée en Afrique et 1/3 dans les économies émergentes d'Asie. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) identifie deux parcours pour l'énergie : un scénario conforme aux politiques actuelles et prévues (STEPS¹ - Stated Policies Scenario) et un scénario décarbonisé (DS² - Sustainable Development Scenario). Dans le premier cas, la demande mondiale en énergie devrait augmenter de 19 % d'ici 2040 par rapport à 2019, principalement sous l'impulsion des pays non membres de l'OCDE (+34 %). Dans le second, la consommation devrait diminuer par rapport à 2019, principalement grâce à l'efficacité énergétique et aux mesures d'économie d'énergie concentrées dans la zone OCDE. Dans le scénario SDS au niveau mondial, les sources non fossiles (y compris le nucléaire) représentent 44 % de la consommation d'énergie primaire en 2040 (contre 19 % aujourd'hui et 27 % dans le scénario STEPS jusqu'en 2040).

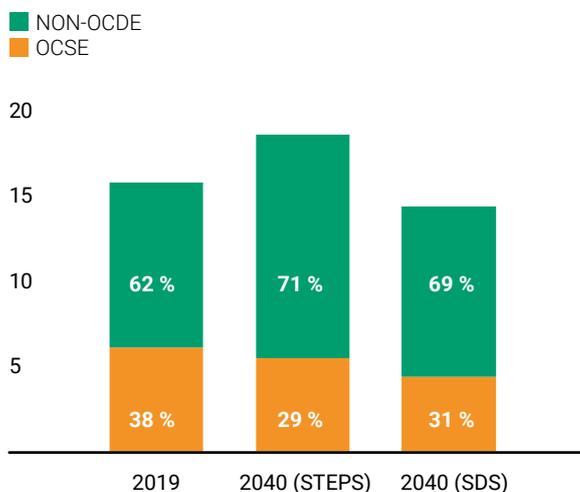
Population mondiale
(milliards de personnes)

Source : ONU, Perspectives de la population mondiale, révision 2020.



Demande en énergie
(Gtep)

Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.



1) Il s'agit du scénario de référence de l'AIE qui reflète toutes les politiques gouvernementales déjà en place et celles annoncées, bien qu'il ne vise pas l'objectif de limitation de la température conformément à l'Accord de Paris.

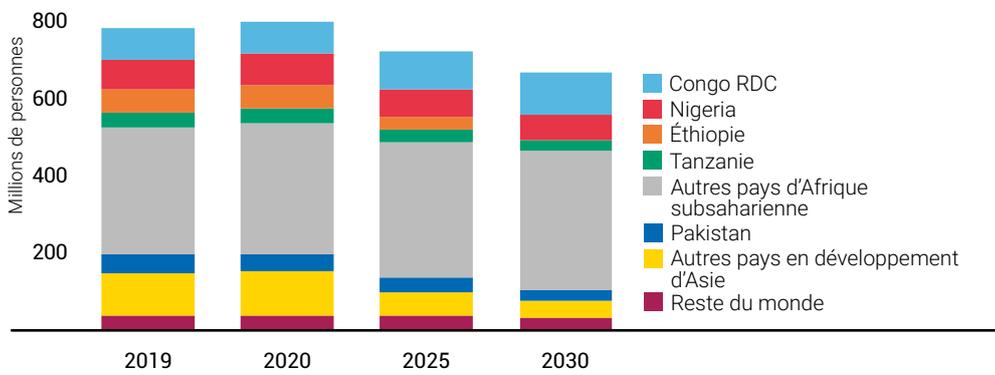
2) Il s'agit d'un scénario construit selon la logique du backcasting, qui intègre un ensemble de mesures nécessaires pour atteindre le zéro net d'ici 2070 et contenir l'augmentation de la température mondiale par rapport aux niveaux préindustriels à 1,65°C avec une probabilité de 50 %. Il garantit l'accès universel à l'énergie d'ici 2030, la réduction de la pollution locale et la mise en œuvre d'actions de lutte contre le changement climatique, en limitant l'augmentation de la température mondiale conformément à l'Accord de Paris.

Afin de répondre à la demande mondiale en énergie, il est fondamentale que les pays de l'OCDE, fassent la promotion des processus d'efficacité et limitent l'impact carbone associé à la consommation, tandis que, dans les pays non membres de l'OCDE, il faudrait garantir l'accès universel à l'énergie grâce à un bouquet énergétique durable, qui permette également d'exploiter les ressources locales existantes. Selon les estimations de Agence Internationale de l'Energie en 2020, 790 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité et, alors que selon le scénario SDS, l'objectif est un accès total à l'électricité d'ici 2030, d'après le scénario STEPS, d'ici 2030 660 millions de personnes en seront toujours privées. D'ici 2030, 50 % de la population mondiale privée d'accès à l'eau se concentrera dans sept pays : la République Démocratique du Congo (RDC), le Nigeria, l'Ouganda, le Pakistan, la Tanzanie, le Niger et le Soudan.

660 millions

De personnes n'ayant pas accès à l'électricité en 2030 selon le scénario STEPS de l'AIE

Personnes n'ayant pas accès à l'électricité

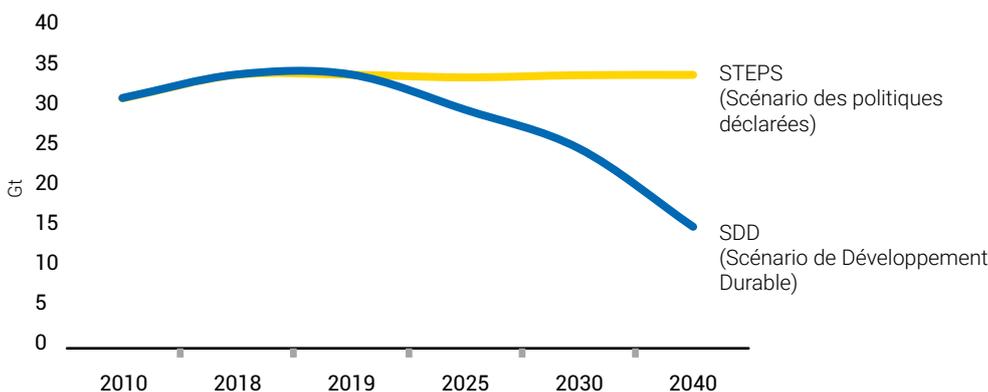


Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

La demande en énergie devra être satisfaite en limitant les émissions de gaz à effets de serre dans l'atmosphère afin de lutter contre le changement climatique. Actuellement, environ 2/3 des émissions mondiales de gaz à effets de serre proviennent du secteur de l'énergie, dont environ 40 % sont liés au secteur énergie et plus de 70 % sont liés au charbon. Selon l'AIE, une trajectoire compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris prévoit que les émissions du secteur de l'énergie soient réduites de moitié d'ici 2040, pour atteindre environ un tiers du niveau actuel d'ici 2050, puis que l'objectif de zéro émission nette soit atteint en 2070.

► Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050

Émissions de CO₂ (Gt)



Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

-56 %

Les émissions de CO₂ en 2040 par rapport à celles de 2019 selon le scénario SDS de l'AIE

Urgence sanitaire liée à la COVID-19

Le début de l'année 2020 a été marqué par la propagation à l'échelle mondiale de la crise sanitaire liée à la COVID-19, qui a déclenché une série de mesures de confinement, telles que l'arrêt des activités de production et la distanciation sociale, qui ont de fortes répercussions négatives sur le contexte économique cela s'est reflété sur la demande en énergie. Le secteur de l'énergie a été caractérisé par la contraction historique de la demande mondiale de pétrole, qui a baissé d'environ 9 % depuis 2019 et devrait revenir aux niveaux d'avant COVID-19 en 2023, selon l'Agence Internationale de l'Énergie (scénario STEPS). Toutefois, dans le cas d'une pandémie prolongée (DRS - Delayed Recovery Scenario), le réalignement sur les niveaux antérieurs à la COVID-19 ne se fera pas avant 2025. Les effets les plus profonds de la crise se feront plus sentir dans les pays non membres de l'OCDE. L'augmentation de la pauvreté pourrait rendre les services électriques de base inaccessibles à plus de 100 millions de personnes dans le monde qui y avaient auparavant accès.

Gestion de l'urgence chez Eni

Malgré l'ampleur et la rapidité avec laquelle la pandémie s'est propagée dans le monde, Eni est intervenue rapidement, notamment grâce à l'expérience acquise par le passé dans la gestion d'épidémies telles que le Sars-Cov-1 et Ebola, et grâce aux outils normatifs, organisationnels et opérationnels dont elle s'était déjà dotée en 2011 pour être prête à gérer les événements épidémiques et pandémiques, en application de son propre modèle de gestion des risques pour la santé, la sécurité, l'environnement, la sûreté et la sécurité publique. Depuis janvier 2020, un flux constant de communication a été initié avec les filiales, tant en Italie qu'à l'étranger, dans le but de suivre l'évolution de l'urgence et de mettre en œuvre les mesures préventives nécessaires définies par les outils normatifs de l'entreprise et conformément aux dispositions des autorités sanitaires nationales et internationales. Eni a donc mis à jour son plan de réponse aux épidémies et aux pandémies dans le cadre de la procédure d'urgence médicale. Eni, par l'intermédiaire de son Conseil d'Administration, a défini les orientations stratégiques et la coordination notamment par la mise en place d'une cellule de crise formée par toutes les fonctions d'entreprise compétentes, dont le rôle est d'identifier des mesures rapides, homogènes et applicables dans les différentes activités principalement visées : (i) hygiène et prévention ; (ii) gestion et utilisation des EPI (équipements de protection individuelle) ; (iii) mesures d'hygiène et d'assainissement des environnements de travail ; (iv) contrôle opérationnel et méthodes de diagnostic ; (v) activités de communication et d'information ; (vi) réorganisation des méthodes de travail et travail agile ; (vii) gestion des cas suspects et confirmés.

Mise en place d'une cellule de crise composée de toutes les fonctions compétentes de l'entreprise, afin d'identifier des mesures rapides, homogènes et applicables transversalement aux différents métiers pour gérer l'urgence sanitaire

Initiatives d'Eni pour faire face à l'urgence sanitaire en Italie et dans le monde

Travaux d'infrastructure permanents	Préférence pour les travaux d'infrastructure à « caractère permanent » visant à renforcer de manière stable et durable la capacité de réponse des systèmes de santé régionaux et nationaux, tant en situation d'urgence qu'en régime ordinaire, destinés non seulement à répondre à l'urgence en cours mais aussi à être exploités une fois l'urgence passée.
Fourniture d'équipements médicaux	Fourniture d'équipements médicaux et de dispositifs de protection qui ne sont pas facilement disponibles (par exemple, des ventilateurs pulmonaires), par le biais du réseau d'approvisionnement et de logistique de l'entreprise, aux établissements de santé et aux hôpitaux qui sont « en première ligne » en termes de gestion des urgences, conformément à la politique régionale des hôpitaux COVID et en coordination avec le département de la protection civile et, en général, avec les institutions de santé.
Soutien aux institutions	Soutien aux institutions régionales et nationales par la mise à disposition du savoir-faire d'entreprise et du réseau d'approvisionnement et de logistique d'Eni.
Projets de santé communautaire	Une préférence pour les interventions liées aux besoins des communautés dans lesquelles les opérations d'Eni sont menées, en accord avec les stratégies globales de relations avec les territoires.

Eni dans la lutte contre le coronavirus

Eni a mobilisé toutes les ressources disponibles dans le but de relever le défi par le biais de nombreuses activités sanitaires et sociales en faveur des institutions sanitaires italiennes, du personnel d'Eni et des communautés dans lesquelles Eni opère, avec des investissements d'environ 35 millions d'euros, y compris des interventions sur la scène internationale, celles-ci étant principalement axées sur l'Afrique.

Eni a en effet soutenu plusieurs hôpitaux en Italie, dans le cadre du programme « Eni pour l'Italie », consacré à la prise en charge des patients atteints de coronavirus : parmi les principales collaborations figurent celles avec l'hôpital IRCCS Luigi Sacco de Milan, la Fondazione Policlinico Universitario Agostino Gemelli IRCCS, l'IRCCS Policlinico San Matteo de Pavie et l'IRCCS Policlinico di San Donato pour la construction et le renforcement des installations hospitalières dédiées aux patients atteints de coronavirus. D'autres hôpitaux des régions Vénétie, Émilie-Romagne, Marches, Basilicate, Pouilles, Sardaigne et Sicile ont également bénéficié d'un soutien sous forme de fourniture de matériel médical pour renforcer la capacité des services de soins intensifs.

Eni a également financé des campagnes d'information publique sur le rôle du médecin de famille et les services aux personnes âgées et, grâce à ses employés, a collecté et donné plus de 600 000 euros à la Croix-Rouge italienne pour faire face à l'urgence. [voir page 46](#)

Du point de vue du soutien technologique, Eni a mis à disposition son infrastructure de supercalculateurs et ses compétences en modélisation moléculaire pour la recherche sur le coronavirus, offrant ainsi d'excellents outils et ressources dans la lutte contre l'urgence mondiale, en plus de l'activation d'un partenariat avec l'Institut des systèmes complexes du CNR et l'Istituto Superiore di Sanità pour l'utilisation du supercalculateur Eni/HPC5 pour la recherche médicale liée aux maladies infectieuses. [voir page 27](#)

Eni a également lancé une campagne d'information en collaboration avec la Federazione Italiana Medici di Medicina Generale (Fédération italienne des médecins généralistes) qui, en plus de respecter toutes les exigences du ministère de la Santé, a rappelé l'importance du rôle du médecin de famille dans la lutte contre le coronavirus.

Enfin, en plus des actions existantes du programme « Eni pour l'Italie », des initiatives ont été identifiées dans différents pays où Eni est présente pour soutenir la capacité de diagnostic des systèmes de santé nationaux vers COVID-19. Ces initiatives, conformes aux besoins exprimés par les pays sélectionnés, comprennent le don d'équipements médicaux et de diagnostic, de consommables et de dispositifs de protection. [voir page 77](#)

35 millions d'euros

Alloués par Eni à des initiatives pour la lutte contre le coronavirus

plus de 600 000 euros

De dons des employés d'Eni à la Croix-Rouge italienne pour faire face à l'urgence



Dans une période d'urgence mondiale comme aujourd'hui, nous devons mobiliser toutes les ressources disponibles dans le but de relever le défi qui se présente à nous, et nous sommes honorés en tant qu'Eni de pouvoir apporter notre contribution pour tenter de trouver des solutions à ce défi pour l'humanité.

Claudio Descalzi, Administrateur Délégué d'Eni

[Pour en savoir plus, voir eni.com](#)

Modèle d'activité



Le modèle d'activité d'Eni vise à créer de la valeur pour les parties prenantes grâce à une forte présence tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie.

Le modèle d'activité d'Eni vise à créer de la valeur pour les parties prenantes et les actionnaires grâce à une forte présence tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie. Eni vise à contribuer, directement ou indirectement, à la réalisation des Objectifs de Développement Durables (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en soutenant une transition énergétique socialement équitable qui réponde par des solutions concrètes et économiquement durables aux défis de la lutte contre le changement climatique et de l'accès à l'énergie de manière efficace et durable, pour tous.

Eni associe son plan d'entreprise avec les principes de durabilité environnementale et sociale de manière organique, étendant ainsi son domaine d'action selon trois axes : **1. l'excellence opérationnelle, 2. la neutralité carbone d'ici 2050, 3. les partenariats pour le développement.**

1. Tout d'abord, l'activité d'Eni est constamment axée sur l'excellence opérationnelle. Cela se traduit par un engagement permanent à valoriser les personnes, à préserver à la fois la santé et la sécurité des personnes et l'intégrité des biens, à protéger l'environnement, l'intégrité et le respect des droits de l'Homme, la résilience et la diversification des actifs et à garantir une discipline financière saine. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités liées à l'évolution possible du marché de l'énergie et de poursuivre son parcours de transformation.

2. Deuxièmement, le modèle d'activité d'Eni envisage une voie de décarbonisation vers la neutralité carbone fondée sur une approche qui prend en compte les émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques et sur un ensemble d'actions qui conduiront à la décarbonisation totale des processus et des produits d'ici 2050. Cette voie, réalisée grâce aux technologies existantes, permettra à Eni de réduire totalement son empreinte carbone, tant en termes d'émissions nettes qu'en termes d'intensité carbone nette.

3. La troisième ligne directrice réside dans les partenariats pour la promotion du développement par la valorisation des ressources des pays dans lesquels Eni opère, en favorisant l'accès à l'électricité et en promouvant les Programmes de Développement Local (LDP) avec un large portefeuille d'initiatives en faveur des communautés. Cette approche spécifique, appelée « Dual Flag », repose sur la collaboration avec des acteurs reconnus au niveau international afin d'identifier les besoins des communautés conformément aux plans nationaux de développement et à l'Agenda 2030 des Nations Unies. Eni s'engage également à créer des opportunités d'emploi et à transférer son savoir-faire et ses compétences à ses partenaires locaux.

Le modèle d'entreprise d'Eni se développe selon ces trois axes, en tirant parti des compétences internes, du développement et de l'application de technologies innovantes et du processus de numérisation.

L'élément fondateur du modèle d'activité est le système de gouvernance d'entreprise, inspiré par les principes de transparence et d'intégrité, et abordé plus en détail dans la section « Gouvernance de la durabilité ».

CRÉATION DE VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Par une présence intégrée tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie



EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

Santé, sécurité et environnement

Droits de l'Homme et intégrité

Résilience et diversification

Discipline financière

TRANSFORMATION ET FLEXIBILITÉ DU PORTEFEUILLE



NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050

Évaluation des émissions
Domaine d'application 1, 2 et 3
générées tout au long du cycle de
vie des produits

Actions concrètes pour
la décarbonisation totale des
processus et des produits

OBJECTIFS INTERMÉDIAIRES DE
RÉDUCTION
NETTE EN TERMES ABSOLUS
ET D'INTENSITÉ DES ÉMISSIONS



PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Approche « Dual Flag »

Partenariats public-privé

Création d'emplois
et transfert de savoir-faire

PROGRAMMES DE
DÉVELOPPEMENT LOCAL EN
ACCORD AVEC L'AGENDA 2030
DES NATIONS UNIES

COMPÉTENCES

INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET LA DIGITALISATION



Gouvernance de la durabilité

Eni a adhéré au nouveau code de gouvernance d'entreprise qui introduit la notion de réussite durable

Toutes les réunions du Comité Développement Durable et scénarios 2020 ont approfondi les questions liées à la transition énergétique

Conseil d'Administration et Comités

Le système de gouvernance d'entreprise d'Eni, fondé sur les principes d'intégrité et de transparence, reflète sa volonté d'intégrer la durabilité dans son modèle d'activité. Cette orientation est confirmée par l'adhésion au nouveau code de gouvernance d'entreprise, applicable à partir du 1er janvier 2021, qui identifie le « succès durable » comme l'objectif qui doit guider les actions du Conseil d'Administration et qui se concrétise par la création de valeur à long terme au profit des actionnaires, en tenant compte des intérêts des autres parties prenantes pertinentes pour la société. En outre, depuis 2006, Eni considère l'intérêt des parties prenantes autres que les actionnaires comme l'une des références nécessaires que les administrateurs doivent évaluer pour prendre des décisions éclairées.

Le Conseil d'Administration (CA) joue un rôle central dans la définition, sur proposition de Administrateur Délégué (AD), des politiques et stratégies de durabilité, dans l'identification des objectifs annuels, quadriennaux et à long terme et dans la vérification des résultats. Dans l'accomplissement de ses tâches en matière de durabilité, le Conseil d'Administration s'appuie, depuis 2014, sur le Comité de Durabilité et des Scénarios (CSS), aux fonctions proactives et consultatives sur les scénarios et la durabilité, par exemple en matière de changement climatique et de Droits de l'Homme. En vertu du nouveau Code de gouvernance d'entreprise, le Comité Contrôle et Risque, en assistant le Conseil d'Administration, évalue notamment l'adéquation des informations périodiques non financières pour représenter fidèlement le modèle d'activité de la société, ses stratégies, l'impact de ses activités et ses performances et examine le contenu des informations périodiques non financières pertinentes pour le système de contrôle interne et de gestion des risques.

Rôles et responsabilités du Conseil d'Administration sur les thèmes liés à la durabilité

CONSEIL D'ADMINISTRATION			
<p>Il définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> le système de gouvernance d'entreprise ; les lignes fondamentales de la structure organisationnelle, administrative et comptable, ainsi que les lignes directrices du système de contrôle interne et de gestion des risques les orientations stratégiques et les objectifs, y compris en matière de durabilité, tels que proposés par l'AD. 		<p>Il examine ou approuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> les lignes de base du système normatif interne et les principaux outils normatifs de l'entreprise ; les principaux risques, y compris ceux de nature socio-environnementale ; la politique de rémunération des administrateurs et des dirigeants ayant des responsabilités stratégiques ; le rapport financier et non financier. 	
ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ		PRÉSIDENT DU	
<ul style="list-style-type: none"> Principal responsable de la gestion de la société, sans préjudice des tâches réservées au Conseil d'Administration ; Il met en œuvre les décisions du Conseil d'Administration, informe et soumet des propositions au Conseil d'Administration et aux Comités. 		<ul style="list-style-type: none"> Rôle central dans le système de contrôle interne et de gestion des risques ; Il guide les activités du Conseil d'Administration et assure la formation des conseillers, notamment sur les questions de durabilité. 	
COMITÉS			
COMITÉ DURABILITÉ ET SCÉNARIOS	COMITÉ CONTRÔLE ET DES RISQUES (CCR)	COMITÉ RÉMUNÉRATION	COMITÉ DES NOMINATIONS
<p>Il fait des propositions et conseille le Conseil d'Administration sur les scénarios et la durabilité, et approfondit les questions d'intégration entre stratégie, scénarios évolutifs et durabilité de l'entreprise à moyen et long termes.</p>	<p>Il soutient le Conseil d'Administration dans l'évaluation et la prise de décisions relatives au système de contrôle interne et de gestion des risques, et en particulier dans l'examen trimestriel des principaux risques, y compris les risques ESG, et l'approbation des rapports périodiques financiers et non financiers.</p>	<p>Il exerce des fonctions de proposition et de conseil auprès du Conseil d'Administration sur les questions de rémunération et, dans ce contexte, propose des systèmes d'incitation annuels et à long terme, en définissant leurs objectifs, notamment à l'appui des orientations adoptées sur les questions de durabilité.</p>	<p>Il apporte son aide au Conseil d'Administration dans les désignations, dans l'évaluation périodique des besoins des administrateurs et dans le processus d'auto-évaluation, en formulant des avis adressés au Conseil d'Administration sur sa composition et sur celle de ses comités, y compris sur les compétences nécessaires.</p>

Questions de durabilité traitées par le Conseil d'Administration et/ou le Comité Durabilité et Scénarios en 2020

Stratégie et transition énergétique	<p>Scénarios énergétiques, climatiques et technologiques et risques liés au changement climatique</p> <p>Plan quadriennal et à long terme (y compris les objectifs de durabilité)</p> <p>Performances et perspectives du secteur des énergies renouvelables</p> <p>Instruments de finances durables</p> <p>Mises à jour quant à : Foresterie, fusion magnétique, activités de recherche et développement, mobilité durable, CDP 2019 (Climat et eau)</p> <p>Résolutions sur le climat et divulgation de l'assemblée de l'examen par les pairs de référence</p> <p>Mises à jour des activités de sensibilisation au changement climatique et de l'implication responsable d'Eni dans les politiques climatiques au sein des associations professionnelles</p>
Droits de l'Homme et questions sociales	<p>Mise à jour des activités sur les Droits de l'Homme et des thèmes liés à la diversité et l'inclusion chez Eni</p> <p>Approbation de la Déclaration en vertu de la loi britannique sur l'esclavage moderne</p> <p>Plan d'investissement pour le développement local et budget non lucratif</p>
Rapports et suivi	<p>Approbation d'Eni for et déclaration non financière incluse dans le rapport financier annuel</p> <p>Approfondissement des résultats HSE</p> <p>Synthèse des résultats obtenus dans les principaux indices et notations ESG</p>
Autres sujets	<p>Analyse de la gestion des urgences COVID-19 et de ses impacts</p> <p>Approfondissement du programme de conformité anticorruption</p> <p>Nouveau code d'éthique</p>

Rémunération liée aux objectifs de durabilité

L'engagement en faveur de la transition énergétique se reflète dans les plans d'incitation variable pour l'AD et la direction de l'entreprise. Le plan d'incitation actionnaire à long terme 2020-2022 (ILT) soutient la mise en œuvre de la stratégie à travers des paramètres liés aux objectifs de décarbonisation, de transition énergétique et d'économie circulaire, avec un poids global égal à 35 % tant pour l'AD que pour l'ensemble de la direction d'Eni qui est bénéficiaire du plan ; le plan d'incitation à court terme 2021 avec report 2021 (IBT) comprend, dans la continuité des années précédentes, un objectif de réduction de l'intensité des émissions de GHG, étendu également aux émissions indirectes (dit Scope 2) et aux activités non opérées (poids 12,5 %) et un objectif sur la sécurité du personnel (poids 12,5 %) mesuré à travers l'indice Severity Incident Rate (SIR), qui vise à concentrer l'engagement d'Eni pour la réduction des accidents les plus graves, car il calcule la fréquence du total des accidents enregistrables par rapport au nombre d'heures travaillées, en leur attribuant un poids croissant selon le niveau de gravité de l'accident. Dès cette année, parmi les résultats opérationnels, la capacité incrémentale installée de sources renouvelables (poids 12,5 %) remplace l'indicateur des ressources exploratoires, afin de soutenir la transition énergétique. Ainsi, la pondération globale des objectifs de durabilité est de 37,5 % pour l'AD, tandis que pour la direction de l'entreprise, les pondérations sont conformes aux responsabilités attribuées, en plus des objectifs spécifiques basés sur le rôle couvert (par exemple, liés aux questions environnementales, aux Droits de l'Homme ou aux projets de développement local).

37,5 %

Objectifs de Développement Durable de l'incitation à court terme de l'Administrateur Délégué

35 %

Objectifs de Durabilité de l'incitation à long terme de l'Administrateur Délégué

Rôle de la direction au niveau local et central

Pour s'assurer que les questions de durabilité sont gérées depuis la direction générale jusqu'à toutes les filiales, Eni a mis en place une structure de durabilité depuis 2006. L'unité coordonne et supervise les activités liées aux principales questions de durabilité, en collaboration avec les différentes fonctions de personnel et d'activités centrales et locales. Depuis 2019, les questions liées à la stratégie climatique, qui font partie intégrante de la planification à long terme, sont gérées par le domaine CFO par le biais de structures dédiées, dans le but de superviser le processus de définition de la stratégie climatique d'Eni et du portefeuille d'initiatives correspondant, conformément aux accords internationaux sur le climat. Dans les bureaux locaux, la direction générale des entreprises, qui est chargée de définir les plans de développement nationaux en fonction des besoins locaux, est soutenue à la fois par les contacts de durabilité dans la région et par la fonction de durabilité centrale.

La mission d'Eni et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

La mission d'Eni souligne l'engagement de la société en faveur d'une transition juste

La déclaration de mission d'Eni – approuvée par le Conseil d'Administration en septembre 2019 – montre la voie empruntée par la société pour relever le principal défi du secteur de l'énergie : assurer l'accès à une énergie efficace et durable pour tous, tout en réduisant les émissions qui modifient le climat, afin de lutter contre le changement climatique conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. Cette mission, qui s'inspire des 17 ODD à la réalisation desquels Eni entend contribuer en saisissant de nouvelles opportunités d'activité, confirme l'engagement d'Eni en faveur d'une transition énergétique socialement équitable. Cet engagement est confirmé par la nouvelle stratégie d'Eni, qui a accéléré le processus de transformation dans le but de parvenir à une décarbonisation totale de tous les produits et processus d'ici 2050, par la nouvelle structure organisationnelle et par la nouvelle stratégie de finance durable. Pour en savoir plus sur tous les objectifs qu'Eni s'est fixés, consultez les chapitres correspondants.

ENGAGEMENTS

 <p>NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050</p>	<p>LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE  Cible, p. 30</p> <p>Eni a défini un plan à moyen-long terme visant à profiter pleinement des opportunités offertes par la transition énergétique et à réduire progressivement l'empreinte carbone de ses activités en s'engageant à atteindre une décarbonisation totale de tous ses produits et processus d'ici 2050.</p>
 <p>EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE</p>	<p>PERSONNES  Cible, p. 36</p> <p>Eni s'engage à soutenir le processus de « transition juste » par la consolidation et l'évolution des compétences, en valorisant chaque dimension psycho-physique de ses personnes et en reconnaissant la diversité comme une ressource</p>
	<p>SANTÉ  Cible, p. 44</p> <p>Eni considère la protection de la santé de son personnel, des familles et des communautés dans les pays où elle opère comme une exigence fondamentale et favorise leur bien-être physique, psychologique et social</p>
	<p>SÉCURITÉ  Cible, p. 48</p> <p>Eni considère la sécurité sur le lieu de travail comme une valeur essentielle à partager entre les employés, les entrepreneurs et les parties prenantes locales, elle s'engage à éliminer la survenance d'accidents et à protéger l'intégrité des infrastructures</p>
	<p>ENVIRONNEMENT  Cible, p. 54</p> <p>Eni favorise l'utilisation efficace des ressources naturelles et la protection des zones protégées et importantes pour la biodiversité, à travers des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et la transition vers une économie circulaire, ainsi qu'en identifiant les impacts potentiels et les actions d'atténuation ; elle s'engage à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO</p>
	<p>DROITS DE L'HOMME  Cible, p. 60</p> <p>Eni s'engage à respecter les Droits de l'Homme dans ses activités et à promouvoir leur respect auprès de ses partenaires et des parties prenantes</p>
 <p>PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT</p>	<p>MODÈLE DE COOPÉRATION  Cible, p. 74</p> <p>Le modèle de coopération intégré dans le modèle d'activité est un élément distinctif d'Eni, qui vise à soutenir les pays afin qu'ils atteignent leurs objectifs de développement</p>
<p>THÈMES TRANSVERSAUX</p>	<p>INNOVATION TECHNOLOGIQUE  Cible, p. 25</p> <p>Pour Eni, la recherche, le développement et la mise en œuvre rapide de nouvelles technologies représentent un levier stratégique important pour la transformation des activités</p>

Eni et la finance durable

En 2020, Eni a signé des contrats financiers durables avec des institutions bancaires pour un montant total de 5,1 milliards d'euros liés à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Les éléments de durabilité ont été introduits par le biais d'un mécanisme de bonus/malus associé à un objectif de performance spécifique en matière de durabilité lié à l'ODD 7 « Énergie propre et accessible » et à l'ODD 13 « Lutte contre le changement climatique ». Enfin, Eni est l'un des signataires des CFO Principles on Integrated SDGs Investments and Finance. Les principes, annoncés en marge de l'Assemblée générale des Nations unies de 2020 et signés par le CFO d'Eni, visent à mettre en évidence le rôle que les entreprises et les CFO peuvent jouer pour contribuer au financement des ODD et à guider les entreprises pour qu'elles alignent leurs engagements en matière de durabilité sur des stratégies crédibles de finance d'entreprise afin de créer un impact réel pour les ODD.

Eni a signé en 2020 les CFO Principles on Integrated SDGs Investments and Finance

PRINCIPAUX RÉSULTATS 2020

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- -26 % indice d'intensité des émissions GHG en amont par rapport à 2014
- -39 % volume d'hydrocarbures envoyés au torchage par rapport à 2014
- -90 % émissions fugitives de méthane en amont par rapport à 2014 (OBJECTIF ATTEINT)



- 30 775 employés en service au 31 décembre (-1,7 % par rapport à 2019)
- Augmentation de +2,3 points de pourcentage du taux d'emploi des femmes (34,6 % en 2020 contre 32,3 % en 2019)
- Env. 1,04 million d'heures de formation (-23,6 % par rapport à 2019)
- 13 300 profils professionnels cartographiés à ce jour



- 354 192 services de santé fournis
- 222 708 inscriptions à des initiatives de promotion de la santé



- Taux de blessures totales enregistrables (TRIR) 0,36
- Initiatives d'approfondissement sur le facteur humain pour lutter contre les accidents et renforcement de la campagne « La sécurité commence à la maison »



- Adhésion aux 4 principes des solutions fondées sur la nature du projet « Ensemble avec la nature »
- Extension de la cartographie des risques pour la biodiversité au réseau de pipelines R&M
- Eau : 91 % de réutilisation de l'eau douce ; -11 % de prélèvements d'eau douce par rapport à 2019
- -19 % de déchets générés par les activités de production par rapport à 2019
- -7 % de barils déversés par des déversements opérationnels d'hydrocarbures par rapport à 2019



- Classé par le Corporate Human Rights Benchmark (CHRB) à la première place parmi environ 200 entreprises évaluées
- Adhésion aux principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'Homme
- Publication du nouveau code d'éthique et du code de conduite des fournisseurs d'Eni
- Publication d'une nouvelle politique sur les peuples indigènes en Alaska
- 97 % des contrats de sécurité comportent des clauses relatives aux Droits de l'Homme
- 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux



- 9 pays où Eni soutient les groupes multipartites de l'ITIE au niveau local
- Publication du rapport pays par pays et position d'Eni quant à la transparence contractuelle



- 96,1 millions d'euros d'investissements dans le développement local
- Signature d'accords de coopération signés avec la Banque Mondiale, USAID et des organisations de la société civile



- 157 millions d'euros investis dans la recherche et le développement
- 25 nouvelles demandes de premier dépôt de brevets, dont 7 déposés sur les sources renouvelables



Principaux événements de 2020

<p>Eni et l'école polytechnique de Turin : une alliance renouvelée pour l'exploitation des ressources énergétiques marines</p>	<p>ENEA et Eni s'allient pour un grand centre scientifique et technologie de fusion DTT (Divertor Tokamak Test)</p>	<p>JAN</p>		
<p>Accord entre Cassa Depositi e Prestiti et Eni pour la naissance de CircularIT</p>	<p>Versalis (Eni) rejoint la Circular Plastics Alliance et annonce ses engagements en faveur du recyclage des plastiques</p>	<p>FÉV</p>	<p>Eni lance le superordinateur HPC5, le plus puissant au monde pour un usage industriel</p>	<p>Plan stratégique à long terme d'ici 2050 et plan d'action 2020-2023</p>
	<p>Lancement de Joule, l'école d'entreprise d'Eni, pour soutenir l'esprit d'entreprise du futur et le processus de redémarrage</p>	<p>MAR</p>	<p>Eni épaula l'Italie dans la lutte contre le coronavirus et fournit le superordinateur HPC5 pour la recherche de thérapies contre le virus</p>	
	<p>Signature d'un accord avec COREPLA pour valoriser et recycler les plastiques mixtes</p>	<p>AVR</p>	<p>Une nouvelle organisation est définie pour mener la transition énergétique</p>	
<p>Eni confirmé dans le Global Compact LEAD des Nations Unies</p>	<p>Le CFO d'Eni signe les CFO Principles on Integrated SDG Investments and Finance</p>	<p>MAI</p>	<p>Accord avec Falck Renewables pour l'acquisition de centrales éoliennes et solaires aux États-Unis</p>	
<p>Eni occupe la première place dans l'indice sur les droits de l'Homme Corporate Human Rights Benchmark</p>		<p>JUIN</p>	<p>Eni obtient la licence pour le projet de stockage de dioxyde de carbone au Royaume-Uni</p>	
		<p>JUIL</p>	<p>Eni entre sur le marché de l'éolien offshore en Grande-Bretagne</p>	<p>Eni rejoint la Voluntary Principles Initiative on Security and Human Rights</p>
		<p>AOÛT</p>	<p>Eni lie ses instruments financiers aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies</p>	<p>Eni figure parmi les dix entreprises les plus performantes en matière de rapports sur le développement durable, selon le World Business Council for Sustainable Development</p>
		<p>SEP</p>	<p>Eni, Boston Consulting Group et Google Cloud créent une nouvelle plateforme numérique pour les fournisseurs désireux de contribuer à la transition juste</p>	
		<p>OCT</p>		
		<p>NOV</p>		
		<p>DÉC</p>		

Notations ESG 2020

Le parcours de transition d'Eni continue de recueillir un consensus, même parmi les notations ESG les plus répandues sur le marché, comme l'évaluation de leadership dans quatre évaluations ESG internationales : MSCI, Sustainalytics, Bloomberg ES et V.E (anciennement Vigeo Eiris). D'autres évaluations de leadership ont été obtenues dans le cadre des notations CDP sur le changement climatique, CDP sur la sécurité de l'eau et de l'évaluation Transition Pathway Initiative. Eni a également été confirmée dans l'indice FTSE4Good Developed et, depuis cette année, dans l'indice ESG iTraxx. À cela s'ajoute la reconnaissance d'instituts de recherche spécialisés tels que Carbon Tracker. Enfin, Eni confirme son leadership dans son approche des Droits de l'Homme, en se classant au premier rang des quelques 200 entreprises évaluées par le Corporate Human Rights Benchmark (CHRB) en 2020, ex aequo avec une seule autre entreprise.

Le parcours de transition d'Eni continue de recueillir un consensus, même parmi les notations et indices ESG les plus répandus du marché

RECONNAISSANCES OBTENUES PAR ENI EN 2020

	Eni a été confirmée par MSCI dans sa notation ESG « A » (échelle AAA - CCC).	LEADER
	En décembre 2020, Eni a reçu un score d'évaluation du risque ESG Risk rating de 25,7, ce qui la place dans les 3 premiers pour cent des entreprises pétrolières et gazières évaluées.	LEADER
Bloomberg ES	Eni a obtenu le meilleur score dans le classement Bloomberg des sociétés pétrolières et gazières qui évalue les performances environnementales, avec une note de 6,42 sur 10.	★1
	Eni a obtenu un score global de 65/100, ce qui la place dans la catégorie « avancée », la plus élevée du cadre d'évaluation de Vigeo Eiris.	LEADER
	Eni a confirmé sa position de leader dans la lutte contre le changement climatique en obtenant la note A- dans le questionnaire CDP sur le changement climatique et CDP sur la sécurité de l'eau.	LEADER
Transition Pathway Initiative	Eni a été confirmée parmi les leaders du secteur Oil & Gas pour la quatrième année consécutive, avec la note la plus élevée dans le domaine de la qualité de la gestion au niveau 4 « STAR » pour l'évaluation stratégique des risques et des opportunités liés au climat.	★1
	Eni a été confirmée pour la 14 ^{ème} année consécutive dans l'indice boursier FTSE4Good Developed et a amélioré ses performances en atteignant un score de 4,5 sur 5, confirmant la position d'Eni parmi les 5 premiers du secteur Oil & Gas.	LEADER
INDICE ITRAXX	Eni a été incluse dans l'indice ITRAXX ESG, qui est dérivé de l'indice iTraxx Main, avec l'application de 3 conditions - basées sur la recherche de l'agence de notation ESG MSCI.	LANCÉ EN 2020
Carbon Tracker Initiative	Eni a été classée première parmi les entreprises comparables pour la compétitivité de son portefeuille de projets non sanctionnés, ses objectifs de réduction des émissions et son scénario de prix à moyen et long terme.	★1
	Eni a reçu le « Contingent Workforce Data Award » pour avoir été l'une des entreprises ayant fourni le plus de données à l'enquête 2020 sur les travailleurs sous contrat à durée déterminée. Eni est également dans les 10 premiers pour cent des entreprises qui ont fourni les informations les plus complètes au questionnaire 2020.	★1
CHRB	Eni confirme son leadership dans son approche des Droits de l'Homme, en se classant au premier rang des quelques 200 entreprises évaluées par le Corporate Human Rights Benchmark (CHRB) en 2020, ex aequo avec une seule autre entreprise. CHRB est un indice de référence qui fait partie de la World Benchmarking Alliance et qui évaluera les performances d'Eni sur un ensemble d'indicateurs sociaux et sur son processus de décarbonisation (en évaluant sa contribution aux ODD).	LEADER
Oscar budgétaire 2020	Eni a reçu le prix spécial, promu par le FERPI avec la Borsa Italiana et l'Université Bocconi, « Oscar budgétaire pour la déclaration non financière » intégrée dans les états financiers.	★1
	Eni a figuré, pour la deuxième année consécutive, parmi les 10 entreprises ayant le meilleur rapport de durabilité dans l'analyse du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), se classant parmi les Top Performer.	TOP TEN
ecovadis	Eni a obtenu la note « Gold » dans l'analyse réalisée par EcoVadis, faisant partie des 5 % d'entreprises qui ont obtenu le meilleur score au niveau mondial.	GOLD

Thèmes matériels

La matérialité est définie sur la base des demandes des parties prenantes, des risques ESG résultant du processus de gestion intégrée des risques et des éléments de scénario

Chaque année, Eni met à jour l'analyse pour la définition des aspects matériels, qui comprennent les questions prioritaires pour toutes les parties prenantes concernées d'Eni, externes et internes, à travers le « multi-stakeholder approach » et identifient les principaux défis et opportunités du cycle complet des activités pour la création de valeur à long terme.

Identification des aspects importants

La mise à jour de l'analyse a été effectuée à partir des aspects matériels de l'année dernière, auxquels ont été ajoutées les priorités signalées par l'ESMA³ sur le reporting non financier.

Analyse des priorités internes et externes

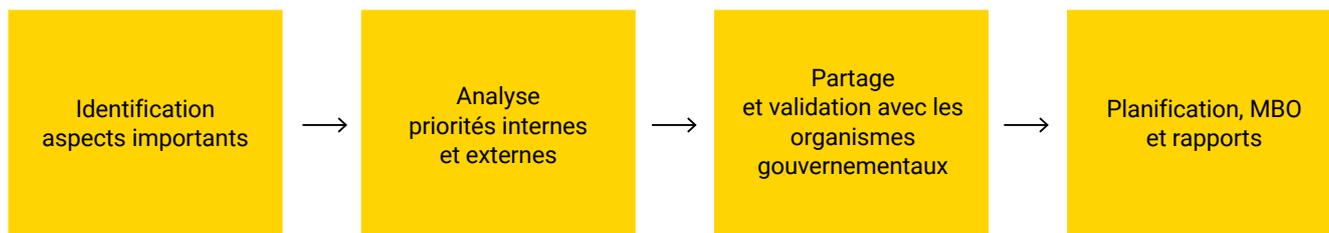
La matérialité des thèmes identifiés est définie sur la base :

- de la pertinence des parties prenantes et leurs besoins, cartographiés et évalués à la fois par une plateforme dédiée (Stakeholder Management System - SMS), qui soutient la gestion des relations avec les parties prenantes locales, et par des entretiens avec les fonctions responsables de la gestion des relations avec des parties prenantes spécifiques au niveau central, de manière continue tout au long de l'année ;
- des risques ESG résultant du processus de gestion intégrée des risques (RMI), qui tient également compte des preuves fournies par des prestataires externes, dont RepRisk⁴. Ces risques sont évalués en tenant notamment compte des impacts potentiels sur l'environnement, la société, la santé et la sécurité, ainsi que la réputation ;
- des éléments de scénario définis sur la base des sujets qui ont été abordés lors des réunions du Comité Durabilité et présentés au Conseil d'Administration.

Planification, MBO et rapports

Les aspects matériels ainsi identifiés sont à la base de l'élaboration du plan stratégique quadriennal qui, conjuguant les objectifs économiques, financiers et de durabilité, permet une planification stratégique intégrée. Ces aspects, enrichis d'analyses contextuelles spécifiques des aspects socio-économiques, environnementaux et culturels des pays où Eni est présente, permettent d'établir les priorités du Plan stratégique au niveau local et de définir les activités de promotion du développement. Une fois le Plan stratégique achevé, les objectifs de direction (MBO – Management By Objectives) de durabilité attribués à tous les managers sont définis. Enfin, les aspects matériels permettent d'identifier le contenu du rapport non financier d'Eni (Non-financial Consolidated Statement et Eni for).

Processus de matérialité



3) L'Autorité européenne des instruments financiers et des marchés (European Securities and Markets Authority, ESMA) est l'organe de l'UE chargé de superviser le marché financier européen, et il a publié une déclaration publique le 28 octobre 2020 qui contenait notamment les priorités liées à l'information non financière.

4) RepRisk est un fournisseur d'analyses de matérialité des risques ESG liés aux entreprises, aux secteurs, aux pays et aux enjeux, dont le modèle de calcul est basé sur la collecte et la classification des informations (c'est-à-dire les « risk incidents ») issus des médias, d'autres parties prenantes et de sources publiques extérieures à l'entreprise.

THÈMES MATÉRIELS IDENTIFIÉS EN 2020

 <p>NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050</p>	<p>LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE Émissions de GHG, Promotion du gaz naturel, Energies renouvelables, biocarburants et chimie des sources renouvelables, Solutions de stockage du CO₂</p> 
 <p>EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE</p>	<p>PERSONNES Emploi, diversité et inclusion ; formation ;</p>  <p>SANTÉ Gestion de l'urgence sanitaire ; Protection de la santé des travailleurs et des communautés</p>  <p>SÉCURITÉ Sécurité des personnes, intégrité des biens</p>  <p>ENVIRONNEMENT Ressources en eau, biodiversité, déversements de pétrole, qualité de l'air, assainissement et déchets</p>  <p>DROITS DE L'HOMME Droits des travailleurs et des communautés locales, chaîne d'approvisionnement et sécurité</p>  <p>INTÉGRITÉ DANS LA GESTION DES ACTIVITÉS Transparence et Lutte contre la corruption</p> 
 <p>PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT</p>	<p>ACCÈS À L'ÉNERGIE Accès à l'énergie</p>  <p>DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ Diversification économique ; éducation et formation ; accès à l'eau et à l'hygiène ; santé ; protection et conservation des forêts et protection du territoire ; partenariats public-privé Soutien à l'urgence sanitaire</p>  <p>CONTENU LOCAL Activités et valeur ajoutée créées dans les pays de présence</p> 
<p>THÈMES TRANSVERSAUX</p>	<p>DIGITALISATION, INNOVATION ET CYBERSÉCURITÉ</p> 

Activités d'engagement des parties prenantes

Eni considère le dialogue et l'implication directe des parties prenantes comme des éléments fondamentaux pour la création de valeur à long terme

Présente dans 68 pays dont les contextes sociaux, économiques et culturels sont tous différents, Eni considère que le dialogue et l'implication directe des parties prenantes sont des éléments fondamentaux pour créer de la valeur à long terme, tout au long des différentes phases de ses activités. Pour Eni, l'ouverture à l'écoute et à l'échange mutuel, l'inclusion, la compréhension des points de vue et des attentes des parties prenantes ainsi que le partage des choix sont des éléments fondamentaux pour construire des relations basées sur la confiance mutuelle, la transparence et l'intégrité. Afin d'améliorer la connaissance et la compréhension des points de vue et des attentes des multiples parties prenantes, Eni s'est dotée depuis 2018 d'une plateforme informatique appelée Stakeholder Management System (SMS). Depuis 2020, le système a été utilisé sur 100 % des sites où Eni a des activités industrielles, surveillant ainsi les relations avec environ 4000 parties prenantes. Le SMS permet de comprendre les spécificités des contextes locaux, les éventuelles exigences, les questions critiques et les domaines à améliorer, les principaux sujets d'intérêt, les impacts potentiels sur les Droits de l'Homme, en identifiant également la présence éventuelle de groupes vulnérables et de zones classées par l'UNESCO comme sites d'intérêt culturel et/ou naturel particulier (WHS - World Heritage Sites).

CATÉGORIES D'ACTEURS

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU STAKEHOLDER ENGAGEMENT

PERSONNES D'ENI ET SYNDICATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

[voir page 36](#)

- Parcours professionnels et de formation sur les compétences émergentes liées aux stratégies d'entreprise et élargissement de la cartographie des compétences
- Initiatives de formation visant à soutenir l'inclusion et la reconnaissance de la valeur de tout type de diversité et initiatives internationales pour la formation d'équipes et l'innovation
- Initiatives de soutien à la parentalité (services de smart working et de crèche), aux membres de la

COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

- Présentation du plan stratégique à long terme pour 2050 et calendrier 2020-23, suivie d'un Road-Show du CEO et du top management dans les principaux centres financiers
- Participation à des conférences thématiques ESG

COMMUNAUTÉS LOCALES ET ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES

- Participation de plus de 600 communautés, y compris les hôtes (villages/communautés qui accueillent les usines d'Eni sur leur territoire), les communautés de transit (communautés proches des pipelines), les communautés voisines (communautés proches des activités d'Eni sur le territoire, mais non directement touchées) et les communautés autochtones – proches des usines

ENTREPRENEURS, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX

[voir page 66](#)

- Publication et distribution du code de conduite des fournisseurs d'Eni
- Collaboration avec les fournisseurs pour la gestion de l'urgence sanitaire
- Lancement de JUST (Join Us in a Sustainable Transition), une initiative visant à impliquer les fournisseurs dans le processus de transition énergétique, en plaçant la durabilité à chaque étape du processus d'approvisionnement

CLIENTS ET CONSOMMATEURS

[Eni for 2020 - Performances en matière de développement durable](#)

[Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050](#)

- Rencontres et ateliers avec les présidents, secrétaires généraux et responsables de l'énergie des associations de consommateurs (AdC) nationales et locales sur des questions telles que la durabilité, l'économie circulaire, l'assainissement de l'environnement, l'économie d'énergie, le service clientèle et les nouvelles initiatives commerciales

INSTITUTIONS NATIONALES, EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

- Participation active à des ateliers et des groupes de travail, y compris techniques et institutionnels, avec des représentants politiques et institutionnels locaux, nationaux, européens et internationaux sur les questions liées à l'énergie, au climat, au développement durable, à la recherche et à l'innovation
- Réunions avec des représentants politiques et institutionnels locaux, nationaux, européens et internationaux sur des questions stratégiques

UNIVERSITÉ ET CENTRES DE RECHERCHE

- Rencontres avec des universités, centres de recherche et entreprises tierces avec lesquels Eni collabore ou interagit pour le développement de technologies innovantes
- Accords et collaborations avec l'École polytechnique de Milan et Turin, les universités de Bologne, Naples et Pavie, le MIT, le CNR, l'INSTM, l'ENEA et l'INGV^(a) et création avec le CNR de 4 centres de recherche dans le sud de l'Italie pour un développement environnemental et économique durable en Italie et dans le monde

ORGANISATIONS BÉNÉVOLES DE DÉFENSE ET DE CATÉGORIE ET ASSOCIATIONS INDUSTRIELLES

- Adhésion et participation à OGCI, IPIECA, WBCSD, UN GLOBAL COMPACT, CIDU, EITI et VPI^(b)
- Conférences, débats, séminaires, événements et initiatives de formation sur les questions de durabilité (énergie, économie circulaire, assainissement, responsabilité sociale des entreprises) ; élaboration de lignes directrices et partage des bonnes pratiques
- Participation aux réunions des organes associatifs et aux groupes de travail sur des questions stratégiques

ORGANISATIONS POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

[voir page 80](#)

- Définition de nouveaux types d'accords de collaboration en matière de développement local
- Consolidation des collaborations avec des organisations de la société civile, des organismes et agences de coopération et des organisations d'inspiration religieuse (AMREF, AVSI, CUAMM, VIS, GHACCO, Fondation E4Impact, Don Bosco High School à Maputo, Diocèse de Sekondi-Takoradi et Halo Trust Foundation)

(a) Massachusetts Institute of Technology ; Conseil national des recherches : Consortium interuniversitaire national pour la science et les technologies des matériaux ; Agence nationale pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable ; Institut national de géophysique et volcanologie.

(b) Oil and Gas Climate Initiative ; World Business Council for Sustainable Development ; Comité interministériel des Droits de l'Homme ; Extractive Industries

Modèle de gestion intégrée du risque

Le Modèle de gestion intégrée des risques assure des prises de décisions éclairées de la part de la direction dans le cadre d'une vision organique et globale.

Eni a développé et adopté un modèle de gestion intégrée des risques visant à garantir que le management prenne des décisions éclairées (en fonction des risques), grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques à court, moyen et long terme, mises en œuvre selon une vision intégrée, globale et prospective. La Risk Governance attribue un rôle central au Conseil d'Administration, lequel définit la nature et le niveau de risque compatible avec les objectifs stratégiques, en incluant dans ses évaluations tous les risques qui peuvent être pertinents pour la durabilité de l'entreprise à moyen et long terme. Les risques sont (i) évalués à l'aide d'outils quantitatifs et qualitatifs, en tenant compte à la fois de la probabilité d'occurrence et de l'impact (économique, opérationnel, HSE, social, réputationnel) qui serait déterminé dans un délai donné si le risque devait se produire ; (ii) représentés, sur la base de la probabilité d'occurrence et de l'impact, dans des matrices qui permettent la comparaison et la classification par pertinence. Deux cycles d'évaluation ont été réalisés en 2020 : au premier semestre, l'évaluation annuelle du profil de risque, qui a impliqué 121 filiales présentes dans 43 pays, a été effectuée, tandis qu'au second semestre, l'évaluation intermédiaire des risques principaux, qui a porté sur la mise à jour des évaluations et le traitement des risques principaux d'Eni et des principaux risques au niveau des activités, a été réalisée. Trois cycles de suivi ont ensuite été réalisés sur les principaux risques d'Eni pour analyser leur performance et l'état de mise en œuvre des actions de traitement, dont les résultats ont été présentés aux Conseil d'Administration et de Contrôle en mars, juillet et octobre 2020. Le portefeuille des principaux risques d'Eni se compose de 20 risques classés en risques externes, stratégiques ou opérationnels. Les principaux risques ESG sont résumés ci-dessous. Pour chaque événement à risque, le type de risque – risque majeur et non-risque – et les références de page des principales actions de traitement sont indiqués dans le document.

THÈME	ÉVÉNEMENT	PRINCIPALES ACTIONS DE TRAITEMENT
NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050		
CHANGEMENT CLIMATIQUE	Risques liés au changement climatique et à la transition énergétique	Page 30 ; 78
EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE		
PERSONNES	Risque biologique, c'est-à-dire propagation de pandémies et d'épidémies ayant des répercussions potentielles sur les personnes et les systèmes de santé ainsi que sur les activités.	Page 10 ; 44 ; 77
	Risques pour la santé et la sécurité des personnes : • Accidents des travailleurs et des entrepreneurs • Incidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des biens	Page 44 ; 48 ; 51 ; 53
	Risques liés au portefeuille de compétences	Page 43
	Explosion Incidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des biens	
ENVIRONNEMENT	Risque réglementaire dans le secteur de l'énergie Permis	Page 30 ; 54
	Risques environnementaux (par exemple, pénurie d'eau, déversement de pétrole, déchets, biodiversité)	
DROITS DE L'HOMME	Risques associés aux violations des Droits de l'Homme (chaîne d'approvisionnement, sécurité, lieu de travail, communautés locales)	Page 60 ; 85
FOURNISSEURS	Risques liés aux activités d'approvisionnement	Page 66 ; 88 ; 94
TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	Enquêtes et litiges en matière de • Environnement, santé et sécurité • Corruption	Page 14 ; 30 ; 48 ; 54 ; 68
	Risques liés à la gouvernance d'entreprise	
PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT		
COMMUNAUTÉ	Risques liés au contenu local	Page 88 ; 94
RISQUES TRANSVERSAUX	Risques liés aux activités de recherche et de développement	Page 25
	Cybersécurité	Page 26
	Relations avec les parties prenantes	Page 22
	Instabilité politique et sociale et risque sécurité global	Page 65 ; 84

Innovation

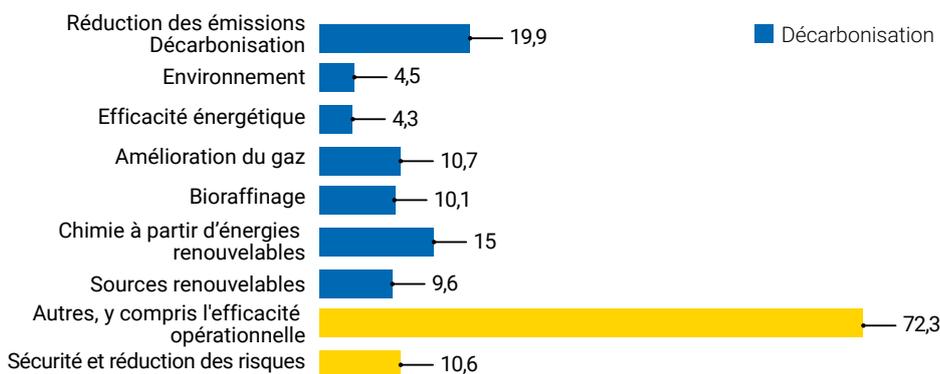
La recherche et l'innovation technologique constituent un pilier de la croissance organique de l'entreprise, lui permettant de consolider son savoir-faire et de l'enrichir, contribuant ainsi à la formation de compétences internes et à l'évolution technologique. L'intégration, l'efficacité et l'application des technologies sont les leviers stratégiques qui caractérisent son modèle opérationnel, tout au long de la chaîne de valeur énergétique. Les projets de recherche concernent tous les aspects de la chaîne de production : les objectifs sont donc déclinés sur les directives stratégiques suivantes, définies comme des plateformes technologiques :

1. L'excellence opérationnelle, pour rechercher des technologies permettant de développer les actifs, d'accroître l'efficacité énergétique, de garantir le plus haut niveau de sécurité et de minimiser l'impact environnemental.
2. Neutralité carbone, pour réduire, capter, transformer ou stocker le CO₂, promouvoir le gaz naturel comme source d'énergie dans la transition vers un bouquet énergétique à faible émission de carbone, en l'intégrant aux énergies renouvelables et en développant des technologies énergétiques innovantes.
3. Économie circulaire, afin de réduire l'utilisation de matières premières, y compris par le recyclage, en transformant les déchets en produits à valeur ajoutée, dans le but d'un développement basé sur les principes de l'économie circulaire.

En plus des 7 centres de recherche qu'elle possède en Italie, Eni collabore avec des centres d'excellence reconnus au niveau national et international, comme le Conseil National de la Recherche (CNR) ou le Massachusetts Institute of Technology (MIT), avec lesquels elle travaille depuis 2008 sur des questions telles que les énergies renouvelables, la protection de l'environnement, la transition énergétique et l'intégrité des biens. Dans le cadre du défi que représente la production d'énergie avec une empreinte carbone la plus faible possible, Eni est engagée dans la recherche sur la fusion par confinement magnétique avec les principales entités techniques et scientifiques italiennes (ENEA, CNR, universités) et internationales (Commonwealth Fusion System, une spin-off du MIT).

► **Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050**

Dépenses dans la recherche et le développement en 2020 (mio d'€)



787 millions d'euros

Investissements en recherche et développement prévus sur la période 2021-2024, dont :

71 % d'investissements dédiés à la neutralité carbone à long terme

7 471

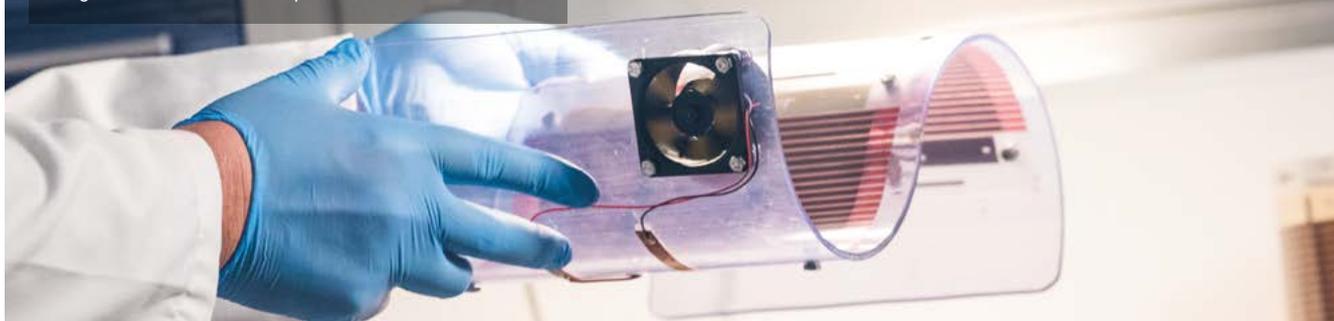
Brevets en cours

157 millions d'euros

Dépenses totales de R&D en 2020, dont

74 millions d'euros dans la décarbonisation

Panneaux photovoltaïques organiques (OPV), développés au centre de recherche de Novare entièrement dédiés aux énergies renouvelables et à la protection de l'environnement



Digitalisation et cybersécurité

La digitalisation est un levier de création de valeur, qui vise à rendre l'activité d'Eni de plus en plus intégrée, efficace et durable

Afin d'accélérer le processus de transformation, de contribuer à garantir la compétitivité et la croissance durable à long terme, et d'atteindre ses objectifs stratégiques, Eni a donné une plus grande impulsion à l'innovation en créant les conditions pour que la recherche et le développement, les nouvelles technologies et les solutions numériques soient de plus en plus intégrées dans l'entreprise pour la création de valeur. Les données disponibles chez Eni, associées à des systèmes de calcul puissants et aux compétences de notre personnel, représentent un atout essentiel pour développer des projets innovants et atteindre d'importants objectifs de durabilité.

Les technologies de pointe augmentent la sécurité des personnes et l'intégrité des biens, accroissent l'efficacité énergétique des sites de production, réduisent l'impact environnemental, optimisent les processus pour une plus grande agilité commerciale, renforcent la résilience des infrastructures et la cybersécurité, permettant ainsi d'atteindre les objectifs de décarbonisation. L'approche transversale et intégrée de l'innovation technologique favorise un écosystème où les besoins sont satisfaits et où de nouvelles opportunités et solutions sont identifiées, en combinant des technologies matures et émergentes.

Quelques chiffres de la digitalisation pour Eni

Augmentation des connexions d'utilisateurs et des conférences par rapport à la base de référence (avant le télé-travail massif)



14 500

Connexions VPN (+700 %)



6 900

Conférence Skype (+600 %)



6 600

Conférences Teams (+7200 %)

Bilan des activités informatiques

130 projets numériques
dans 30 pays

plus de 60 initiatives
de l'innovation numérique
ouverte

plus de 400 applications

Les projets les plus importants en 2020

Infrastructures de base	Évolution des infrastructures informatiques et TLC de l'entreprise afin de réduire de 90 % la présence dans les bureaux et d'effectuer le travail à domicile, ce qui a permis à Eni de faire face rapidement à l'urgence sanitaire du COVID-19.
Sécurité numérique	Dans le but d'accroître la sécurité des travailleurs et d'améliorer l'efficacité des procédures d'urgence, la solution Smart Safety, qui repose sur l'utilisation de la technologie des téléphones portables et des réseaux intelligents, a été étendue à de nouveaux sites. En 2020, le déploiement de la solution eWP (permis de travail électronique) s'est poursuivi pour la numérisation complète du processus de permis de travail, atteignant une couverture totale de 62 sites en Italie et à l'étranger. voir page 48
Intégrité des biens	Poursuite de la numérisation des sites de production commencée fin 2018. Celle-ci a été achevée sur le site de production East Hub d'Eni Angola et dans l'établissement de Versalis à Brindisi pour optimiser les processus, améliorer la sécurité des personnes et l'efficacité de la production. En outre, de nouvelles solutions numériques ont été lancées pour améliorer et simplifier le travail des employés d'Eni grâce à l'intelligence artificielle et à l'automatisation, afin de favoriser l'efficacité des processus et la réduction des erreurs.
Plate-forme ouverte	Démarrage, avec Boston Consulting Group et Google Cloud, de la collaboration pour la création de la plateforme numérique ouverte dédiée à la durabilité dans la filière industrielle engagée dans la transition énergétique, afin de collecter et de partager les expériences de durabilité, les plans de croissance et les informations en conformité avec les réglementations. voir page 66
e-das	Parcours de numérisation des processus d'expédition entrepris par Eni avec l'Agence des douanes et Sogei en vue de combattre la fraude dans le secteur des produits énergétiques, atteignant la numérisation des expéditions à l'échelle nationale pour un total d'environ 4 500 e-das numériques par jour.

Cybersécurité

Le risque de cybersécurité représente la possibilité que des cyberattaques compromettent les systèmes informatiques de l'entreprise (gestion et industrie), entraînant l'interruption des services fournis et le vol d'informations sensibles pour Eni. Ce risque, qui est élevé chez Eni en raison de la fois du contexte géopolitique dans lequel elle opère et de la tendance à la hausse constante des cyberattaques, est un facteur d'attention dans le développement de la stratégie de transformation numérique de l'entreprise. L'entreprise a depuis longtemps adopté une approche basée sur le risque et une série de mesures défensives pour prévenir et contenir les impacts potentiels, telles que : (i) le renforcement des infrastructures et des services de défense de la cybersécurité, qui ont permis en 2020 de bloquer environ 89 millions de courriers électroniques malveillants, 715 campagnes de Phishing, 109 millions de tentatives d'accès malveillant à des applications exposées sur Internet ; (ii) le renforcement des systèmes de sécurité technologique et gouvernementale des sites étrangers et industriels ; (iii) des interventions visant à renforcer la continuité des services informatiques et à améliorer le contrôle de la gestion des systèmes centraux. En outre, des mesures défensives spécifiques ont été prises en raison de l'utilisation accrue du travail à distance. En 2020, le programme de renforcement de la culture d'entreprise sur les bons comportements à adopter pour faire face aux cyber-risques s'est poursuivi, avec la réalisation de formations, de simulations, d'actions de sensibilisation et de communication à destination de l'ensemble de la population de l'entreprise. Enfin, la mise en œuvre du programme Cyber Security 4 Kids s'est poursuivie dans le but de promouvoir une culture numérique plus sûre et plus consciente auprès des jeunes générations.

Eni a renforcé ses services de défense en matière de cybersécurité, ce qui a permis de bloquer :

89 millions
de courriers malveillants

715
campagnes de phishing

109 millions
de tentatives d'accès malveillant aux applications exposées sur Internet



Le Green Data Center accueille le superordinateur HPC5 utilisé pour lutter contre la pandémie

URGENCE SANITAIRE

Le superordinateur HPC5 contre le virus

Eni collabore au projet européen EXSCALATE4CoV pour identifier les médicaments les plus sûrs et les plus prometteurs dans la lutte contre le coronavirus, en mettant à disposition son HPC5 – l'infrastructure industrielle de supercalculateur la plus performante au monde – et son expertise en modélisation moléculaire. Des simulations de dynamique moléculaire des protéines présentes à la surface du SRAS-CoV-2, qui jouent un rôle clé dans le mécanisme d'infection du virus, ont été réalisées et 10 000 principes actifs de composés pharmaceutiques actuellement connus ont été examinés afin d'identifier les cibles moléculaires les plus efficaces pour l'empêcher de libérer sa charge virale. Avec HPC5, les interactions moléculaires entre chacune des protéines composant le SARS-CoV-2 et chacun des principes actifs ont été étudiées. Ceux qui se sont avérés les plus efficaces pour se lier aux protéines virales, les bloquer et les empêcher de nuire à l'organisme, font maintenant l'objet d'essais cliniques pour tester leur tolérance et leur activité. À ce jour, le plus prometteur est le Raloxifène : un médicament générique qui peut être prescrit pour traiter l'ostéoporose. L'objectif est de disposer de médicaments plus efficaces, déjà testés cliniquement et donc rapidement disponibles.

En 2020, HPC5 a rendu possible l'expérience complexe de supercalcul moléculaire la plus complexe jamais réalisée dans le monde pour identifier de nouvelles thérapies contre le virus : 1074 milliards d'interactions ont été traitées, soit 5 millions de simulations moléculaires par seconde

➔ [Pour en savoir plus : eni.com](https://www.eni.com)

Neutralité carbone d'ici 2050

Gouvernance climatique	31
Gestion des risques	31
La stratégie d'Eni	32
Indicateurs et objectifs	33

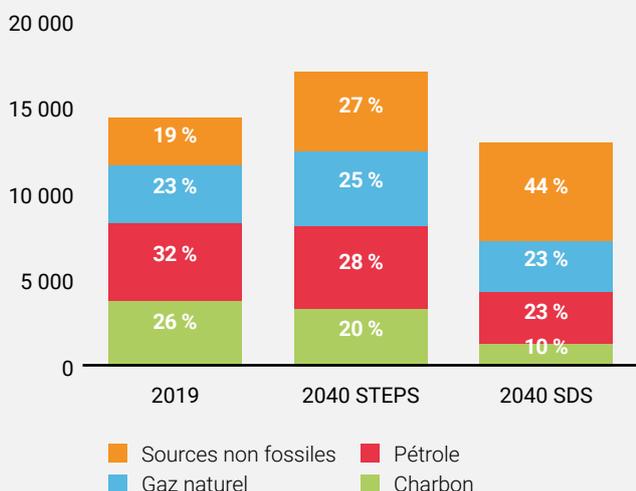
Le modèle d'entreprise d'Eni prévoit un parcours vers la neutralité carbone basé sur une approche qui prend en compte les émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques vendus par Eni et sur un ensemble d'actions qui conduiront à la décarbonisation totale des processus et produits d'ici 2050.

Sur la base de ces principes, en 2021, la nouvelle stratégie a été définie pour relancer les objectifs opérationnels à court, moyen et long terme, qui dessinent le parcours évolutif et intégré des différentes entreprises et qui conduiront Eni à la neutralité carbone en 2050, conformément aux scénarios compatibles avec le maintien du réchauffement climatique au seuil de 1,5°C.

La rapidité de l'évolution et la contribution relative des activités dépendront de la tendance du marché, du scénario technologique et des réglementations de référence.

CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

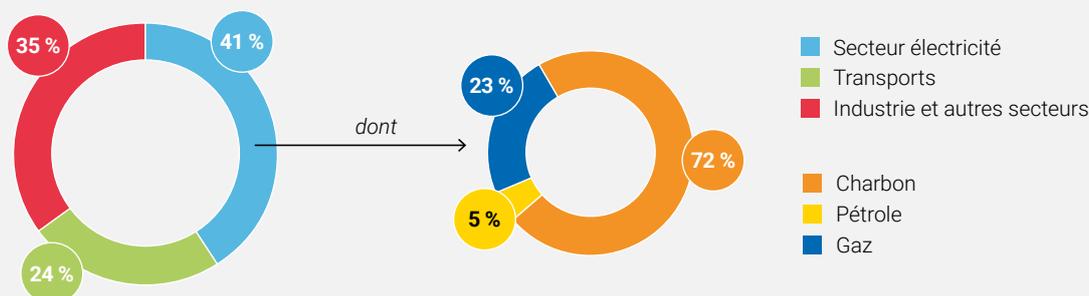
Demande d'énergie par source (Mtep ; %)



Au cours des deux prochaines décennies, la demande en énergie continuera de croître (STEPS), sous l'impulsion des besoins des économies émergentes, tandis que les pays industrialisés connaîtront un ralentissement progressif de la croissance de la consommation grâce aux processus d'efficacité et d'économie d'énergie en cours. Les sources fossiles continueront à jouer un rôle clé dans le bouquet énergétique, avec 73 %, même si leur part devrait diminuer, principalement en raison d'une moindre contribution du charbon en faveur des énergies renouvelables. Dans le scénario SDS, la consommation devrait diminuer (-10 % par rapport à aujourd'hui) malgré une population et une économie en croissance. Les sources fossiles diminueront leur poids dans le bouquet, principalement au profit des énergies renouvelables. Le gaz naturel est la seule source fossile qui conservera sa part du bouquet énergétique, même dans un scénario de décarbonisation, grâce à son impact environnemental moindre et à son efficacité supérieure à celle des autres combustibles fossiles.

Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

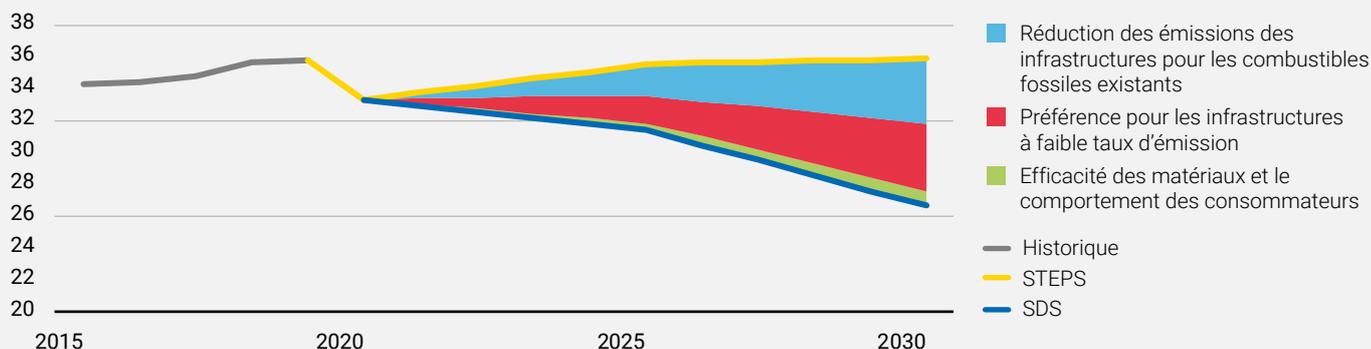
Émissions de CO₂ totales dans le secteur de l'énergie



Les émissions mondiales de CO₂ du secteur de l'énergie en 2019 s'élevaient à 33,3 milliards de tonnes, dont 13,7 milliards de tonnes provenaient de la production d'électricité. Le charbon continue de dominer les émissions du secteur de l'électricité (>70 %).

Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

Réduction des émissions de CO₂ dans le Scénario de Développement Durable (SDD) et dans le Scénario des Politiques Etablies (STEPS)(Gton CO₂)



Le scénario SDS concentre les efforts sur la réduction des émissions des infrastructures énergétiques existantes (telles que les centrales électriques à charbon, les aciéries et les cimenteries), sur l'efficacité énergétique et sur le changement de comportement des consommateurs.

Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.



Neutralité carbone d'ici 2050



Parce que c'est important pour Eni

Consciente de l'urgence climatique en cours, Eni veut participer activement à une trajectoire vertueuse du secteur énergétique vers la neutralité carbone d'ici 2050, afin de maintenir le réchauffement moyen de la planète sur un seuil de 1,5°C à la fin du siècle. Le modèle d'activité d'Eni repose donc sur une approche qui prend en compte les émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques vendus et sur un ensemble d'actions qui conduiront à la décarbonisation totale des processus et des produits d'ici 2050, grâce aux technologies existantes.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Développement Durable » ; position d'Eni sur la biomasse ; engagement responsable d'Eni sur le changement climatique, dans les associations d'entreprises ; plan stratégique 2021-2024 : vers l'objectif zéro émission (février 2021) ; code d'éthique.

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Nouvelle organisation pour mener la transition énergétique avec deux directions générales ; fonction organisationnelle centrale supervisant la stratégie et le positionnement en matière de changement climatique ; programme de transition énergétique et de technologie de la biomasse ; systèmes de gestion de l'énergie coordonnés avec la norme ISO 50001.

PROGRÈS 2020

OBJECTIFS À COURT ET MOYEN TERME D'ICI 2050

ÉMISSIONS DE GHG (SCOPE 1, données se référant à 100 % des infrastructures exploitées)

i) -26 % indice d'intensité des émissions GHG en amont par rapport à 2014 ; -39 % volume d'hydrocarbures envoyés au torchage par rapport à 2014 ; -90 % émissions fugitives de méthane en amont par rapport à 2014 (OBJECTIF ATTEINT) ; iv) Indice d'efficacité opérationnelle substantiellement stable.

i) -43 % indice d'intensité des émissions GHG en 2025 par rapport à 2014 ; ii) zéro torchage systématique de gaz d'ici à 2025 ; iii) -80 % d'émissions fugitives de méthane en amont d'ici à 2025 par rapport à 2014 ; iv) Amélioration moyenne de 2% par an en 2021 par rapport à l'indice d'efficacité opérationnelle de 2014.

PROGRÈS 2020

OBJECTIFS À COURT ET MOYEN TERME D'ICI 2050

OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

EN 2030

EN 2040

EN 2050

EMPREINTE CARBONE NETTE (ÉMISSIONS DE GHG 1+2), sur la base d'une mise en équivalence)

Empreinte carbone nette en amont (émissions de GHG Scope 1+2) : 11,4 MtonCO₂éq. (-23 % par rapport à 2019).

Réduction de moitié de l'empreinte carbone nette en amont pour les émissions de type 1+2 jusqu'en 2024 par rapport à 2018.

Empreinte carbone nette zéro pour les émissions des domaines d'application 1 et 2 des activités amont d'ici 2030.

Empreinte carbone nette zéro pour les émissions des domaines d'application 1 et 2 de toutes les activités du groupe d'ici 2040.

NET GHG LIFECYCLE EMISSIONS (ÉMISSIONS DE GHG DOMAINE D'APPLICATION 1+2), sur la base d'une mise en équivalence)

439 MtonCO₂éq. (-13 % par rapport à 2019)

-25 % par rapport à 2018

-65 % d'ici 2040

Net-zéro d'ici 2050

CARBON INTENSITY (ÉMISSIONS DE GHG DOMAINES D'APPLICATION 1+2+3), sur la base d'une mise en équivalence)

68 gCO₂ éq./MJ (~ 2019)

-15 % par rapport à 2018

-40 % par rapport à 2018

Net-zéro d'ici 2050

Gouvernance climatique

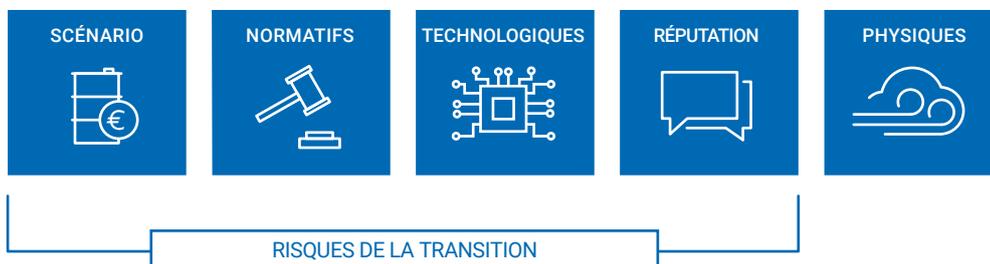
La stratégie de décarbonisation d'Eni s'inscrit dans un système structuré de gouvernance d'entreprise dans lequel le Conseil d'Administration et l'AD jouent un rôle central dans la gestion des principales questions liées au changement climatique. Le Conseil d'Administration, sur proposition de l'AD, examine et approuve le plan stratégique, qui définit les stratégies et les objectifs qui concernent également le changement climatique et la transition énergétique. Depuis 2014, le Conseil d'Administration est soutenu dans l'exercice de ses activités par le Comité de la Durabilité et Scénarios (CSS) avec lequel il étudie périodiquement l'intégration entre la stratégie, les scénarios d'évolution et la durabilité de l'entreprise à moyen et long terme. Au cours de l'année 2020, le CSS a approfondi dans toutes les sessions les aspects liés au changement climatique, notamment les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2019 (COP25), les scénarios énergétiques, l'état actuel de la recherche et du développement pour la transition énergétique, la stratégie de décarbonisation d'Eni, les activités forestières et les partenariats pour le climat, l'implication responsable d'Eni dans les politiques climatiques au sein des associations de catégorie, les résolutions sur le climat et la divulgation par l'assemblée des pairs de référence. À partir de 2019, le Conseil d'Administration examine et approuve le Plan à moyen-long terme d'Eni, visant à assurer la durabilité du portefeuille d'activités sur un horizon de trente ans, conformément aux dispositions du plan stratégique quadriennal ; En ce qui concerne le Conseil d'Administration en fonction depuis le 13 mai 2020, plusieurs membres ont une expérience des questions ESG. Immédiatement après la désignation du Conseil d'Administration et du Conseil des commissaires aux comptes, un programme de formation a été mis en œuvre (appelé « induction board ») pour les administrateurs et les commissaires aux comptes, qui a couvert, entre autres, les questions liées au processus de décarbonisation et à la durabilité environnementale et sociale des activités d'Eni. L'exposition économique et financière d'Eni au risque découlant de l'introduction de nouveaux mécanismes de tarification du carbone est examinée par le Conseil d'Administration, tant dans la phase préliminaire d'autorisation des investissements individuels que dans la phase ultérieure de suivi semestriel de l'ensemble du portefeuille de projets. Le Conseil d'Administration est également informé annuellement du résultat du test de dépréciation effectué sur les principales Unités génératrices de trésorerie du secteur amont et préparé avec l'introduction d'une taxe carbone évaluée sur la base du scénario de développement durable SDS de l'AIE. Enfin, le Conseil d'Administration est informé trimestriellement des résultats de l'évaluation et du suivi des principaux risques d'Eni, dont le changement climatique.

Le Conseil d'administration et l'AD jouent un rôle central dans la définition de la stratégie de décarbonisation

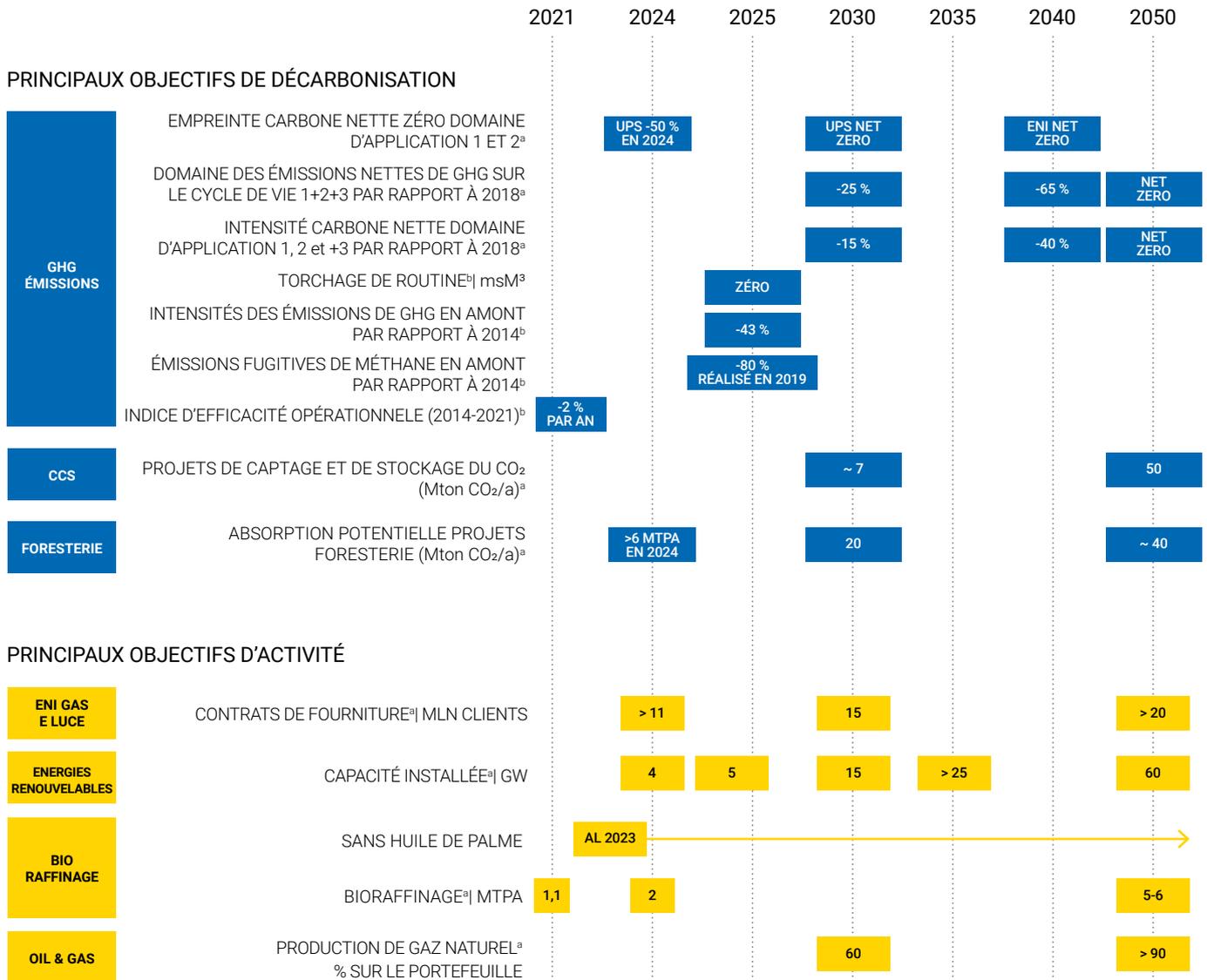
Gestion des risques

Le changement climatique est analysé, évalué et géré en tenant compte de 5 facteurs de référence, identifiés par la Task force on Climate-related Disclosure (TCFD), relatifs à la fois aux risques de la transition (scénario de marché, évolution réglementaire et technologique, questions de réputation) et aux risques physiques (comme les phénomènes météorologiques extrêmes/chroniques. L'analyse s'effectue selon une approche intégrée et transversale qui implique des fonctions spécialisées et des secteurs d'activité et permet d'évaluer les risques et les opportunités liés au changement climatique.

Le changement climatique est l'un des principaux risques stratégiques pour Eni



La stratégie d'Eni



(a) Basé sur la participation financière d'Eni ; (b) 100 % basé sur l'exploitation.

Définition de la nouvelle stratégie pour relancer les objectifs opérationnels à court, moyen et long terme qui permettront à Eni d'atteindre la neutralité carbone en 2050

Après une phase de profonde transformation qui a permis au groupe de croître et de diversifier son portefeuille, tout en renforçant sa structure financière, Eni a lancé une nouvelle phase d'évolution de son modèle d'activité qui, fortement orienté vers la création de valeur à long terme, associe la durabilité économique et financière avec la durabilité sociale et environnementale. Sur la base de ces principes, en 2021, la nouvelle stratégie a été définie pour relancer les objectifs opérationnels à court, moyen et long terme, qui dessinent le parcours évolutif et intégré des différentes activités et qui conduiront Eni à la neutralité carbone en 2050, conformément aux scénarios compatibles avec le maintien du réchauffement climatique sur le seuil de 1,5°C. La vitesse d'évolution et la contribution pertinente des activités peuvent être influencées par les tendances du marché, le scénario technologique et les réglementations de référence.

Eni poursuivra une stratégie visant à atteindre, d'ici 2050, l'objectif de zéro émission nette de GHG pour les catégories 1, 2 et 3 (émissions nettes de GHG sur le cycle de vie) et l'élimination de l'intensité d'émission correspondante (intensité nette de carbone), pour l'ensemble du cycle de vie des produits

énergétiques vendus. La nouvelle stratégie a également renforcé les objectifs intermédiaires de décarbonisation :

- 25 % des émissions nettes de GHG au cours du cycle de vie en 2030 par rapport à 2018 et -65 % en 2040 ;
- 15 % de l'intensité nette en carbone des produits énergétiques vendus en 2030 par rapport à 2018 et -40 % en 2040 ;
- Empreinte carbone nette zéro pour les émissions des activités en amont (domaines d'application 1 et 2) d'ici 2030 et pour toutes les activités du groupe d'ici 2018 ;
- Empreinte carbone nette zéro pour les émissions des domaines d'application 1 et 2 de toutes les activités du groupe d'ici 2040.

Les actions déjà largement initiées qui contribueront à la réalisation de ces résultats sont :

- réduction de la production d'hydrocarbures à moyen terme, avec une croissance progressive de la composante gaz, qui dépassera 90 % en 2050 ;
- conversion progressive du raffinage traditionnel à l'aide de nouvelles technologies pour la valorisation des produits décarbonés et le recyclage des déchets ;
- augmentation de la capacité de raffinage « biologique » à 5-6 millions de tonnes d'ici 2050, sans huile de palme à partir de 2023 ;
- économie circulaire : augmentation de l'utilisation du biométhane, des déchets et du recyclage des produits finis ;
- efficacité et numérisation des opérations et des services à la clientèle ;
- croissance de la production d'énergie renouvelable à 60 GW d'ici 2050 ;
- hydrogène bleu et vert pour alimenter les bioraffineries d'Eni et d'autres activités industrielles à forte intensité énergétique ;
- augmentation progressive de la production d'électricité à partir du gaz, associée à des projets de captage et de stockage du CO₂ ;
- augmentation du nombre de clients de détail d'Eni gas e luce, avec plus de 20 millions d'ici 2050 ;
- projets de conservation des forêts pour une compensation totale de CO₂ d'environ 40 millions de tonnes/an d'ici 2050.

Le montant total des investissements dans la décarbonisation, l'économie circulaire et les énergies renouvelables et des dépenses de R&D s'élève à 5,7 milliards d'euros dans le plan 2021-24.

Indicateurs et objectifs

Voici les principaux objectifs à long terme d'Eni et l'évolution des indicateurs correspondants, sur une base d'équité, dont la comptabilisation est garantie par l'application d'un modèle de comptes rendus qui prend en compte toutes les émissions de GHG des domaines d'application 1+2+3 associées à la filière des produits énergétiques vendus.

PRINCIPAUX OBJECTIFS À LONG TERME D'ENI ET ÉVOLUTION DES INDICATEURS CONNEXES

Empreinte carbone nette zéro en amont d'ici 2030	L'indicateur prend en compte les émissions des domaines d'application 1+2 des biens en amont exploités par Eni et des tiers, nettes des puits de carbone, et en 2020, il était en baisse de 23 % par rapport à 2019 en raison à la fois des baisses de production enregistrées en lien avec l'urgence sanitaire et de la compensation par des crédits forestiers de 1,5 million de tonnes de CO ₂ équivalents.
Émissions nettes zéro de GHG tout au long du cycle de vie	L'indicateur se réfère aux émissions des domaines d'application 1+2+3 associées aux activités et aux produits énergétiques vendus par Eni, tout au long de leur chaîne de valeur, nettes des puits de carbone. En 2020, il diminue de 13 %, principalement en raison de la baisse de la production et des ventes dans tous les secteurs liés à l'urgence sanitaire.
Intensité carbone nette zéro d'ici 2050	L'indicateur est calculé comme le rapport entre les émissions nettes absolues de GHG du cycle de vie (domaines d'application 1+2+3) le long de la chaîne de valeur des produits énergétiques vendus et la quantité d'énergie qu'ils contiennent. En 2020, il est essentiellement stable car la diminution des émissions dans tous les secteurs s'est accompagnée d'une baisse proportionnelle de la production liée à la diminution des activités liées à l'urgence sanitaire.

Pour les comptes rendus de ses émissions de GHG, Eni utilise un modèle qui comprend une méthodologie rigoureuse pour évaluer les émissions des domaines d'application 1, 2 et 3 associées à la filière des produits énergétiques vendus

Excellence opérationnelle

Chacun de nous	36
Santé	44
Sécurité	48
Environnement	54
Droits de l'Homme	60
Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale	68

Tout d'abord, l'activité d'Eni est constamment axée sur l'excellence opérationnelle.

Cela se traduit par un engagement continu à valoriser les personnes par la consolidation et l'évolution des compétences pour soutenir la voie de la transformation, à protéger la santé et la sécurité des personnes et l'intégrité des biens, et à protéger l'environnement en favorisant l'utilisation efficace des ressources naturelles et en protégeant les zones protégées qui sont importantes pour la biodiversité. En outre, Eni s'engage à respecter et à promouvoir l'intégrité et le respect des Droits de l'Homme dans ses activités et avec l'implication de ses parties prenantes, en mettant l'accent sur la transparence et la lutte contre la corruption sous toutes ses formes. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités liées à l'évolution possible du marché de l'énergie et de poursuivre le parcours vers la transformation.

CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

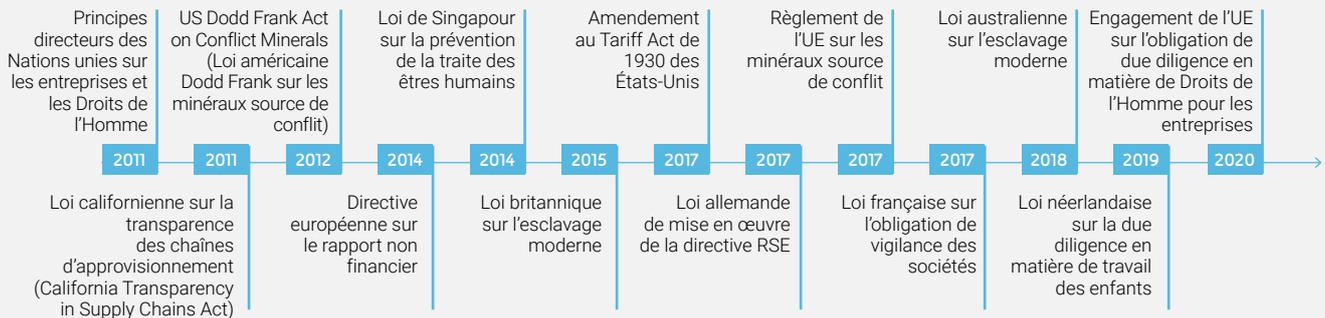
Impact de l'urgence santé Covid-19 sur l'emploi



Source : Moniteur ILO : COVID-19 et le monde du travail. Septième édition, 25 janvier 2021

(*) équivalent à 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) global

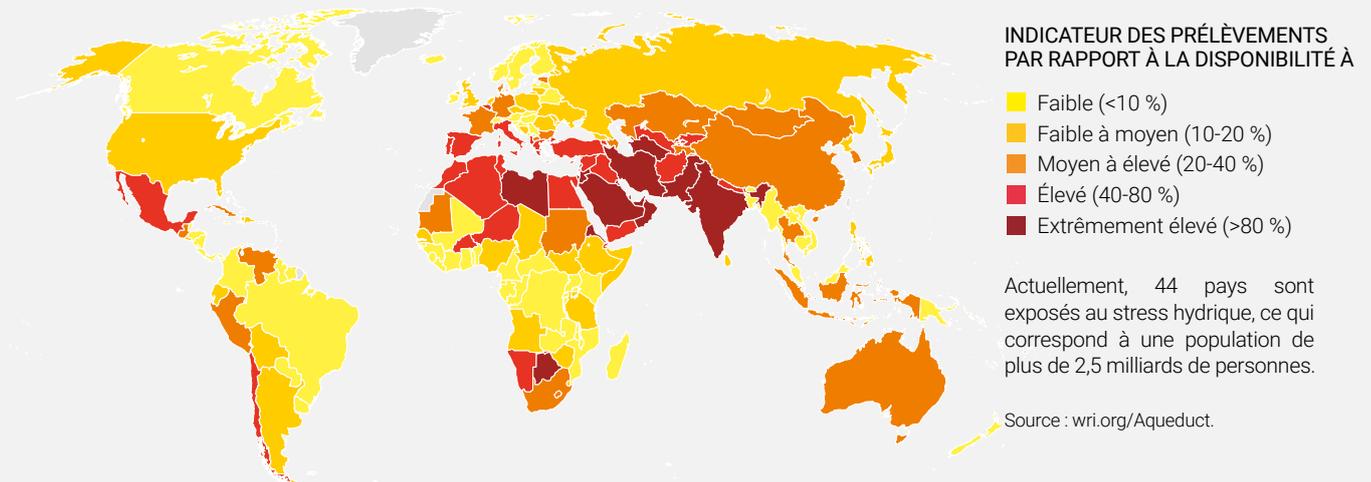
Principales références internationales dans le domaine des Droits de l'Homme



Depuis 2011, date à laquelle les Nations Unies ont publié leurs « Principes directeurs sur les entreprises et les Droits de l'Homme », les références réglementaires ne portant pas sur le sujet se sont multipliées au niveau international. Au niveau international, en particulier au niveau européen, une attention constante et croissante est portée à l'introduction d'exigences réglementaires qui prévoient des obligations de déclaration et la conduite de due diligence en matière de Droits de l'Homme de la part des entreprises.

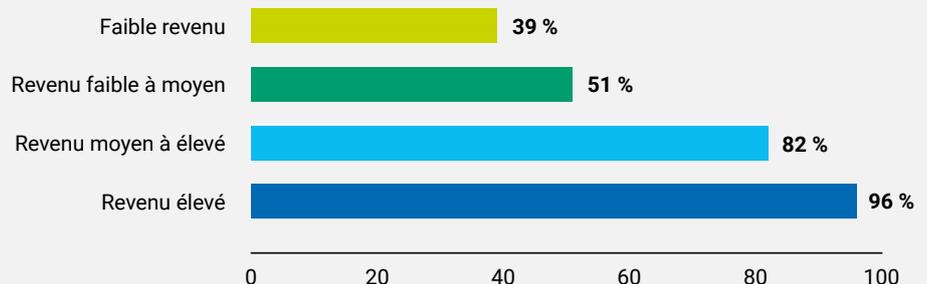
Source : Réélaboration Eni du CEO Guide to Human Rights, WBCSD 2020

Niveau de stress hydrique par pays en 2019



Taux de collecte des déchets par niveau de revenu (%)

La collecte des déchets est une étape clé de la gestion des déchets, mais les taux varient considérablement selon les niveaux de revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé assurant une collecte quasi universelle des déchets.



Source : WHAT A WASTE 2.0 A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050, The World Bank

Chacun de nous



Parce que c'est important pour Eni

Pour Eni, les personnes sont la ressource la plus importante de l'entreprise, car elles soutiennent et diffusent les valeurs et la culture dans les pays où nous opérons et nous permettent, grâce à leurs compétences, d'atteindre nos objectifs commerciaux ambitieux. Les succès obtenus jusqu'à présent sont le résultat direct de la passion et des compétences internes, un patrimoine qu'Eni a construit au fil du temps et qui générera de la valeur à court et à long terme. C'est pourquoi Eni s'engage à garantir la santé et la sécurité de son personnel et de ceux qui travaillent avec l'entreprise, et à construire un environnement de travail exempt de toute forme de discrimination ou de harcèlement, basé sur des conditions de travail dignes, un dialogue ouvert et la valorisation de la diversité.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Nos personnes », « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme ; Code d'éthique

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus de gestion et planification de l'emploi fonctionnel pour l'alignement des compétences sur les exigences techniques et professionnelles ; Outils pour la gestion et le développement professionnel ; Groupe de travail pour la définition des impacts de la transformation numérique sur les rôles/compétences ; Système de gestion de la qualité de la formation conforme à la norme ISO 9001:2015 ; Système de gestion des connaissances pour le partage du savoir-faire ; Système de gestion des relations industrielles au niveau national et international ; Système d'aide sociale pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et le renforcement des services aux employés et à leur famille.

PROGRÈS 2020

OBJECTIF À COURT TERME (2021)

OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)

OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

ROULEMENT DU PERSONNEL

Roulement du personnel de 1 : donnée de l'exercice 2019-20.

Valorisation des ressources internes et retention sélective de compétences stratégiques utiles pour soutenir le processus de transition énergétique.

Mise en valeur des nouvelles installations dont le roulement est supérieur à 1.

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Refonte de l'apprentissage à distance, portant les heures d'apprentissage en ligne à 67 % du total des heures Eni.

Une formation pour accompagner, en termes de connaissances et de compétences, le changement organisationnel et l'évolution stratégique et commerciale.

Mise à jour des compétences en fonction des orientations stratégiques et des évolutions commerciales et technologiques.

Poursuivre le processus d'amélioration des compétences afin de viser l'achèvement de la transformation stratégique.

DIVERSITÉ DES SEXES

Roulement des femmes de 2020 : 0,76 (contre 0,38 pour les hommes).

Engagement à maintenir le taux de roulement du personnel féminin supérieur à celui du personnel masculin.

Valorisation de l'emploi des femmes dans tous les domaines professionnels.

Augmentation de l'emploi des femmes d'au moins 3 points de pourcentage d'ici à 2030.

ÉQUILIBRE ENTRE LA VIE PROFESSIONNELLE ET LA VIE PRIVÉE

Révision des modalités d'organisation des initiatives d'aide sociale en faveur de la famille et renforcement des initiatives de prévention sanitaire.

Nouvelle augmentation des cas d'aide sociale en raison de l'augmentation du nombre de jours de travail à domicile utilisables ; identification de nouveaux services d'aide sociale pour les besoins émergents.

Amélioration des initiatives d'intégration entre vie professionnelle et vie privée (par exemple, soutien aux aidants), bien-être et soins numériques.

Suivi et écoute des besoins sociaux, familiaux et individuels et conception d'initiatives cohérentes.

Les défis de l'emploi

Le parcours de transformation profonde des activités d'Eni implique à la fois une forte implication des personnes qui travaillent dans et avec l'entreprise, et une évolution importante des compétences professionnelles par le biais d'initiatives visant à enrichir ou à réorienter l'ensemble des compétences nécessaires pour faire face aux nouveaux défis commerciaux ; à cette fin, les systèmes de gestion et de développement du personnel d'Eni sont basés sur des outils de cartographie et de mise à jour des compétences, d'évaluation des capacités et des motivations personnelles, afin de valoriser les talents spécifiques en fonction des objectifs de l'entreprise. En 2020, 1374 personnes ont participé au modèle des compétences, ce qui a permis d'atteindre environ 13 300 cartographies des rôles figurant dans les parcours de la chambre professionnelle. En outre, une première expérimentation sur les plateformes numériques a été lancée afin de soutenir les aptitudes et les compétences en matière de communication, de gestion et de confiance en soi, notamment par le biais d'un cours de coaching interactif sur les questions de leadership, de diversité et d'inclusion. Cette activité a été intégrée au développement habituel des processus d'évaluation des performances et de retour d'information utiles pour orienter les ressources vers la mise à jour de leurs compétences, qui, en 2020, couvraient 97 % de la population cible dans le monde (cadres, cadres moyens et jeunes diplômés).

En ce qui concerne les niveaux d'emploi, l'urgence sanitaire a eu un impact négatif sur le scénario d'activité, entraînant une légère réduction de l'emploi global en Italie et à l'étranger, mais malgré la discontinuité du marché de l'énergie, Eni a embauché 780 ressources en 2020, dont 607 avec des contrats à durée indéterminée. Eni a également poursuivi ses objectifs en matière de diversité, avec une augmentation des recrutements de femmes de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2019 (34,6 % du total des recrutements).

30 775

Personnes d'Eni à la fin de 2020

Employés (nombre)

Année	Hommes	Femmes	Total
2016	25 126	7 607	32 733
2017	24 615	7 580	32 195
2018	23 643	7 307	30 950
2019	23 731	7 590	31 321
2020	23 216	7 559	30 775

607

Ressources embauchées sur une base permanente en 2020

34,6 %

Femmes sur le total des recrutements
+2,3 p.p. par rapport à 2019

► Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité (pages 8-13)

URGENCE SANITAIRE

L'engagement des employés lors de l'urgence sanitaire

Face à l'urgence sanitaire, l'entreprise a adopté le travail à domicile extraordinaire 5 jours par semaine pour tous les travailleurs ayant des tâches compatibles (14 400 employés, soit 87 % du personnel non posté), y compris pour les situations de santé fragile prescrites par le médecin compétent. Ce mode de travail à distance sera maintenu et modulé en cohérence avec l'évolution de l'urgence et en conformité avec les indications des autorités compétentes. Dans ce contexte, l'engagement interne a pris un rôle crucial dans la gestion de la communication de crise et dans l'engagement des personnes. L'AD, par le biais de son blog et d'une diffusion en direct, a été aux côtés de personnes par des rendez-vous récurrents en 2020 afin de faire sentir sa proximité, de donner du courage et de créer un sentiment de communauté profonde. Différentes actions ont également été menées tant pour faire le point sur la situation sanitaire et ses prescriptions, les réglementations gouvernementales et les décisions d'entreprise, que pour sensibiliser à l'importance des règles d'hygiène et de santé et aux règles de conduite à adopter sur le lieu de travail. En outre, un récit collectif intitulé « Nous ne nous sommes jamais arrêtés » a été élaboré, impliquant tout notre personnel, des travailleurs à distance aux collègues des sites industriels, qui se sont idéalement rassemblés, unis par un fort sentiment d'appartenance.

► Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité

>80 000 vues

4 événements en streaming de mars à novembre avec l'Administrateur Délégué

>700 000 vues

De la section intranet
« Informés. Conscients. Sûrs. »

>200 000 vues

Des histoires « Nous ne nous sommes jamais arrêtés »

La diversité est une ressource à sauvegarder et à valoriser tant au sein de l'entreprise que dans toutes les relations avec les parties prenantes externes, notamment les fournisseurs et les partenaires commerciaux et industriels, comme le soulignent la mission et le code éthique d'Eni

Diversité et inclusion – La culture de la pluralité

L'approche d'Eni en matière de diversité et d'inclusion (D&I) s'est développée dans le sillage de sa culture internationale de pluralité, basée sur les principes fondamentaux de non-discrimination, d'égalité des chances et d'inclusion de toutes les formes de diversité, ainsi que d'intégration et d'équilibre entre le travail et les besoins personnels et familiaux. Eni s'engage à créer un environnement de travail dans lequel les différentes caractéristiques ou orientations personnelles et culturelles sont considérées comme une source d'enrichissement mutuel et un élément indispensable à la durabilité de l'entreprise, à la fois par une activité constante d'implication et de responsabilisation individuelle et par des actions de communication et de sensibilisation du top management envers tous les employés, comme à l'occasion des violents cas de discrimination raciale survenus aux États-Unis (George Floyd) au cours de l'été 2020. Chez Eni, il n'existe pas de différence de sexe, de religion, de nationalité, d'opinion politique, d'orientation sexuelle, de statut social, de capacités physiques, d'état de santé, de situation familiale et d'âge ou tout autre aspect non pertinent ; en outre, Eni vise à établir des relations de travail exemptes de toute forme de discrimination, exigeant que des valeurs similaires soient adoptées par tous les tiers. Tout le personnel d'Eni et les tiers ont le devoir de signaler toute violation de l'un des principes du Code Éthique, en utilisant l'un des canaux de signalement, conformément aux dispositions des outils normatifs pertinents.



#OrangeTheWorld, le personnel d'Eni a participé à la campagne des Nations Unies pour combattre la violence à l'égard des femmes (photo de Claudia Prati)

Initiatives visant à promouvoir l'inclusion

Le parcours D&I Matters	Un parcours de formation et de communication interne D&I Matters a été lancé en 2019 pour développer la sensibilité sur les préjugés inconscients (Unconscious Bias) et en 2020 l'événement « Eni Global Inclusion » a été organisé pour approfondir ces contenus dans la culture d'entreprise et dans la vie relationnelle quotidienne et professionnelle.
La campagne de formations sur les préjugés inconscients	Lancement d'une campagne de formation sur les préjugés inconscients, destinée à tous les employés, en anglais et en italien, et bientôt en français, afin d'aborder la question à la fois d'un point de vue théorique et par le biais d'une série d'exercices et d'occasions d'auto-observation, ainsi que d'une analyse approfondie, pour renforcer la conscience individuelle et la capacité à gérer correctement et efficacement les préjugés.
Mentorat féminin, intergénérationnel international	Processus visant à renforcer la valeur de l'échange intergénérationnel et à rendre les relations internes plus ouvertes à la confrontation de sensibilités différentes et à l'inclusion mutuelle, avec une attention particulière pour les carrières des femmes. Depuis 2017, environ 250 parcours de mentorat ont été mis en œuvre avec environ 130 mentors, impliquant des collègues plus jeunes (y compris des femmes revenant de congé de maternité).
Orange the world	Adhésion à l'initiative mondiale contre la violence sexiste « Orange the world » (25 novembre - 10 décembre) à travers le soutien à la campagne par le top management, y compris l'administrateur délégué et le président, l'adhésion individuelle des personnes d'Eni, l'éclairage orange du siège d'Eni à Rome, l'activation d'un nouveau cours e-learning sur le harcèlement.

Autonomisation des femmes

En ce qui concerne la diversité des genres, Eni accorde une attention particulière à la promotion d'initiatives visant à attirer les talents féminins, tant au niveau national qu'international, ainsi qu'au développement de parcours d'évolution managériale et professionnelle pour les femmes dans l'entreprise. Cet engagement est confirmé par les principaux indicateurs d'emploi et de développement suivis pour renforcer la présence et le développement des femmes. En effet, parmi les embauches permanentes réalisées en 2020, 34,6 % concernent du personnel féminin, soit une augmentation de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2019. En outre, en 2020, le pourcentage de femmes occupant des postes à responsabilité a augmenté de 26,64 %, contre 26,05 % enregistrés en 2019, sur un total de 24,56 % de femmes dans l'emploi total. Chez Eni, 33 % des personnes sont directement subordonnées de l'AD sont des femmes.

33 %

Des premiers reports de l'AD sont des femmes

26,6 %

Des personnes occupant des postes à responsabilité sont des femmes

+0,6 p.p. par rapport à 2019



Le rôle de modèle féminin pour soutenir les études dans les STEM

Eni organise des initiatives axées sur la parité entre les sexes à l'intention des étudiants orientés vers les matières STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et participe à des initiatives nationales et internationales dans le but d'enrichir constamment ses processus et ses pratiques opérationnelles dans une perspective de parité entre les sexes. Les activités, poursuivies en 2020 en mode numérique, comprennent :

- **InspirinGirls** : une initiative lancée il y a 3 ans, qui concerne environ 5 000 filles dans 187 classes de collège, pour les aider à surmonter les préjugés en prenant conscience de leur talent ;
- **Fondazione Mondo Digitale** : initiatives menées dans les lycées pour aider les jeunes à découvrir des domaines et des profils professionnels dans le domaine de la technologie et de l'intelligence artificielle ;
- **Think About Tomorrow** : un événement dans les lycées visant à aider les jeunes à faire un choix éducatif et professionnel éclairé, au-delà des stéréotypes de genre, à stimuler l'intérêt des filles pour les études STEM et à sensibiliser le public masculin aux questions d'égalité des sexes ;
- **Women in Technical Roles** : événement réalisé dans le monde universitaire en collaboration avec l'école Polytechnique de Milan et axé sur l'égalité des sexes ;
- participation aux travaux du **Comité interentreprises STEM** promu par Valore D dans le but de proposer un plan d'action pour compléter la mise en œuvre du Manifeste pour l'emploi des femmes également signé en 2016 par l'AD d'Eni.

Le modèle féminin d'Eni est un levier important de l'alliance intergénérationnelle pour aider à réduire l'écart entre les sexes dans les secteurs économiques clés pour l'avenir de l'entreprise

Une spécialiste d'Eni au travail dans la bioraffinerie de Gela, en Italie



Eni promeut une série d'initiatives visant à favoriser l'égalité entre homme-femme, qui vont au-delà des effectifs directs

Eni s'est également engagée à améliorer continuellement sa capacité à intégrer la perspective des femmes non seulement dans ses processus d'affaires internes mais aussi dans les contextes dans lesquels elle est présente et dans lesquels elle opère indirectement, avec les preuves suivantes pour l'année 2020 :

- **des projets de développement local visant à promouvoir l'autonomisation des femmes**, tels que « 100 Women in Demining », promu par HALO Trust pour impliquer les femmes angolaises dans l'élimination des mines antipersonnel [voir page 80](#)
- **implication de la chaîne d'approvisionnement** : adhésion à l'initiative JUST par laquelle Eni s'engage à réduire et à éliminer toutes les formes possibles de discrimination, en vérifiant l'engagement des fournisseurs à garantir l'égalité des chances lors du processus de recrutement des employés et dans les parcours professionnels ; [voir page 66](#)
- **attention à la filière du marketing** : Eni prend soin de la représentation du rôle féminin dans les médias, en veillant à ne pas véhiculer de stéréotypes de genre et à ne pas nuire à l'image d'autres diversités à travers sa communication ;
- **soutien à l'esprit d'entreprise des femmes** : par l'intermédiaire de son école de commerce Joule, Eni favorise le développement de l'esprit d'entreprise des femmes, en encourageant les idées commerciales et en participant au projet Women 4.0 - The Women Enterprise. En outre, Eni promeut le programme CoLABoRA, qui vise à développer des idées commerciales innovantes par le biais de start-up, en mettant l'accent sur celles détenues et/ou gérées par des femmes.



L'une des participantes au projet « 100 Women in Demining » de HALO Trust, qui soutient les activités de déminage en Angola

Internationalité

La forte présence internationale d'Eni a toujours été caractérisée par des alliances fortes avec ses pays hôtes, dans le but de créer de la valeur par le transfert des connaissances, tout en respectant les cultures locales.

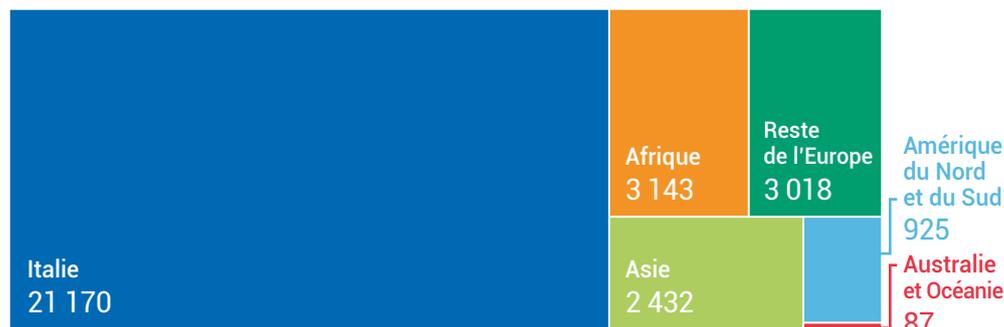
68

Pays de présence

106

Nationalités

Effectifs par zone géographique en 2020



La présence moyenne de personnel local à l'étranger est restée sensiblement constante à environ 84 % au cours des trois dernières années, confirmant l'accent mis par Eni sur le contenu local par l'implication des communautés locales dans les activités opérationnelles dans les différents pays. Le recours au personnel expatrié est limité à des compétences professionnelles spécifiques et à une expertise qui ne sont pas facilement disponibles dans le pays de référence. Eni encourage les échanges professionnels croisés à travers une série de processus, y compris la mobilité géographique, en tant qu'expérience importante sur le parcours de la croissance personnelle. La consolidation au fil des ans des processus d'insertion des nouvelles recrues, de coaching, de formation et de partage des compétences et des bonnes pratiques avec le personnel local a permis d'assurer la continuité des activités opérationnelles en 2020, année caractérisée par un retour massif du personnel expatrié au siège. Ces dernières années, environ 20 % des ressources occupant des postes à responsabilité sont non italiennes, une augmentation par rapport à 2019 (+1,3 p.p.), notamment en vertu de parcours de développement professionnel comprenant des périodes d'activité dans les bureaux d'Eni en Italie ou dans des pays autres que leur pays d'origine. En 2020, le pourcentage de cadres locaux et de dirigeants à l'étranger a augmenté de 2,48 p.p. par rapport à 2019, pour atteindre 19,13 %. En analysant plus en détail le secteur amont, qui compte 81,5 % d'employés non italiens, on remarque que la part d'employés locaux dans l'effectif total a sensiblement augmenté dans les pays où Eni compte une présence historique (comme le Nigeria, le Congo, l'Égypte, la Libye et le Kazakhstan), atteignant 92 %, par rapport aux pays où elle est entrée récemment (comme le Mexique, les Émirats arabes unis, le Myanmar), où le processus de transfert de savoir-faire est encore en cours.

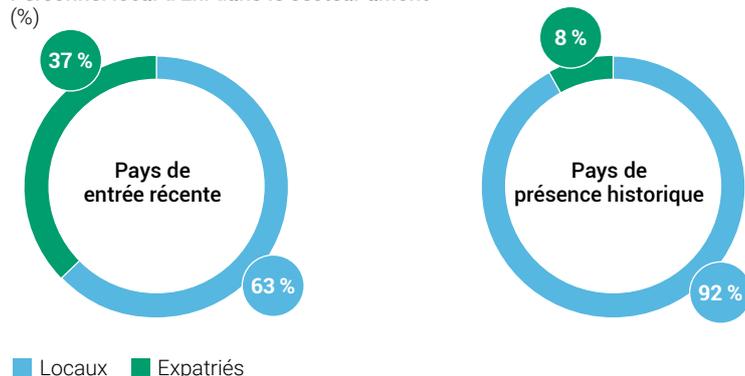
18,6 % ↑

De non-Italiens occupant des postes à responsabilité
+1,3 p.p. par rapport à 2019

19,13 % ↑

De managers locaux et cadres à l'étranger
+2,5 p.p. par rapport à 2019

Personnel local d'Eni dans le secteur amont (%)



92 %

D'employés locaux dans les pays où Eni compte une présence historique

Rémunération

Les politiques de rémunération des employés d'Eni sont définies selon un modèle intégré au niveau mondial et favorisent une progression salariale liée exclusivement à des critères méritocratiques se référant aux compétences exprimées dans le rôle occupé, aux performances réalisées et aux références du marché salarial local. Afin de vérifier la mise en œuvre de ces politiques, depuis 2011, Eni suit annuellement l'écart salarial entre les femmes et les hommes, constatant l'alignement substantiel des salaires.

Rapport de rémunération entre les hommes et les femmes*

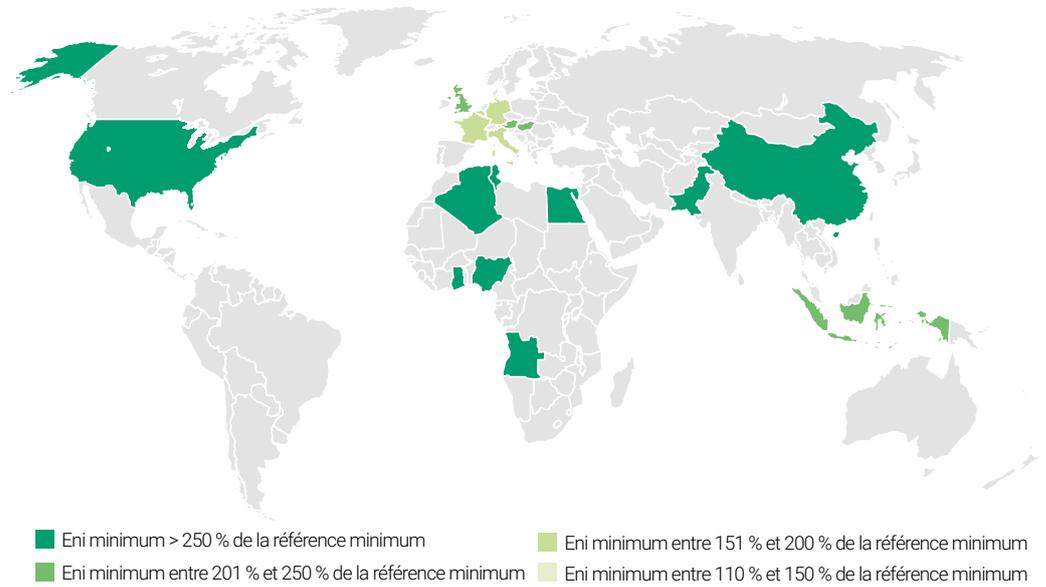


* La méthodologie utilisée par Eni, comme les années précédentes, neutralise tout effet découlant des différences de niveau de fonction et d'ancienneté.

Dans les différents pays où elle opère, Eni garantit à son personnel l'application de politiques de rémunération équitables et compétitives par rapport au rôle et au professionnalisme accumulé et toujours en mesure de soutenir un niveau de vie digne, supérieur aux niveaux de simple subsistance et/ou au minimum légal ou contractuel en vigueur, ainsi qu'au niveau de rémunération minimal constaté sur le marché local. À cette fin, Eni fournit à ses secteurs d'activité, pour chaque pays, des références salariales de politique bien au-dessus du 1^{er} décile du marché salarial local, ainsi que le minimum légal/contractuel tels qu'ils ressortent des contrôles qu'Eni effectue chaque année sur les salaires du personnel local dans les principaux pays de présence, par rapport aux salaires minimum de référence fournis par les prestataires internationaux.

Rapport entre le salaire minimum Eni et le salaire minimum légal (1^{er} décile) (Cadre moyen - Cadre supérieur - Employé)

Les niveaux de salaire minimum du personnel d'Eni sont sensiblement plus élevés que les salaires minimum légaux et plus que les niveaux de salaire minimum du marché



Aide sociale

L'urgence sanitaire de 2020 a eu un impact sur l'ensemble des services aux personnes, rendant nécessaire, d'une part, de revoir l'organisation des initiatives consolidées en vue d'une sécurité maximale et du respect de la réglementation et, d'autre part, d'identifier les domaines d'innovation pour la conception de nouveaux services en mesure de répondre aux besoins émergents découlant de la complexité familiale et sociale et des nouvelles méthodes de travail.

Équilibre entre vie familiale et vie professionnelle

Les procédures d'organisation et de gestion de l'école maternelle de San Donato et de Rome et des colonies de vacances ont été repensées pour répondre à l'urgence sanitaire. Les parcours d'orientation scolaire pour les enfants des employés et les services pour les aidants ont été confirmés. Plus de 2 500 personnes se sont inscrites aux initiatives proposées. Extension du travail à domicile à environ 90 % du personnel de bureau et à tous les travailleurs en situation de fragilité, selon l'appréciation du médecin compétent. Application au bureau d'horaires flexibles journaliers et multi-périodes et de congés payés pour des événements tels que le deuil, les handicaps familiaux graves, les mariages et unions civiles, les congés d'études et les cours de formation professionnelle.

L'éducation des enfants

Reconnaissance dans tous les pays de présence de 10 jours ouvrables payés à 100 % aux travailleurs qui sont pères, ainsi que d'un congé de maternité minimum de 14 semaines avec paiement d'au moins 2/3 du salaire perçu au cours de la période précédente, conformément aux normes prévues par la convention ILO. Droit d'accès à un travail à domicile pendant les trois premières années de l'enfant en faveur des parents travaillant dans les bureaux principaux.

Campagnes de prévention en matière de santé et de bien-être

Renforcement des programmes de prévention avec l'intégration du protocole médical du bilan oncologique et avec des examens cardiovasculaires ; de nouvelles initiatives de prévention pour les familles des employés sont également à l'étude. Plus de 2 400 personnes se sont inscrites à des programmes de contrôle et à des visites ciblées de spécialistes. Réaménagement des services alimentaires pour répondre à l'urgence sanitaire et assurer le service aux employés.

Formation

L'espace de formation 2020 a été marqué par une intense activité de refonte de nombreux cours en mode à distance, en donnant la priorité aux questions de santé et de sécurité, et complété par des cours de soutien aux personnes, jusqu'aux masters, auxquels nous avons voulu donner une continuité. Les activités de formation innovantes se sont poursuivies avec l'utilisation de la formation en réalité virtuelle, le développement et la valorisation des compétences numériques notamment grâce au renouvellement de la plateforme « Digital Transformation Center » et la fourniture de cours de cybersécurité. L'offre de formation Diversité & Inclusion s'est également enrichie de nouveaux contenus, dont un cours consacré au « harcèlement sexiste sur le lieu de travail ». L'engagement pour la transmission dans de nombreuses initiatives de formation, à la fois techniques et d'identité d'entreprise (pour junior ou experts nouvellement embauchés, les nouveaux cadres moyens ou les fonctions managériales) avec les thèmes émergents de la transition énergétique, de l'économie circulaire, de la capture, de l'utilisation et du stockage du carbone, de la foresterie, des énergies renouvelables et de la numérisation est resté prédominant.

22,4 millions d'euros

investis dans la formation en 2020

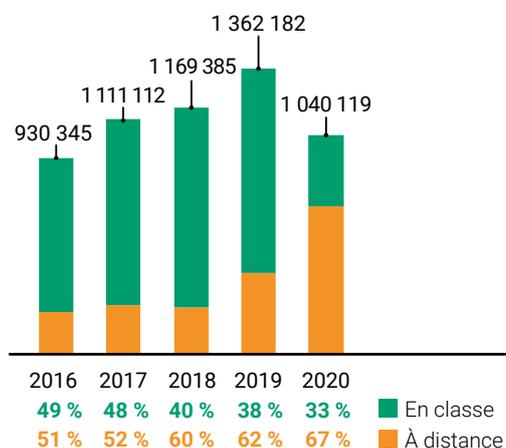
67 %

Nombre total d'heures de formation en mode à distance

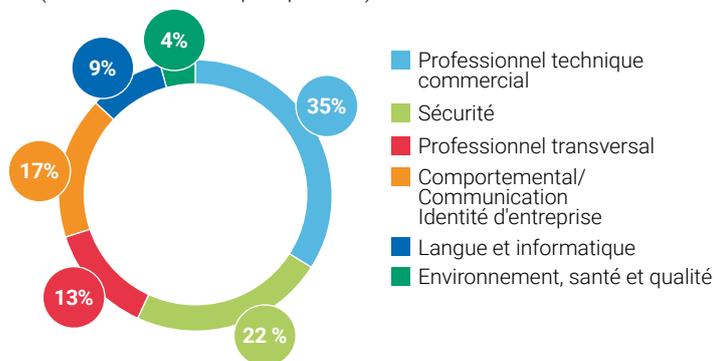
contre 28 % en 2019



Heures de formation



Principales formations proposées par Eni (heures de formation par spécialité)



Principales formations proposées par Eni

Professionnel technique commercial : des formations techniques consacrées aux familles professionnelles ainsi que des masters, des projets commerciaux et des formations sur l'intégrité des biens mis à la disposition de tous les employés.

Sécurité : en raison des limitations des cours en présentiel avec tests pratiques, il était essentiel de mettre en place des cours de formation à distance obligatoires pour les travailleurs et de diffuser la nouvelle règle d'or pour les activités en amont.

Professionnel transversal : initiatives transversales sur les thèmes de la conformité, cours professionnels exigés par les entreprises et formation sur la plateforme Digital Transformation Center.

Comportemental/communication/identité d'entreprise : cours ouverts sur la diversité et l'inclusion ou la transition énergétique ; cours sur l'identité d'entreprise, les droits de l'Homme/la durabilité et la cybersécurité.

Langue et informatique : initiatives visant à diffuser de nouvelles compétences informatiques et linguistiques.

Environnement, santé et qualité : initiatives pour la valorisation des compétences professionnelles essentielles dans le cadre de la réglementation environnementale et des parcours de santé, y compris le Master HSEQ

URGENCE SANITAIRE

Soutien à la formation en période d'urgence sanitaire

Pendant la gestion de la crise, « Enicampus live » a été créé, comme un parcours accessible à tout le personnel d'Eni, dans le but de favoriser une plus grande conscience du comportement individuel par rapport au contexte d'urgence, d'acquiescer une responsabilité renouvelée pour les résultats individuels et d'équipe, d'interpréter les phénomènes actuels. De même, les personnes engagées dans le leadership quotidien se sont vu proposer des outils et des réflexions pour gérer l'urgence et faire face à l'incertitude.

Santé



Parce que c'est important pour Eni

Eni considère la protection de la santé comme fondamentale et favorise le bien-être physique, psychologique et social de son personnel, de leur famille et des communautés des pays où elle opère. L'approche d'Eni poursuit la mise en œuvre d'une vision de la santé comme un état de bien-être bio-psycho-social et comme un droit humain fondamental, dans lequel la santé est considérée comme le résultat de processus non seulement biologiques mais aussi économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux. Chez Eni, cette approche est appliquée tant pour les actions de protection, de promotion et de bien-être sanitaire que pour les actions de soutien aux communautés dans lesquelles elle opère.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Nos personnes », « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'Homme ; Code Ethique

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité ; Médecine du travail pour la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs ; Système de soins de santé et de promotion de la santé pour la prestation de services de santé ; Préparation et réponse aux urgences sanitaires, y compris les plans de réponse aux épidémies et aux pandémies ; Santé pour les communautés : initiatives visant à maintenir, protéger et/ou améliorer l'état de santé des communautés.

PROGRÈS 2020

OBJECTIF À COURT TERME (2021)

OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)

OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

NUMÉRISATION DES PROCESSUS ET SERVICES DE SANTÉ.

Identification et expérimentation de nouvelles solutions technologiques – IoT de surveillance continue de la salubrité des environnements intérieurs.

Poursuite de l'expérimentation de la surveillance de la salubrité des environnements intérieurs grâce aux améliorations technologiques des capteurs (par exemple, hydrocarbures génériques, CO₂, poussières fines).

Planification et réalisation d'un projet pilote impliquant plusieurs unités commerciales en Italie et à l'étranger.

Adoption potentielle du système de surveillance continue dans toutes les opérations d'Eni et achèvement de la numérisation des processus de santé opérationnelle.

INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS DE SANTÉ

Investissement dans les activités de santé : 76 millions d'euros en 2020.

Investissement dans les activités de santé : 73 millions d'euros en 2021.

Investissement dans les activités de santé : 161 millions d'euros sur la période 2022-2024.

Poursuite de la promotion de la santé pour l'ensemble du personnel d'Eni et des interventions en faveur des communautés locales.

Les initiatives d'Eni en matière de santé

L'extrême variabilité des contextes de travail exige une mise à jour constante des matrices de risque sanitaire dans les pays où Eni opère, sur la base d'indicateurs internationaux et en cas d'événements exceptionnels tels que la présence d'épidémies/pandémies ayant un impact significatif sur le risque pays. Cette variabilité fait qu'il est particulièrement difficile de garantir la santé à chaque étape du cycle d'activité. C'est pourquoi Eni a mis au point une plateforme d'exploitation garantissant des services à son personnel en matière de santé et d'hygiène au travail, de médecine des voyages, de soins de santé et d'urgences médicales, ainsi que des initiatives de promotion de la santé pour le personnel d'Eni et les communautés où elle opère. En 2020, le programme de mise en œuvre du système de gestion de la santé s'est poursuivi dans toutes les entreprises pour promouvoir et préserver la santé et le bien-être des personnes et assurer une gestion adéquate des risques sur le lieu de travail.

354 192

Services de santé soutenus par Eni en 2020

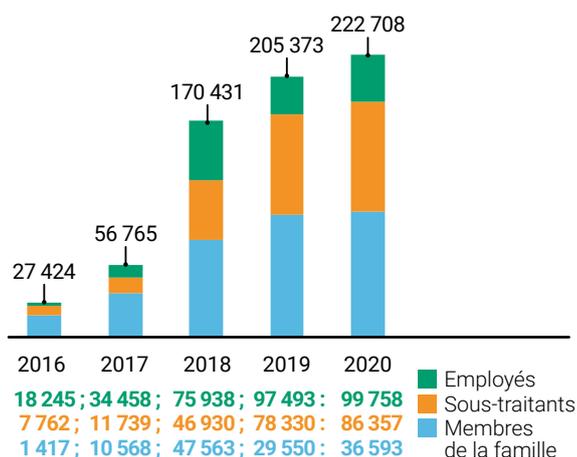
La stratégie de gestion de la santé d'Eni

Assistance santé	Renforcer l'accès à l'assistance pour toutes les personnes Eni, les interventions en faveur des communautés et les structures d'urgence pour soutenir les situations de fragilité engendrées ou aggravées par la pandémie.
Culture de la santé	Diffuser la culture de la santé en mettant en œuvre des initiatives en faveur des travailleurs, de leurs familles et des communautés identifiées en aval de l'évaluation des risques et des impacts sanitaires.
Santé des communautés	La promotion de l'état de santé des populations des pays où Eni opère est une condition préalable au développement socio-économique, par le biais de la réalisation de programmes spécifiques. voir page 77
Médecine du travail	Mettre en œuvre les activités de santé au travail identifiées en tenant également compte des risques inhérents aux nouveaux projets, aux processus industriels et aux conclusions des activités d'hygiène industrielle.
Numérisation des processus	Promouvoir la numérisation des processus et services de soins de santé par l'utilisation des technologies mobiles d'information et de communication.

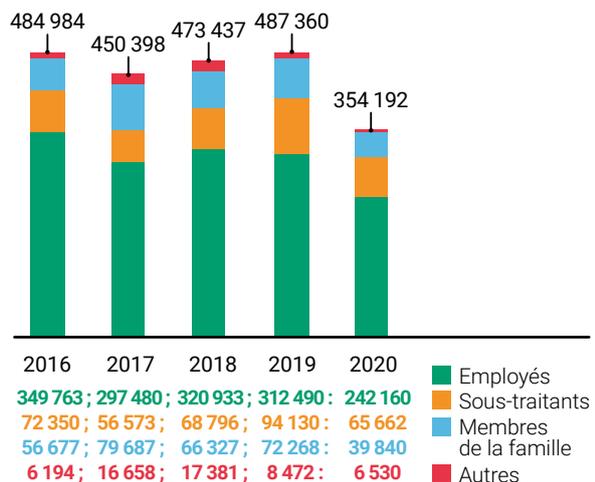
En 2020, 354 192 services de santé, y compris la médecine du travail et les services d'assistance santé ont été soutenus par Eni ; la campagne de vaccination contre la grippe a été lancée et les initiatives pour le diagnostic précoce des maladies chroniques se sont poursuivies pour les employés d'Eni en Italie. Les initiatives se sont poursuivies en réponse aux besoins de santé des populations des pays dans lesquels nous opérons, par l'analyse et l'évaluation des impacts sur la santé (Health Impact Assessment) et la mise en œuvre de projets de santé communautaire.

[Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité \(page 23\)](#)

Nombre d'inscriptions aux initiatives de promotion de la santé



Nombre de services de santé fournis



Dans le contexte critique de la santé mondiale, Eni a mis en place une série d'interventions pour soutenir les personnes en première ligne qui ont géré l'urgence et les installations sanitaires locales

Engagements et initiatives pour lutter contre l'urgence sanitaire

Dans le contexte critique de la santé mondiale, Eni a mis en place une série d'interventions pour soutenir ceux qui étaient en première ligne de la gestion des urgences et les structures sanitaires locales, notamment grâce à l'expérience acquise en réponse à des événements épidémiques dans le monde entier, à travers : i) des mises à jour épidémiologiques et de nouvelles directives des organismes internationaux, ii) des mesures d'hygiène pour la prévention et l'éradication des épidémies/pandémies, iii) les bonnes pratiques cliniques et la gestion des flux de soins, les vaccinations et les recommandations pour la médecine des voyages et iv) le soutien à la définition des spécifications techniques pour les services liés à la réponse aux urgences. Des activités visant à promouvoir le bien-être psychologique des employés et des études approfondies sur diverses questions de santé ont été lancées, notamment sur le nouveau virus, les nouvelles habitudes à adopter en cas de confinement, les mesures de précaution nécessaires, ainsi que des mises à jour constantes sur l'urgence sanitaire en cours.

Au cours de l'année 2020, la procédure d'urgence médicale, le « Plan d'intervention d'urgence médicale » (MERP), de toutes les filiales d'Eni a été mise à jour plusieurs fois, conformément aux réglementations des pays hôtes, avec les caractéristiques opérationnelles et managériales spécifiques ; les « Plans d'intervention de préparation à la pandémie » ont été activés et des actions spécifiques d'intervention d'urgence sanitaire ont été identifiés.

Mesures d'intervention sanitaire d'urgence pour les travailleurs d'Eni

Mesures de prévention	Mesures restrictives et préventives (y compris par le biais de régimes de travail alternatifs) dans les bureaux et les sites opérationnels.
Suivi des activités de production	Identification des priorités pour le suivi des activités de production.
Gestion du personnel	Relève du personnel expatrié et des familles et révision des modalités de rotation et de changement de poste.
Mode quarantaine	Préparation des procédures de quarantaine dans les lieux dédiés.
Approvisionnement d'EPI	Soutenir l'acquisition des équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à la gestion des situations d'urgence.
Médecine du voyageur	Réajustement des procédures de médecine des voyageurs en évaluant les restrictions supplémentaires par rapport au niveau de risque.
Campagnes de sensibilisation	Lancement de campagnes de sensibilisation et d'information à l'intention des employés avec des mesures d'hygiène et de prévention permettant de réduire le risque d'infection.
Parcours cliniques sécurisés	Définition, là où se trouvent des établissements de santé gérés par Eni, de parcours cliniques sûrs pour les cas suspects.
Surveillance de la santé	Adaptation des activités de surveillance sanitaire en Italie et à l'étranger, en donnant la priorité aux personnes présentes sur le lieu de travail.
Gestion des travailleurs fragiles	Définition de lignes directrices pour la gestion des travailleurs fragiles, dans le respect des pathologies préexistantes, publiées conformément aux réglementations progressivement adoptées, à la législation locale et aux bonnes pratiques internationales.
Tests sérologiques	Lancement d'un projet visant à offrir aux travailleurs de la région de Lombardie la possibilité de passer des tests sérologiques sur une base volontaire.
Soutien psychologique	Activation d'un service de soutien psychologique à distance adressé à tout le personnel d'Eni en Italie et à leurs familles, concernant l'urgence COVID-19.

Eni a également mobilisé toutes les ressources disponibles dans le but de relever le défi par le biais de nombreuses activités sanitaires et sociales avec un engagement économique d'environ 27,5 millions d'euros, y compris des interventions pour les employés (environ 21,4 millions d'euros) et des initiatives COVID-19 pour les communautés locales (environ 6,4 millions d'euros). Enfin, la société a mis son infrastructure de supercalcul et son expertise en modélisation moléculaire au service de la recherche sur le Coronavirus, apportant ainsi d'excellents outils et ressources dans la lutte contre l'urgence mondiale. Eni a également financé des campagnes d'information publique sur le rôle du médecin de famille et les services aux personnes âgées et, grâce à ses employés, a collecté et donné plus de 600 000 euros à la Croix-Rouge italienne pour faire face à l'urgence.

[voir page 10](#)

27,5 millions d'euros

Engagement économique pour faire face à l'urgence dans les interventions pour les employés et les communautés locales



Hôpital COVID 2 à Rome dédié aux soins des patients atteints de Coronavirus

Eni est avec l'Italie et l'hôpital Gemelli de Rome

Quelle a été la réaction de l'hôpital Gemelli au sein du système de santé italien face à l'urgence COVID-19 ?

Dès que l'urgence a commencé, nous avons rapidement décidé de transformer totalement l'hôpital Columbus, annexé au Policlinico Gemelli, en un établissement « hôpital COVID-19 » pour le traitement des cas de contagion par coronavirus. En l'espace de trois semaines, un hôpital général équipé pour traiter des patients de toutes pathologies s'est transformé en un hôpital spécialisé avec 250 lits d'hospitalisation ordinaire et 60 lits de soins intensifs entièrement dédiés au COVID-19 avec une radiologie spéciale et tous les services et parcours spécifiques à ce type de patient. En outre, durant la phase la plus aiguë de la crise, de nombreux services de l'hôpital Gemelli ont été dédiés au COVID-19. À ce jour, nous avons traité des milliers de cas provenant de tout le Latium, étant le deuxième pôle de référence du service de santé pour le traitement et la gestion de ces cas.

Afin de répondre rapidement à l'urgence liée au coronavirus, Eni a mis en œuvre de nombreuses initiatives pour soutenir les structures sanitaires locales dans les régions où elle opère. Concrètement, qu'est-ce qui a été réalisé en collaboration avec le Policlinico Gemelli ?

La collaboration entre Eni et l'hôpital Gemelli a été opportune et efficace. Eni nous a donné un grand coup de main pour l'équipement nécessaire à la création de l'« Hôpital COVID-19 ». La majeure partie de cette contribution a été consacrée à l'achat de respirateurs de dernière génération pour les patients en soins intensifs. Cette collaboration s'est poursuivie et est toujours active dans la prévention et l'assistance au personnel d'Eni, en particulier à l'étranger, par la fourniture de services de diagnostic pour les cas suspects et d'une hospitalisation rapide pour les patients symptomatiques et la gestion des cas les plus critiques.



Interview du **professeur Rocco Bellantone**, directeur de la gouvernance clinique et directeur de l'UOC de chirurgie endocrinienne et métabolique de la Fondazione Policlinico Universitario Agostino Gemelli IRCCS. Professeur titulaire et doyen de la faculté de médecine et de chirurgie de l'université catholique du Sacré-Cœur.

[Pour plus d'informations : eni.com](#)

Sécurité



Parce que c'est important pour Eni

Eni s'engage constamment à assurer la sécurité sur le lieu de travail, quelle que soit la situation contingente, afin de garantir la sécurité de ses employés et de ses sous-traitants. Cet engagement, qui vise zéro accident, se concrétise par la mise en œuvre de modèles organisationnels d'analyse et de gestion des risques et l'application d'un système précis de procédures et de normes pour la protection des employés, des fournisseurs, des processus et de l'intégrité des usines. Notre engagement en faveur de la sécurité comprend également la diffusion et le renforcement de la culture de la sécurité en tant que partie essentielle de nos activités, avec le développement de campagnes et de projets qui encouragent un comportement sain et sûr dans chaque environnement de travail et dans la vie en général.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Nos personnes », « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme ; Code Ethique

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité certifié conforme à la norme OHSAS 18001/ISO 45001 ; Système de gestion de la sécurité des processus ; Plans de préparation et d'intervention en cas d'urgence ; Système de gestion de la sécurité des produits ; Méthodologies et outils de gestion du facteur humain dans la prévention des accidents.

PROGRÈS 2020	OBJECTIF À COURT TERME (2021)	OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)	OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)
CONSOLIDATION DE LA CULTURE DE SÉCURITÉ			
Développement d'une méthodologie pour l'analyse et la gestion du facteur humain dans la sécurité (projet THEME). Lancement d'une ligne de formation « Behavioural HSE » dans le domaine de la sécurité comportementale et des compétences non techniques. Consolidation de la campagne sur les principes fondamentaux de la sécurité des processus.	Promouvoir l'implication et le leadership en matière de HSE du personnel d'Eni, des partenaires et des contractants. Appliquer THEME sur les sites opérationnels et réaliser un coaching comportemental. Diffuser les principes fondamentaux de la sécurité des processus sur tous les sites d'exploitation en Italie et à l'étranger.	Renforcer la sensibilisation HSE et la capacité de décision afin d'accroître la sensibilisation du personnel aux thèmes HSE et sa capacité à agir en toute sécurité, grâce au suivi de variables de risque et à la connaissance des erreurs possibles de perception et d'évaluation.	Agir de plus en plus sur la sphère comportementale, en renforçant le sens de la responsabilité envers soi-même et les autres, avec une plus grande sensibilisation aux aspects HSE, en transformant l'homme de celui qui génère des erreurs et en subit les conséquences en une barrière active qui les prévient.
SÉCURITÉ DE L'EMPLOI, SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS ET INTÉGRITÉ DES BIENS			
Nouvelles initiatives numériques visant à accroître la sécurité des opérateurs (technologies IoT, dispositifs portables et outils informatiques). Nouveaux outils réglementaires pour la gestion de la sécurité opérationnelle sur le terrain et introduction de l'application mobile comme outil de travail numérique.	Extension des initiatives de sécurité numérique en Italie et à l'étranger et introduction de nouvelles technologies numériques ; numérisation des processus HSE.	Application de technologies numériques avec des capacités prédictives, pour intercepter les situations potentiellement dangereuses et introduire des mesures préventives sur les sites opérationnels.	Numérisation complète de tous les processus opérationnels grâce à des technologies numériques en mesure de rendre les processus d'entreprise plus sûrs, plus efficaces et plus rapides.

Indices d'accidents et actions d'intervention

En 2020 encore, Eni a confirmé son engagement en faveur de zéro accident en consolidant le taux de gravité des incidents (SIR), un indice interne qui prend en compte le niveau de gravité des accidents, et en l'incluant dans la rémunération à court terme de l'AD et des cadres ayant des responsabilités stratégiques. [Pour en savoir plus : Rapport sur la politique en matière de rémunération et sur les rémunérations versées en 2021](#)

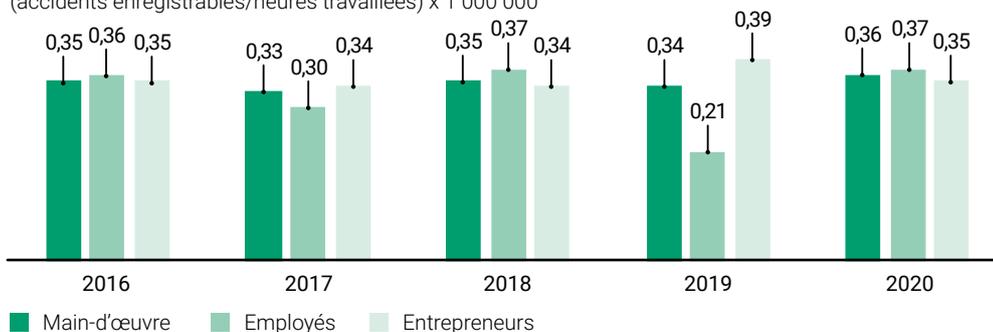
L'année a vu la consolidation du programme de culture de la sécurité (SCP), un indicateur de gestion préventive de la sécurité comprenant des aspects tels que l'analyse et la gestion des signaux faibles, la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation à la sécurité et la préparation aux situations d'urgence. En 2020, l'indice total de fréquence des blessures enregistrables (TRIR) de la force de travail a augmenté de 5 % par rapport à 2019, avec une augmentation de l'indice des employés et une diminution de l'indice des entrepreneurs. En septembre 2020, un entrepreneur en amont a été victime d'une blessure mortelle due à un écrasement en Égypte. L'identification et l'analyse des causes de l'événement ont permis de mettre en œuvre des actions d'intervention spécifiques visant à éviter qu'une telle situation ne se reproduise :

- Renforcement du système de permis de travail pour les activités impliquant l'utilisation de véhicules lourds ;
- Introduction de listes de contrôle pour la vérification périodique de l'état des véhicules ;
- Mise à jour du système de gestion des contrats, avec de nouvelles exigences concernant l'accès aux zones, les rôles et responsabilités du personnel et la gestion des urgences ;
- Organisation de cours de formation sur la « conduite sûre ».

Eni est également engagée dans des initiatives en matière de : (i) développement de méthodes d'analyse des facteurs humains dans le domaine de la sécurité comportementale ; (ii) renouvellement et amélioration des techniques d'enquête sur les événements avec une nouvelle méthodologie d'analyse des causes profondes ; (iii) utilisation des nouvelles technologies numériques pour l'analyse des données en mettant l'accent sur les aspects de prévention.

Indice de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR)

(accidents enregistrables/heures travaillées) x 1 000 000



[Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité \(page 24\)](#)



Initiatives numériques pour la sécurité: Pré-sens de sécurité

Dans le cadre des initiatives numériques, l'utilisation de l'outil « Safety Pre-Sense » a été lancée, qui, grâce à l'intelligence artificielle, est en mesure d'analyser les milliers de données et d'informations enregistrées chaque année dans les bases de données HSE, afin d'intercepter les situations potentiellement dangereuses avant que des événements indésirables ne se produisent. L'outil a été développé et progressivement formé pour identifier les mots-clés cachés dans les rapports qui, ayant été reconnus automatiquement comme récurrents dans les séquences d'accidents passés, peuvent être utilisés efficacement comme signaux d'alerte. L'utilisation de ces nouvelles technologies permettra d'améliorer les capacités d'analyse des données statistiques à grande échelle, étendant ainsi les possibilités d'analyse au-delà des capacités humaines. Un système d'alerte automatique sera en mesure de mettre en évidence les situations de risque d'accident potentiel en temps réel et de permettre la mise en œuvre d'actions préventives.

Taux d'incidence de la gravité (SIR) dans le plan d'incitation à court terme de l'AD

0,36

TRIR de la force de travail en 2020

+5 %

TRIR par rapport à 2019
-50 % par rapport à 2014



Safety Pre-Sense, un outil capable d'intercepter les situations dangereuses avant que des événements indésirables ne se produisent

Culture de la sécurité

Eni s'engage constamment à faire en sorte que la culture de la sécurité devienne de plus en plus préventive plutôt que réactive, par le biais de projets, d'initiatives et d'activités visant à faire de chaque personne d'Eni un leader en matière de sécurité, donnant l'exemple grâce à l'engagement continu de la direction. En particulier, plusieurs initiatives ont été lancées en 2020, notamment dans le domaine de la sécurité comportementale et de l'analyse et de la gestion du facteur humain.

Principales initiatives visant à renforcer la culture de la sécurité

Le jeu du Pacte pour la sécurité	<p>Mise en œuvre par le personnel du Safety Competence Center (SCC, centre de compétences en matière de sécurité pour la coordination et la supervision des travaux contractuels, en Italie et à l'étranger) d'un cours de formation-expérience destiné aux travailleurs des entreprises afin de développer, par le biais de la transformation en jeu (qui rend la formation en classe amusante, interactive et passionnante), des compétences techniques en matière de gestion de la sécurité et de leadership.</p>
THEME (Le modèle d'erreur humaine pour Eni)	<p>Le projet THEME (The Human Error Model for Eni) a vu la création d'un modèle d'analyse du facteur humain dans le domaine de la sécurité, avec le soutien de l'Université de Bologne ALMA MATER, pour le développement de la méthodologie et des outils d'application. La méthodologie identifie les facteurs qui influencent les comportements, évalue les « barrières » et caractérise l'influence des éléments culturels d'une réalité opérationnelle donnée pour identifier les interventions appropriées. La nouveauté réside dans la redéfinition du rôle de l'homme, qui n'est plus considéré comme un sujet passif ou seulement partiellement impliqué dans le processus d'amélioration, mais comme la première barrière pour prévenir les accidents. En 2020, un test sur site de la méthodologie a été réalisé et pour la période triennale 2021-23, des activités sur site sont prévues, tant en Italie qu'à l'étranger, avec la mise en œuvre de plusieurs évaluations.</p>
Parcours de formation comportementale HSE	<p>En 2020, un nouveau parcours de formation comportementale a été lancé dans le domaine de la sécurité comportementale et des compétences non techniques, afin de promouvoir des comportements sûrs et vertueux au travail et dans la vie quotidienne (dans la continuité des campagnes « Safety Starts @ HOME » et « Safety Starts @Office »). Deux cours dédiés à l'ensemble du personnel ont été conçus dans le but d'agir sur les comportements et de développer un nouveau sens des responsabilités envers soi-même et les autres, avec une plus grande sensibilisation aux aspects HSE : (i) leadership en matière HSE : renforcer la capacité à prendre des décisions qui sensibiliseront les employés ; (ii) agir de manière sécurisée : renforcer la capacité à agir de manière sécurisée, par le suivi des variables de risque et la prise de conscience des éventuelles erreurs de perception et d'évaluation.</p>



Des techniciens d'Eni sur le site de production offshore FPSO Kufuor au Ghana

Sécurité des procédés

Événements de sécurité du processus (nombre)



Les événements liés à la sécurité des processus ont diminué de plus de moitié par rapport à 2016

En 2020, les performances en matière de sécurité des processus se sont globalement améliorées, comme en témoigne la diminution tendancielle des événements de niveau 1 et 2, tant en chiffres absolus qu'en normalisant le nombre d'incidents selon les heures travaillées dans les activités de « processus ». Les niveaux 1 et 2 indiquent la gravité des conséquences (des plus graves aux moins graves) en termes de quantité de substances dangereuses rejetées et de dommages causés aux personnes ou aux biens.

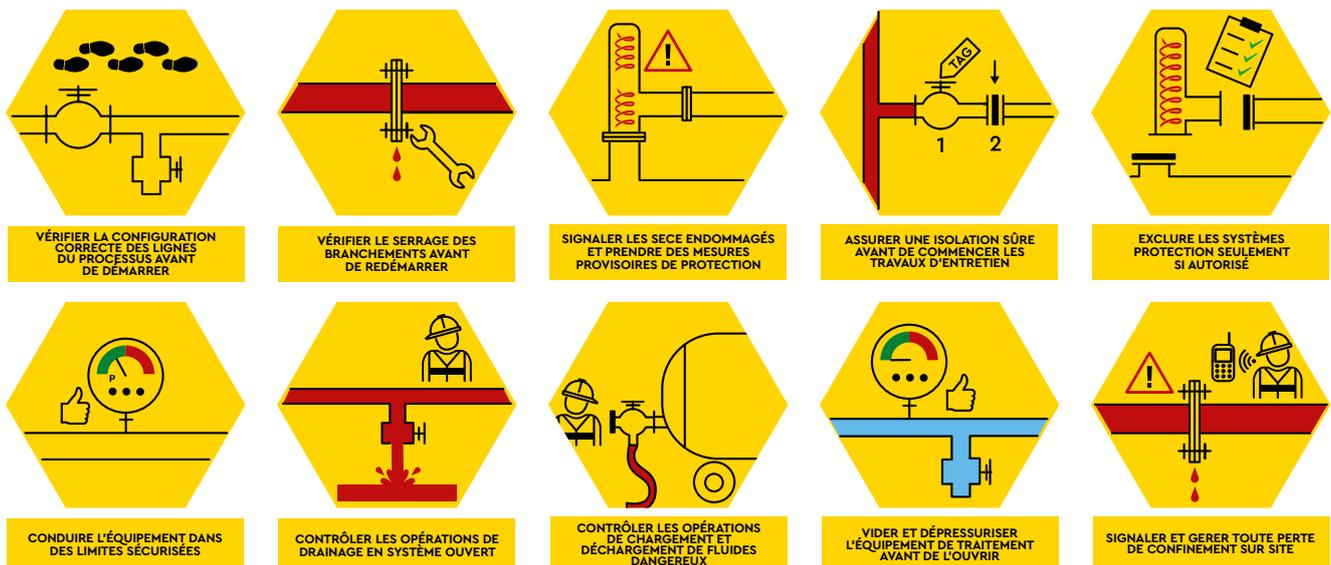
➤ [Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité \(page 25\)](#)

En 2019, Eni a défini les 10 règles fondamentales de la sécurité des processus, les Process Safety Fundamentals (PSF). Après l'initiative pilote menée dans le district sud (DIME), la raffinerie de Venise et la pétrochimie de Porto Marghera, qui s'est terminée en avril 2020, la diffusion a commencé sur tous les sites d'Eni en Italie et à l'étranger par le biais de promoteurs sélectionnés et d'ateliers dédiés. La campagne a été soutenue par du matériel approfondi, dont 10 clips vidéo et des films en 3D sur les leçons apprises concernant les incidents de sécurité des processus. L'initiative a concerné 22 filiales, 15 sites comprenant des raffineries, des dépôts et des filiales, 14 usines Versalis, 6 centrales électriques EniPower et 14 sites Eni Rewind, impliquant plus de 10 000 travailleurs. Un certain nombre d'initiatives ont ensuite connu une escalade importante au niveau national : en Libye, à la demande de la National Operating Company, deux événements de diffusion ont été organisés avec la participation des principaux acteurs libyens du monde du pétrole et du gaz. L'objectif ultime est de prévenir de manière significative les événements de rejet en agissant sur la culture de la sécurité des processus, par l'implication de l'ensemble du personnel et des sous-traitants d'Eni sur les 10 règles d'exploitation.

Plus de 10 000 travailleurs ont participé à la diffusion des principes fondamentaux de la sécurité des processus (les 10 règles de fonctionnement d'Eni en matière de sécurité des processus)

➤ [Pour en savoir plus, voir eni.com](#)

Les principes fondamentaux de la sécurité des processus



Plus de 4000
exercices exécutés
en 2020

Préparation et intervention en cas d'urgence

La préparation aux situations d'urgence est régulièrement testée lors d'exercices au cours desquels la capacité à réagir conformément aux plans prévus est testée, y compris l'alerte en temps utile de la chaîne de commandement et des ressources nécessaires pour faire face à l'événement. Bien que la pandémie ait réduit le nombre d'exercices, en particulier ceux comportant des scénarios complexes, les sites opérationnels ont maintenu un niveau élevé de préparation aux urgences, réajustant même, en accord avec la direction ou les autorités, les méthodes d'exercice, réalisant plus de 4000 exercices. Par exemple, l'exercice réalisé au dépôt d'Ortona, en collaboration avec l'autorité portuaire, a consisté à simuler deux scénarios d'accident différents : un incendie à bord d'un pétrolier, avec déversement consécutif en mer, et la perte présumée de produit sur la ligne de transfert.

Exercice réalisé au dépôt
d'Ortona, en collaboration avec
l'autorité portuaire



Plus de 2500
entreprises suivies et
évaluées par le Safety
Competence Center

Gestion des sous-traitants

En ce qui concerne la gestion des sous-traitants sur les sites industriels d'Eni, les 130 ressources du Safety Competence Center (SCC), qui sont chargées de coordonner et de superviser la sécurité sur les chantiers et les travaux sous contrat, ont continué à suivre et à soutenir le processus d'amélioration de la sécurité de l'entreprise, en les orientant vers des modèles de gestion plus fonctionnels et préventifs. Plus de 500 entreprises ont été contrôlées (soit 70 % des fournisseurs présentant des points critiques potentiels en matière HSE en Italie) et les anomalies détectées ont fait l'objet d'actions correctives immédiates, tout en mettant en œuvre la reconnaissance et la diffusion des bonnes pratiques. En 2020, le « Pacte de sécurité », qui implique les entrepreneurs dans les outils et les méthodologies de SCC pour préserver la santé et la sécurité des travailleurs pendant les opérations, a également été étendu aux filiales étrangères au Ghana et en Angola.

Hygiène industrielle

En 2020, Eni a développé et promu des activités visant à renforcer son suivi et son contrôle des facteurs de risque présents sur le lieu de travail, en particulier i) la participation à des groupes de travail avec des organismes nationaux visant à préparer des lignes directrices de référence sur le sujet afin d'anticiper et d'optimiser les éventuels impacts sur les activités ; ii) le renforcement de la sensibilisation aux facteurs de risque en assurant l'alignement sur les bonnes pratiques les plus récentes en la matière, par la mise en œuvre d'un programme de formation/information ciblé ; iii) le développement et l'application de nouveaux systèmes de suivi sur le terrain afin d'assurer un contrôle des risques toujours plus efficace. Enfin, en 2020, Eni a organisé un atelier en collaboration avec les principales associations du secteur afin d'analyser et de discuter en détail de l'impact de la nouvelle loi sur la radioprotection (décret législatif n° 101/2020 Les sujets abordés ont permis de renforcer la prise de conscience de la responsabilité de la conformité des rôles organisationnels.

Intégrité des infrastructures

Eni applique le processus Asset Integrity à toutes ses usines, ce qui garantit leur bonne conception, leur construction à partir des matériaux les plus appropriés, qu'elles sont bien exploitées et déclassées en gérant au mieux

le risque résiduel, en assurant une fiabilité maximale et surtout la sécurité des personnes et de l'environnement. Le système de gestion de l'intégrité des infrastructures se développe donc de la phase initiale de conception (Design Integrity), à l'approvisionnement, la construction, l'installation et les essais (Technical Integrity), jusqu'à la gestion opérationnelle et à la désaffectation (Operating Integrity). Au cours de l'année 2020, Eni a assuré le suivi des initiatives lancées en 2019 pour promouvoir davantage la culture Asset Integrity avec une approche transversale et capillaire, notamment par la création d'une structure organisationnelle centralisée et transversale dédiée à la supervision technique des compétences et des normes.



L'intégrité des infrastructures garantit la protection des personnes, de l'environnement et la continuité des activités

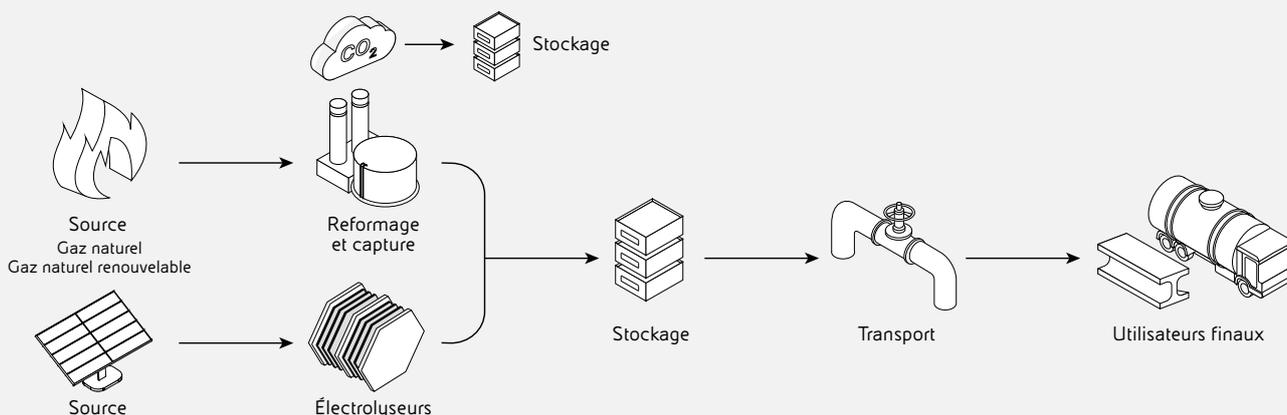


Les infrastructures de transport de l'hydrogène

Il existe plus de 5000 km de conduites d'hydrogène à haute pression dans le monde, construites selon des normes spécifiques, principalement pour l'hydrogène destiné aux raffineries et aux usines chimiques. Un facteur clé pour réduire les coûts de décarbonisation est de réutiliser autant que possible les infrastructures de transport de gaz naturel existantes, soit pour transporter des mélanges d'hydrogène et de gaz naturel, soit pour les convertir en hydrogène pur. La réutilisation des canalisations existantes implique un processus de réaménagement, qui consiste en une réévaluation de la conception du système en fonction des conditions modifiées, ce qui pourrait également conduire à une réduction de la pression maximale de fonctionnement. De nombreux aspects doivent être pris en compte dans les activités de réaménagement, tels que la composition du gaz, l'état d'intégrité de la ligne existante, les caractéristiques des matériaux de construction, les technologies de soudage, les implications en matière de sécurité et l'évaluation des risques. Récemment, Eni a réalisé des études d'ingénierie pour estimer le potentiel d'un système stratégique de pipelines transeuropéens, auquel elle participe, pour le transport de l'hydrogène, en évaluant son intégrité et en exprimant son opinion sur le pourcentage maximum d'hydrogène qui pourrait être mélangé au flux, en mettant en évidence les tests à effectuer sur les pipelines et en fournissant des recommandations pour des études supplémentaires afin de garantir leur intégrité. En outre, au sein de la plateforme e-kms (Knowledge Management System), dédiée au partage des connaissances techniques d'Eni, deux espaces de discussion différents ont été lancés sur les perspectives de l'hydrogène et ses technologies de production, les modes de transport possibles, les impacts environnementaux et le cycle de vie complet du carbone.

Dans le cadre de la stratégie de décarbonisation, Eni a réalisé des études d'ingénierie pour estimer le potentiel d'un système stratégique de pipelines transeuropéens pour le transport de l'hydrogène

La chaîne de valeur de l'hydrogène dans laquelle Eni est impliquée



Environnement



Parce que c'est important pour Eni

La protection de l'environnement, fondée sur des critères de prévention, de protection, d'information et de participation, est une composante essentielle du mode de fonctionnement d'Eni. Une attention particulière est accordée à l'utilisation efficace des ressources naturelles, telles que l'eau, la réduction des déversements d'hydrocarbures, la gestion des déchets, l'interaction avec la biodiversité et les services écosystémiques. Pour Eni, la culture environnementale est un levier important et c'est la raison pour laquelle elle a impliqué en 2020 à la fois son propre personnel à travers diverses initiatives de sensibilisation à la gestion correcte des aspects environnementaux, notamment avec une campagne de communication dédiée à tous les employés, et ses fournisseurs, dont les activités doivent refléter les valeurs, l'engagement et les normes d'Eni.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Durabilité » ; « L'intégrité dans nos opérations » ; « Politique Eni sur la biodiversité et les services écosystémiques » ; « Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO » ; Code Ethique.

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité certifié conformément à la norme ISO 14001:2015 ; Application du processus ESHIA (Environmental Social & Health Impact Assessment) dans tous les projets ; Tables techniques pour l'analyse et le partage d'expériences sur des questions environnementales et énergétiques spécifiques ; Green Sourcing : modèle permettant d'identifier les logiques d'analyse et les exigences techniques pour la sélection de produits et de fournisseurs présentant de meilleures performances environnementales ; Analyse de circularité spécifique au site ; Analyse de la législation environnementale internationale.

PROGRÈS 2020	OBJECTIF À COURT TERME (2021)	OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)	OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)
RESSOURCE EN EAU			
6,1 Mmc d'eau du TAF réutilisée dans le cycle de production ou réinjectée ; 53 % de l'eau de production réinjectée à des fins de production ou d'élimination.	Augmenter la part d'eau recyclée de 6,1 Mmc actuellement à 12,6 Mmc d'ici 2024 ; Augmenter la part de l'eau produite réinjectée à 64 % du total de l'eau produite d'ici 2024.		Engagement en faveur d'une gestion efficace, collective et durable des ressources en eau au niveau des bassins hydrographiques
DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES			
-7 % par rapport à 2019 déversements opérationnels d'hydrocarbures.	Début de l'installation de l'evpms sur le pipeline Clough Creek- Tebidaba (52 km) au Nigeria.	Actions visant à améliorer l'intégrité des biens des installations en amont, en aval et au détail.	Exploration de nouvelles technologies et de nouveaux outils pour accroître les capacités de prévention, d'atténuation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures.
BIODIVERSITÉ			
Adhésion aux 4 principes pour des solutions basées sur la nature de « Together with Nature » ; extension de la cartographie des risques pour la biodiversité aux pipelines R&M.	Extension de la cartographie des risques pour la biodiversité aux installations d'énergie renouvelable.		Engagement à contribuer à la conservation de la biodiversité par une augmentation progressive du nombre de BAP (plans d'action pour de la biodiversité) dans les zones sensibles et la mise en œuvre de la Nbs.

[eni.com](#) | [Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité \(pages 25-31\)](#) | [Code Ethique](#)

[Questionnaire CDP sur la sécurité de l'eau 2020](#) | [Politique d'Eni en matière de biodiversité et de services écosystémiques](#)

[Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO](#)

Utilisation efficace de l'eau

En vue d'une gestion durable des ressources en eau, des initiatives ont été mises en œuvre sur les sites d'Eni en 2020 visant à réduire les prélèvements d'eau douce et à les remplacer, dans les utilisations civiles et industrielles, par de l'eau provenant de sources secondaires telles que l'eau de pluie, les eaux souterraines récupérées ou les eaux usées traitées. Par ailleurs, dans le secteur amont, le développement de projets visant à la fois la réinjection des eaux de production et leur traitement et réutilisation à des fins industrielles se poursuit, dans le but de réduire l'impact sur les communautés et les écosystèmes locaux, notamment dans les zones de stress hydrique. Plus précisément, 5 puits du champ de production au Turkménistan ont été reconvertis afin de réinjecter l'eau de production, tandis qu'en Égypte, un projet a été lancé pour optimiser son traitement avant rejet. Eni surveille constamment les risques liés à l'eau, en particulier dans les zones de stress dans lesquelles elle opère, afin de les atténuer par des actions d'économie d'eau, de réutilisation et de circularité des ressources en eau pour obtenir une augmentation de l'efficacité et de la résilience de l'eau des sites, en impliquant également les fournisseurs pendant le processus de qualification. Suite à l'adhésion au CEO Water Mandate en 2019, des bilans hydriques ont été établis sur de nombreux sites amont afin de cartographier la ressource en eau utilisée et d'identifier les actions permettant d'optimiser son utilisation. Enfin, conformément à ses principes de transparence, en 2020 encore, Eni a donné une réponse publique au questionnaire du CDP sur la sécurité de l'eau, confirmant le score A- obtenu l'année précédente.

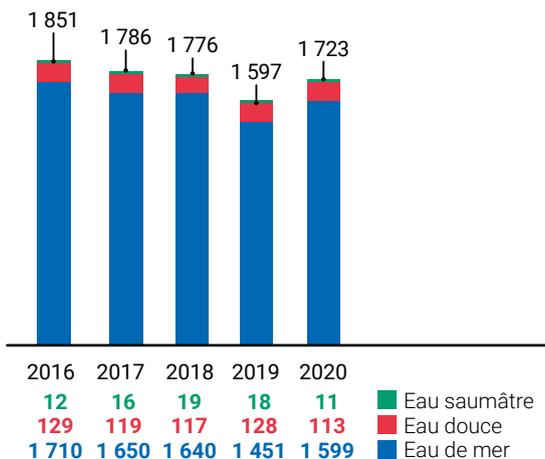
-11 % ↓

Prélèvements d'eau douce par rapport à 2019

91 % ↑

Part de l'eau douce réutilisée **+2 p.p. contre 2019**

Total des prélèvements d'eau
(mln m³)



Prélèvements d'eau, par source
(%)



Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité (page 26)

Une installation offshore à Zohr, le gisement pétrolier géant d'Égypte





L'usine de dessalement de Zohr est un exemple d'approche durable de la conservation de l'eau

L'usine de dessalement du champ de Zohr en Égypte

L'usine de dessalement du champ gazier offshore de Zohr (Égypte), opérationnelle à partir de début 2021, vise à assurer l'indépendance de l'approvisionnement en eau et à minimiser le prélèvement d'eau douce pour les usages nécessaires. Conçue et installée en 2020 pour une capacité de production maximale de 1200 m³/jour d'eau dessalée, l'usine traite l'eau de mer prélevée dans les puits d'approvisionnement côtiers à travers une unité composée de trois trains de filtration et d'osmose inverse, répondant ainsi aux besoins en eau du champ de Zohr auparavant garantis par des camions-citernes et l'aqueduc local. En outre, l'usine minimise les impacts liés à la gestion des résidus naturels grâce à l'injection dans des puits côtiers du concentré salin résultant du processus d'osmose. Enfin, dans le but de réduire la quantité de déchets produits, la nouvelle station pourra recevoir, traiter et recycler pour un usage interne au site les eaux usées des unités de déminéralisation (jusqu'à 200 m³/jour), qui sont actuellement transportées par camion vers des sites externes pour être éliminées.

Gestion des déversements d'hydrocarbures

En ce qui concerne les risques liés aux marées noires et aux effractions, Eni est constamment engagée sur tous les fronts d'intervention : prévention, préparation, puis atténuation, réponse et restauration. En particulier, dans le domaine de la prévention, l'installation de la technologie e-vpms®⁵ a été achevée en Italie sur deux dorsales du réseau de flowlines du centre pétrolier de Val D'Agri, qui a également obtenu la reconnaissance de conformité au plan Industry 4.0⁶ par une tierce partie. Toujours en Italie, sur les canalisations en aval, l'analyse du risque d'événements naturels, tels que les glissements de terrain et les débordements de cours d'eau, s'est poursuivie, permettant d'identifier les points les plus vulnérables et de mettre en œuvre en conséquence des mesures correctives de consolidation. Par ailleurs, les expériences se sont poursuivies sur différentes technologies pour évaluer l'effet de l'action combinée des champignons et des bactéries dans la dépollution des hydrocarbures (projet « Myco Remediation ») ou pour établir des cartes de sensibilité à partir d'images satellites de l'Agence spatiale européenne (ESA), également utiles pour intervenir en cas de marée noire (projet « Ecosesam »). En 2020, les volumes totaux déversés à la suite d'événements liés à la production ont enregistré une baisse de 7 % avec un taux de récupération de 64 % ; les barils déversés à la suite de tentatives d'effraction ont enregistré une baisse de 6 % avec un taux de récupération brut de 46 % du total déversé en 2020.

► [Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité \(page 28\)](#)

-7 %



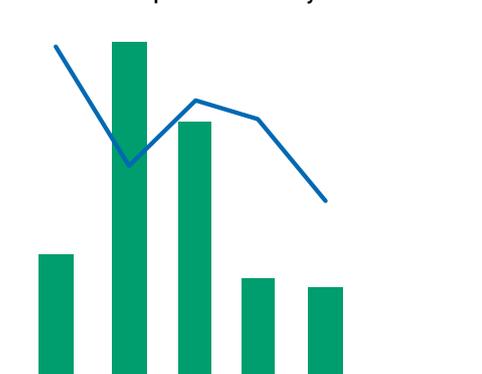
Volumes déversés par les activités opérationnelles par rapport à 2019

-6 %

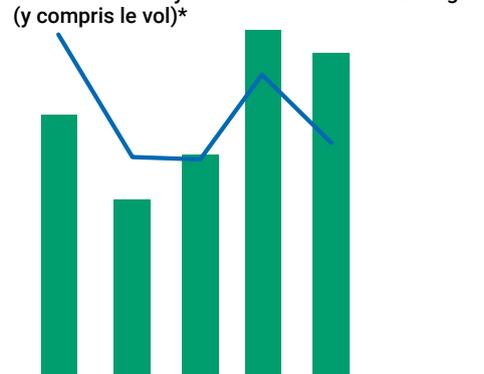


Volumes déversés par sabotage par rapport à 2019

Déversement opérationnels d'hydrocarbures



Déversement d'hydrocarbures dû à un sabotage (y compris le vol)*



(*) Les données relatives aux déversements (> 1 baril), tant en termes de nombre que de volumes déversés, sont sujettes à des mises à jour au fil des ans en raison de la clôture de certaines enquêtes effectuées après la publication du document.

5) Eni Vibroacoustic Pipeline Monitoring System – brevet exclusif pour la surveillance des pipelines

6) Le plan Industria 4.0, inclus dans le budget 2017, est un outil qui vise à soutenir et à encourager les investissements privés fonctionnels à la transformation technologique et numérique des processus de production.



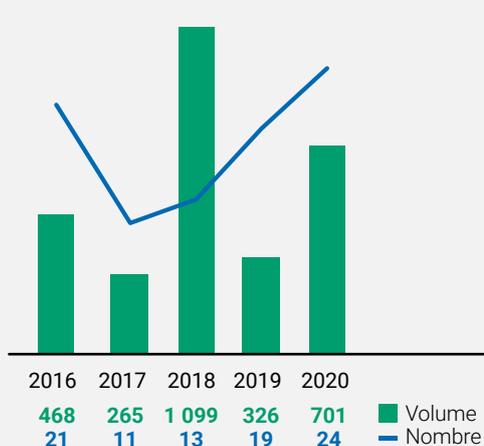
La présence d'Eni au Nigeria remonte à 1962, date à laquelle la Nigerian Agip Oil Co. a été créée. Ltd (NAOC)

Déversements de pétrole au Nigeria

Ces dernières années, les installations d'Eni au Nigeria (puits, conduites d'écoulement et pipelines couvrant environ 3000 km) ont été la cible d'activités illégales entraînant des déversements importants, bien qu'une réduction de 29 % des volumes déversés ait été constatée en 2020, probablement due à la fois à l'apaisement des tensions sociales qui avaient caractérisé la période post-électorale en 2019 et en vertu de l'augmentation des activités de surveillance. En ce qui concerne ce dernier aspect, la technologie e-vpms®, qui permet de détecter rapidement les fuites, les dommages ou les activités d'effraction à proximité ou sur les pipelines, est déjà opérationnelle sur les pipelines Kwale-Akri et Ogboinbiri-Tebidaba et devrait être achevée sur le pipeline Clough Creek-Tebidaba (52 km) au cours de la période 2021-2022, avec un léger retard par rapport à ce qui était initialement prévu en raison de la pandémie. Les activités de surveillance font partie de la stratégie intégrée d'Eni pour prévenir, réduire, contenir ces événements et remédier à leurs impacts et comprennent différents types d'actions : de l'engagement avec les communautés locales à la prévention technique, aux initiatives de contrôle, à l'augmentation de la qualité et de la rapidité d'intervention, ainsi qu'à la participation à des initiatives internationales sur le sujet. En 2020, les données sur les déversements opérationnels d'hydrocarbures ont été affectées par un déversement opérationnel de 300 barils, presque tous récupérés, causé par un dysfonctionnement lors du transfert de pétrole brut au terminal de Brass. En parallèle, 37 % des déversements d'hydrocarbures liés au sabotage et 66 % des déversements d'hydrocarbures opérationnels ont été récupérés en 2020, ce qui correspond globalement aux volumes récupérés en 2019.



Déversement opérationnels d'hydrocarbures



Déversement d'hydrocarbures dû à un sabotage (y compris le vol)*



-29%

Volumes déversés à la suite d'événements de sabotage



(*) Les données relatives aux déversements (> 1 baril), tant en termes de nombre que de volumes déversés, sont sujettes à des mises à jour au fil des ans en raison de la clôture de certaines enquêtes effectuées après le publication du document.

➤ **Pour en savoir plus : site NAOC** (société Eni au Nigeria dont les données sont constamment mises à jour. Pour cette raison, des écarts mineurs peuvent apparaître par rapport aux informations fournies dans ce document)

Eni applique la hiérarchie des mesures d'atténuation pour hiérarchiser les mesures d'atténuation préventives

Adhésion en 2020 aux 4 principes de « Together with Nature » par l'application de solutions basées sur la nature

Biodiversité

La gestion de la biodiversité et des services écosystémiques (BES) est un élément clé des stratégies environnementales et des pratiques d'exploitation d'Eni, compte tenu également des multiples contextes environnementaux des activités commerciales, caractérisés par différentes sensibilités écologiques et différents régimes réglementaires. Comme l'établit la Politique BES, Eni veille à ce que les interrelations entre les aspects environnementaux tels que la biodiversité, les services écosystémiques, le changement climatique, la gestion de l'eau et les questions sociales de développement durable des communautés locales, soient identifiées et gérées correctement. Eni, en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux (tels que Fauna and Flora International, le Centre mondial de surveillance de la conservation de l'environnement de l'ONU et la Wildlife Conservation Society), évalue les risques découlant de la complexité de chaque projet, de la valeur de l'environnement naturel et du contexte social local. Grâce à l'application de la hiérarchie d'atténuation, elle donne la priorité aux mesures d'atténuation préventives, en surveillant leur efficacité et en adaptant l'approche de gestion en fonction des résultats observés, dans le but d'éviter toute perte nette de biodiversité. La consultation et la collaboration avec les communautés, les populations autochtones et les autres parties prenantes locales est un processus inclusif et transparent qui intervient dès les premières étapes d'un projet et se poursuit tout au long de son cycle de vie. Elle aide à comprendre leurs attentes et leurs préoccupations, à déterminer comment les services écosystémiques et la biodiversité sont utilisés et à identifier des options de gestion qui tiennent également compte de leurs besoins. En 2019, Eni s'est engagée à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (en date du 31 mai 2019). Cet engagement confirme la politique depuis longtemps mise en œuvre par Eni et réaffirme à la fois son approche de la conservation de l'environnement naturel dans toutes les zones de grande valeur en termes de biodiversité et la promotion de bonnes pratiques de gestion dans les coentreprises où Eni n'est pas un opérateur. En 2020, afin d'identifier les endroits où les activités d'Eni se situent, même partiellement, dans des zones protégées ou des sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité, Eni a mis à jour son évaluation de l'exposition au risque de biodiversité sur les sites d'exploitation de R&M, Versalis, EniPower et sur les concessions en cours de développement ou d'exploitation dans le secteur amont et a effectué une analyse similaire pour les pipelines de R&M exploités en Italie.

■ **Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances du développement durable (pages 27-28)**

En outre, en 2020, Eni a adhéré aux principes de « Together with Nature », s'engageant, en plus de reconnaître le lien étroit entre le changement climatique et la perte de biodiversité, à minimiser les risques et à maximiser les efforts pour protéger et conserver les écosystèmes existants, par l'application de solutions basées sur la nature, fondées sur des principes écologiques rigoureux.

Vue d'une forêt alluviale dans la région du Kouilou, près de M'Boundi, au Congo



Économie circulaire

Pour Eni, la transition vers une économie circulaire est l'une des principales réponses aux défis environnementaux actuels, fondée sur une révision des processus de production et de la gestion des biens, la réduction de l'utilisation des ressources naturelles au profit de matériaux provenant de sources renouvelables, la réduction et la valorisation des déchets (de production, déchets, émissions, rejets) par le recyclage ou la récupération et l'extension de la durée de vie utile des produits et des biens par la réutilisation ou la reconversion. Pour la mise en œuvre de la transition vers l'économie circulaire, le processus de mesure de la circularité est une condition essentielle, étant un outil indispensable pour la gestion, le contrôle et la transparence des objectifs. À cet égard, à partir de 2017, Eni a commencé à effectuer des analyses de circularité spécifiques aux sites, passant d'une approche qualitative initiale, basée sur le critère des 3R (Reduce, Reuse, Recycle), à des évaluations quantitatives avec un modèle de mesure construit sur la base de principes internationalement reconnus et validé par l'organisme tiers Certiquality, qui a fait appel à la collaboration de la Scuola Superiore Sant'Anna de Pise. Ce modèle, à travers le suivi d'indicateurs spécifiques, dont des indicateurs HSE, permet de mesurer à la fois l'état actuel de la circularité et l'effet des opportunités d'amélioration identifiées, tout en anticipant la mise en place des futures réglementations nationales et internationales en la matière. En 2020, le modèle a été appliqué à divers contextes d'entreprise, y compris les sites d'exploitation, les processus et les unités commerciales, et une étude a été lancée pour l'intégrer aux projets de réaménagement environnemental, de manière à encourager une augmentation du niveau global de circularité de ces derniers. En savoir plus sur la stratégie d'économie circulaire d'Eni : [Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050](#)

« Il est essentiel (...) que notre réponse soit orientée vers un nouveau paradigme de développement qui nous fasse passer d'une croissance linéaire à une croissance circulaire, qui puisse réduire le gaspillage, transformer les déchets et redonner une vie utile à ce qui existe déjà. »

Claudio Descalzi

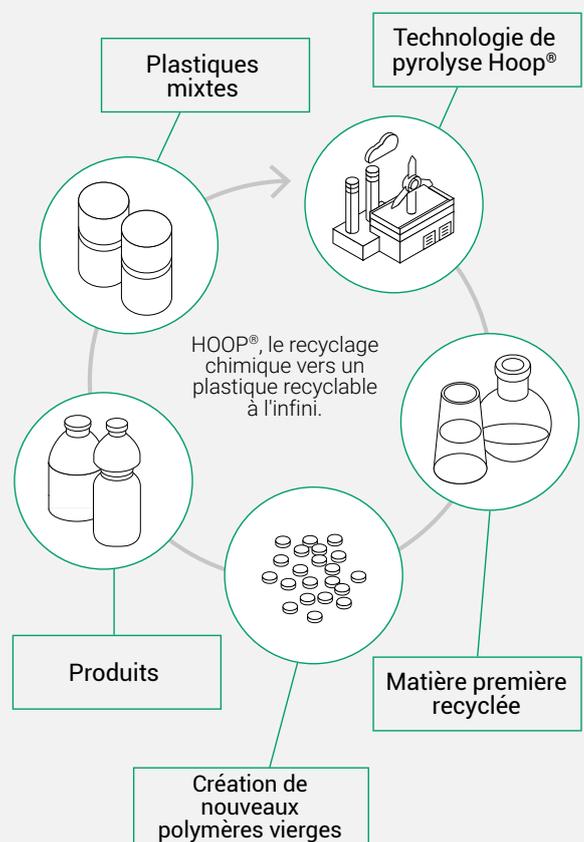


Recyclage du plastique

L'engagement en faveur du recyclage des plastiques représente un exemple concret de mise en œuvre du principe d'économie circulaire et dans ce domaine. Eni, par le biais de sa filiale Versalis, est active dans la recherche et le développement de technologies tant pour le recyclage mécanique, actuellement le plus répandu, que pour le recyclage chimique, très innovant. En matière de recyclage mécanique, afin d'améliorer les caractéristiques du plastique recyclé, une ligne de produits (Versalis Revive®) a été créée à partir de déchets municipaux et industriels. Ces produits ont de meilleures performances environnementales, en termes d'empreinte carbone et de consommation d'eau, que les produits fabriqués à partir de matières premières vierges. Versalis est également engagée dans l'expérimentation de technologies innovantes de recyclage chimique permettant de pallier les limites du recyclage mécanique, notamment l'impossibilité de traiter des déchets complexes et contaminés. En particulier, le recyclage chimique permet de reconvertir des déchets plastiques mélangés, actuellement destinés à l'élimination (plasmix), en matière première pour la production de nouveaux polymères. À cette fin, Versalis a lancé en 2020 le projet Hoop®, par le biais d'un accord de développement conjoint avec la société d'ingénierie italienne Servizi di Ricerca e Sviluppo (S.R.S.), propriétaire d'une technologie de pyrolyse pour le recyclage chimique, qui permet de transformer les déchets plastiques mixtes en une matière première ayant les mêmes qualités que le plastique vierge et pouvant être utilisée dans des applications à haute valeur ajoutée, comme celles en contact avec les aliments. En outre, afin de prévenir la pollution marine, Versalis s'est engagée dans le projet « Operation Clean Sweep », qui implique l'ensemble de la chaîne de valeur, et a rejoint l'« Alliance to end Plastic Waste » pour promouvoir des projets et mettre en œuvre des solutions concrètes au problème des déchets plastiques en mer. Enfin, Versalis a rejoint la Circular Plastics Alliance (CPA) pour contribuer activement à l'objectif européen ambitieux d'utiliser 10 millions de tonnes de plastique recyclé dans de nouveaux produits d'ici 2025.

➔ Pour en savoir plus : [versalis.eni.com](https://www.versalis.eni.com)

Recyclage chimique



Droits de l'Homme



Parce que c'est important pour Eni

Le respect des Droits de l'Homme fait partie intégrante de la culture d'Eni ; il est basé sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des individus et des communautés locales. Cette approche, condition préalable à une transition énergétique équitable, est ancrée dans le modèle d'entreprise d'Eni et est dirigée par la direction générale, qui la diffuse dans la culture de l'entreprise. L'engagement commence par les relations avec les collaborateurs et s'étend aux relations avec les communautés locales, les gouvernements, les fournisseurs et les partenaires commerciaux, ainsi qu'aux activités de sécurité et aux droits des travailleurs. Cet engagement est également confirmé par l'adhésion aux 10 principes du Global Compact et la reconnaissance de l'initiative par les entreprises leader.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Développement durable », « Notre personnel », « Nos partenaires dans la chaîne de valeur » ; « Signalements, y compris anonymes, reçus par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger » ; « Peuples autochtones de l'Alaska » ; Code Ethique ; Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme ; Code de conduite des fournisseurs.

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus de gestion des Droits de l'Homme défini dans un outil normatif interne ; activités interfonctionnelles sur les activités et les Droits de l'Homme afin d'aligner davantage les processus sur les principales normes et meilleures pratiques internationales ; études pour l'évaluation des impacts sur les Droits de l'Homme - HRIA (Human Rights Impact Assessment) ; système de gestion de la sécurité pour garantir le respect des Droits de l'Homme dans tous les pays ; plan triennal de formation en ligne sur les Droits de l'Homme ; processus d'approvisionnement avec évaluation basée sur des critères inspirés de la Social Accountability Standard (SA 8000) ; JUST : initiative visant à impliquer les fournisseurs dans le processus de transition énergétique.

PROGRÈS 2020

OBJECTIF À COURT TERME (2021)

OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)

OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

MODÈLE DE GESTION DES DROITS DE L'HOMME

Application du modèle fondé sur le risque lié au secteur des énergies renouvelables ; adoption de nouveaux modèles de due diligence.

Extension à d'autres unités d'activités ; diffusion et mise à jour de nouveaux modèles de due diligence .

Extension du modèle aux différents domaines d'activité ; vérification périodique du système global.

RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION LIÉE AUX DROITS DE L'HOMME

18 objectifs affectés aux managers qui rendent compte à l'AD.

Poursuite de l'attribution généralisée de MBO spécifiques aux Droits de l'Homme à la direction d'Eni à tous les niveaux et aux filiales

FORMATION

Augmentation des heures de 28 % par rapport à 2019.

Poursuite de la campagne de formation aux Droits de l'Homme sur les 4 modules spécialisés.

Mise à jour des modules de formation et lancer de nouvelles campagnes de sensibilisation.

Mise à jour continue des employés sur les Droits de l'Homme en fonction des stratégies et des besoins de l'entreprise.

FOURNISSEURS

Publication et diffusion du code de conduite des fournisseurs ; due diligence sur les Droits de l'homme dans le cadre du processus d'approvisionnement.

Acceptation du code de conduite par les fournisseurs ; application progressive du modèle dans les filiales.

Application du modèle des Droits de l'Homme par toutes les filiales.

Gouvernance sur les droits de l'Homme

L'approche d'Eni en matière de Droits de l'Homme est intégrée à sa mission et est soigneusement expliquée dans la Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme, approuvée par le Conseil d'Administration en décembre 2018, qui met en évidence les domaines d'engagement prioritaires et sur lesquels Eni exerce une due diligence approfondie, selon une approche développée en cohérence avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme (UNGP). Cet engagement est réitéré dans le Code Ethique mis à jour en 2020, et soutenu par les engagements exigés des fournisseurs en matière de respect des Droits de l'Homme dans le code de conduite des fournisseurs, également adopté en 2020. Cette vision est fondée sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des personnes et des communautés locales, au-delà de l'obtention d'une licence sociale d'exploitation, en tant que partie intégrante de l'identité d'Eni et de sa façon de travailler. Le chemin parcouru par Eni ces dernières années pour diffuser et consolider une culture de respect des droits de l'Homme, fondée sur les UNGP, a conduit au renforcement des procédures de due diligence en matière de Droits de l'Homme, un processus décrit dans un document réglementaire interne spécifique adopté en 2020. Le processus repose sur une approche de responsabilité partagée entre plusieurs fonctions pour la gestion des processus les plus importants en matière de gestion des risques liés aux Droits de l'Homme : ressources humaines, approvisionnement, sécurité et durabilité. Une autre étape importante dans le parcours d'Eni est représentée par l'approbation unanime par l'assemblée plénière de la Voluntary Principles Initiative (VPI) de l'entrée d'Eni en tant que « Engaged Corporate Participant » en 2020. Une description détaillée de l'engagement et des performances d'Eni en matière de droits de l'Homme est disponible dans « Eni for Droits de l'homme ».

■ [Pour en savoir plus : Eni pour les Droits de l'Homme](#)



Aujourd'hui plus que jamais, le renforcement de notre engagement en faveur du respect des Droits de l'Homme est essentiel pour relever les défis actuels. Pour nous, respecter les Droits de l'Homme signifie avant tout reconnaître la valeur de chaque personne, garantir sa dignité, sa sécurité et sa santé, l'égalité des conditions de travail et, surtout, promouvoir la diversité.

Claudio Descalzi, administrateur délégué d'Eni



Eni dans l'évaluation de l'indice de référence des Droits de l'Homme des entreprises (Corporate Human Rights Benchmark)

CHRB est une initiative née de la collaboration entre des investisseurs et des organisations de la société civile visant à créer le premier point de référence permettant d'évaluer les performances des entreprises en matière de Droits de l'Homme, conformément aux UNGP. Cette initiative compare chaque année les plus grandes entreprises du monde dans les secteurs de l'extraction, de l'agroalimentaire, de l'habillement, de l'informatique et, depuis 2020, de l'automobile. En raison de la pandémie mondiale, cette année, les entreprises participant au benchmark ont été jugées sur un ensemble restreint d'indicateurs se référant aux trois piliers des UNGP. Eni confirme son leadership dans son approche des Droits de l'Homme, en se classant au premier rang des quelques 200 entreprises évaluées par le CHRB en 2020, ex aequo avec une seule autre entreprise. Le travail effectué ces dernières années a permis à Eni d'améliorer encore ses performances avec une augmentation considérable du score, grâce au renforcement des processus de due diligence, de suivi et d'évaluation de l'efficacité des actions entreprises pour identifier les risques et traiter les impacts possibles, notamment dans le but d'améliorer constamment son approche, et l'accessibilité de ces informations.

[La déclaration d'Eni sur les Droits de l'Homme a été publiée en 2018](#)

[Eni publie un rapport annuel consacré à Eni pour les Droits de l'Homme](#)

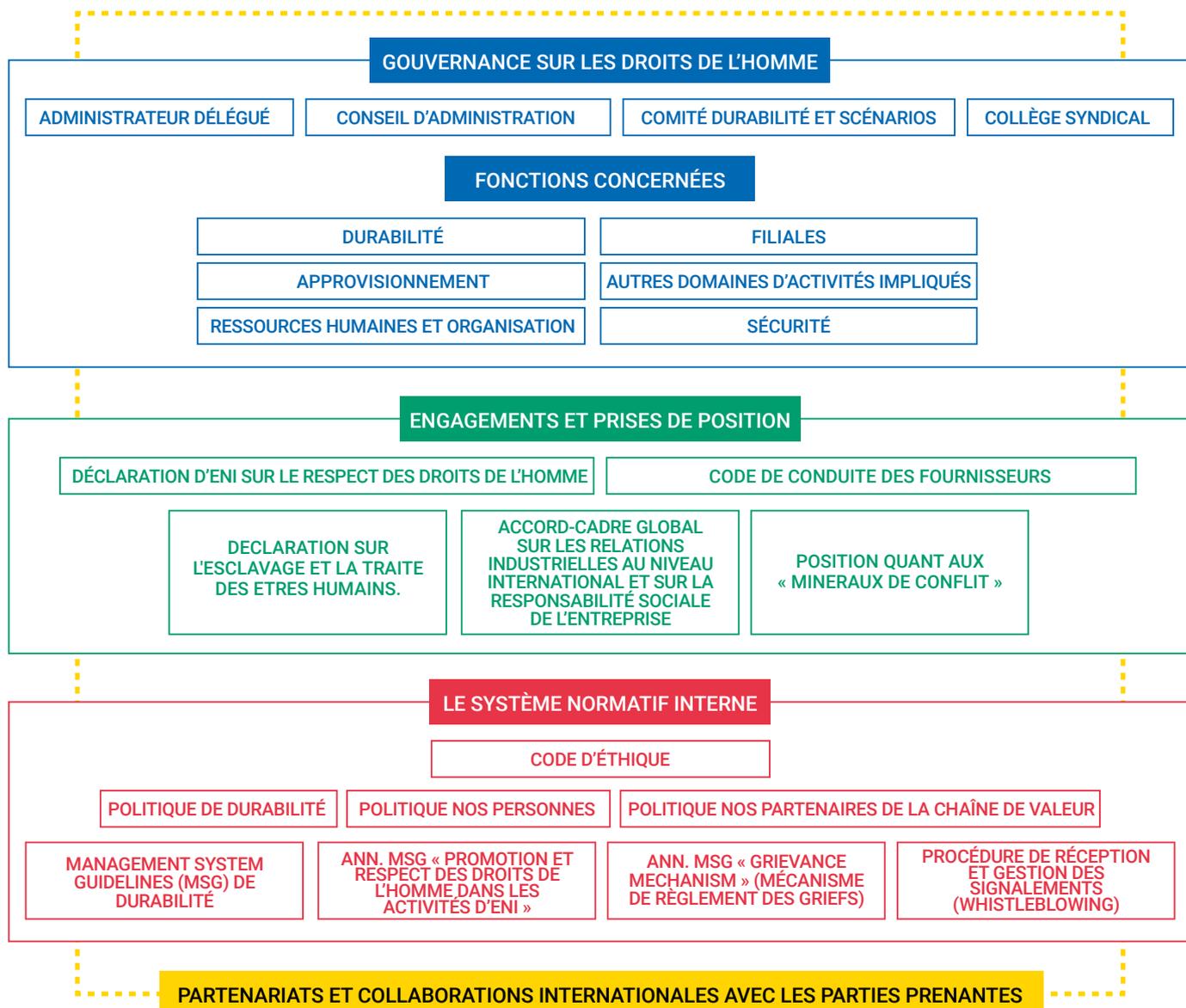
[En 2020, Eni s'est classée première parmi les quelque 200 entreprises évaluées par le Corporate Human Rights Benchmark \(CHRB\), ex aequo avec une seule autre entreprise](#)

100 %

Des premiers subordonnés de l'AD à qui un objectif en matière de Droits de l'Homme

Les Droits de l'Homme sont l'une des questions sur lesquelles le Comité de la durabilité et des scénarios (CDS) fait des propositions et fournit des conseils au Conseil d'Administration. En 2020, le CSS a discuté en détail des activités de l'année, y compris la mise en œuvre du modèle de due diligence en matière de Droits de l'homme basé sur les domaines d'intervention prioritaires relatifs aux problèmes saillants d'Eni en matière de Droits de l'Homme et le résultat obtenu lors de la quatrième édition du Corporate Human Rights Benchmark (CHRB).

Dans le but de définir les rôles et les responsabilités, Eni a adopté une procédure spécifique qui fournit le cadre interne du modèle de gestion des Droits de l'Homme et définit les principales lignes directrices pour la prévention des violations des Droits de l'Homme pour toutes les fonctions de l'entreprise. En 2020, le processus d'attribution d'incitations à la direction liées aux performances en matière de Droits de l'Homme a encore été renforcé, en affectant des objectifs spécifiques aux 18 premiers subordonnés de l'AD et plus de 50 objectifs aux autres niveaux de direction, y compris au niveau des filiales. En outre, Eni a adopté une nouvelle procédure interne décrivant le processus de due diligence en matière de Droits de l'Homme, comme l'exigent les principes directeurs des Nations Unies, et a mis à jour son Code Ethique.



Activités de formation sur les droits de l'Homme

En 2020, la formation obligatoire s'est poursuivie pour les cadres et les cadres intermédiaires (en Italie et à l'étranger) sur les quatre modules spécifiques du cours sur les Droits de l'Homme (i) sur le lieu de travail ; (ii) dans les communautés accueillant les activités d'Eni ; (iii) dans les services de sécurité ; (iv) dans les relations commerciales (avec les fournisseurs, les entrepreneurs et les autres partenaires commerciaux). L'année dernière, un très bon taux d'utilisation par rapport au nombre d'inscriptions a été enregistré. Outre le cours spécifique sur les Droits de l'Homme, d'autres cours sur les questions de durabilité et de Droits de l'Homme sont accessibles à tous les employés, tels que « La durabilité des parties prenantes, comptes rendus et les droits de l'Homme », « La durabilité et l'intégration dans les activités » et les cours sur les ODD. Enfin, une formation sur le nouveau code d'Éthique, adopté en 2020, a été lancée par le biais d'une vidéo dans laquelle l'AD et le directeur de la fonction Conformité intégrée présentent la structure du nouveau code et ses principales nouveautés.

33 112



Heures de formation
consacrées aux Droits de
l'Homme
+28 % par rapport à 2019

Questions relatives aux Droits de l'Homme

L'engagement d'Eni, son modèle de gestion et les activités menées en matière de Droits de l'homme se concentrent sur les questions considérées comme les plus importantes pour l'entreprise, comme l'exigent également les UNGP, à la lumière des activités commerciales menées et des contextes dans lesquels la société opère. Au cours de l'année 2017, cet ensemble de thèmes, appelés « salient Huma Rights issue » (questions saillantes en matière de Droits de l'Homme), avait été identifié par un groupe interfonctionnel sur les Droits de l'Homme et les entreprises, avec le soutien de l'Institut danois des Droits de l'Homme, dans le cadre du travail plus large d'analyse de l'approche d'Eni en matière de Droits de l'Homme. Les principaux problèmes liés aux Droits de l'Homme identifiés par Eni sont au nombre de 13, regroupés en 4 catégories : (i) les Droits de l'Homme sur le lieu de travail ; (ii) les Droits de l'Homme dans les relations commerciales (avec les fournisseurs, les entrepreneurs et autres partenaires commerciaux) ; (iii) les Droits de l'Homme dans les activités de sécurité ; (iv) les Droits de l'Homme dans les communautés où Eni opère.

Depuis 2018, Eni a adopté un modèle fondé sur le risque qui utilise des éléments liés au contexte de référence, tels que les indices de risque du fournisseur de données Verisk Maplecroft, et aux caractéristiques des projets, afin de classer les projets en amont en fonction du risque potentiel pour les Droits de l'Homme et d'identifier les mesures de gestion appropriées. Les projets à haut risque font l'objet d'une étude spécifique par le biais d'une évaluation de l'impact sur les Droits de l'Homme (Human Rights Impact Assessment, HRIA) afin d'identifier les mesures permettant de prévenir les impacts potentiels sur les Droits de l'Homme et de gérer les impacts existants. Au cours de l'exercice 2019-2020, Eni a mené des analyses approfondies visant à étendre le modèle de gestion adopté en matière de Droits de l'Homme à des domaines d'activité spécifiques, dans le but d'élargir constamment le champ d'application de la due diligence. Les activités des domaines d'activité raffinage traditionnel et organique, commercialisation de produits et services pour la mobilité et Energy Solutions (production d'énergie à partir de sources renouvelables) ont fait l'objet d'analyses spécifiques qui ont permis d'identifier un certain nombre d'actions d'amélioration, qui ont ensuite été incluses dans le plan d'action d'Eni en matière de Droits de l'Homme.

Depuis 2018, Eni dispose d'un modèle basé sur les risques pour classer les projets en amont en fonction du risque potentiel pour les Droits de l'Homme et identifier les mesures de gestion appropriées

QUESTIONS MAJEURES POUR ENI EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME PARTAGÉES EN 2020 AVEC LES PARTIES PRENANTES EXTERNES ET DES EXPERTS FAISANT AUTORITÉ

Droits de l'Homme au travail

- Discrimination et égalité de traitement
- Conditions de travail sûres et saines
- Liberté d'association et négociation collective

Droits de l'Homme et sécurité

- Usage excessif de la force par les forces de sécurité publiques et privées
- Sécurité des employés dans les environnements à haut risque

Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement

- Esclavage moderne
- Travailleurs migrants
- Liberté d'association et négociation collective
- Conditions de travail sûres et saines
- Conditions de travail (salaires et heures de travail)

Droits de l'Homme dans les communautés

- Droits sur la terre
- Impacts environnementaux affectant les moyens de subsistance, la santé, la disponibilité de l'eau
- Déclassement

ACCÈS AUX MESURES DE REMÉDIATION

En cas de violation : pour le processus de traitement des signalements, même anonymes, par des employés ou des tiers

► **Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Sustainability performance (p. 34)** pour les mécanismes de plainte ► **voir page 84**

Un nouveau protocole de relations industrielles « Together » signé en 2020 par Eni et les syndicats italiens pour soutenir le processus de transition énergétique

Droits de l'Homme sur le lieu de travail : relations industrielles

Le respect des droits des personnes qui travaillent chez Eni et pour Eni est fondamental pour construire des relations mutuellement satisfaisantes et durables. Le modèle de relations industrielles d'Eni repose sur des accords qui identifient les modalités de partage des informations avec les organisations représentant les travailleurs, définies au niveau national et international : parmi ceux-ci, deux sont de nature européenne, le Comité d'entreprise européen et l'Observatoire européen pour la santé et la sécurité des travailleurs chez Eni, et l'Accord-cadre mondial sur les relations industrielles internationales et la responsabilité sociale des entreprises (GFA) renouvelé en 2019. Le GFA, fruit de la collaboration entre les principaux syndicats italiens et IndustriALL Global Union⁷, contient une série d'engagements visant à respecter les principales références réglementaires internationales⁸. Avec cet accord, Eni et les syndicats signataires ont confirmé leur engagement commun à promouvoir le développement durable et à sensibiliser les employés, directs et indirects, au respect des Droits de l'Homme et du travail. Le nouveau protocole de relations industrielles « Insieme » (Ensemble), signé en 2020 par Eni et les syndicats italiens pour soutenir le processus de transition énergétique, s'oriente également vers un modèle plus durable sur le plan commercial et humain.



Modèle d'évaluation des risques liés aux Droits de l'Homme sur le lieu de travail

Définition d'un modèle d'évaluation des risques liés aux Droits de l'Homme sur le lieu de travail

En 2020, un projet pilote sur le modèle d'évaluation des risques liés aux Droits de l'Homme sur le lieu de travail a été réalisé dans certaines filiales. Il s'agit d'un modèle basé sur le risque visant à segmenter les entreprises d'Eni sur la base de paramètres quantitatifs et qualitatifs spécifiques qui capturent les caractéristiques et les risques spécifiques du pays/contexte opérationnel et liés au processus de gestion des ressources humaines, notamment la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'égalité des sexes, les conditions de travail, la liberté d'association et la négociation collective. Cette approche permet d'identifier les domaines à risque ou à améliorer, pour lesquels des actions spécifiques doivent être définies et suivies dans le temps. Au cours de l'année 2021, le modèle sera étendu aux autres filiales de l'activité en amont en élargissant l'évaluation du risque lié aux Droits de l'homme sur le lieu de travail.

URGENCE SANITAIRE

Le modèle de relations industrielles d'Eni par rapport à la gestion de l'urgence SRAS-CoV-2

Le modèle consolidé de relations industrielles d'Eni a permis, en ce qui concerne la gestion de l'urgence SRAS-CoV-2, d'identifier des voies communes avec les syndicats de référence, de partager des informations et des plans d'action visant à contenir les effets de la pandémie sur le lieu de travail. En Italie, cette politique s'est concrétisée par la stipulation, avec les syndicats italiens, du « Protocole commun pour la réglementation des mesures de lutte et d'endigement de la propagation du virus COVID-19 sur le lieu de travail », qui contient une série de dispositions visant à protéger la santé des employés, dont la création du « Comité pour l'application et la vérification des règles du protocole », organe paritaire entre entreprises et syndicats, qui s'est réuni périodiquement pour analyser la situation au niveau national et international. Dans le cadre des activités du comité d'entreprise européen, Eni a maintenu un flux constant d'informations aux représentants des travailleurs, en organisant également une réunion du comité restreint relatif, au cours de laquelle ont été analysés les principaux éléments relatifs à la gestion des urgences. En ce qui concerne la portée de l'accord général, Eni a alimenté le canal de communication avec IndustriALL Global Union, cosignataire de l'accord lui-même, en fournissant périodiquement un aperçu des mesures adoptées au niveau mondial pour faire face à la situation de crise.

7) Organisation représentant plus de 50 millions de travailleurs dans 140 pays dans les secteurs de l'énergie, de la fabrication et des mines.

8) Les outils normatifs de référence comprennent : la Déclaration Universelle des droits de l'Homme des Nations Unies, les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) directement applicables aux activités d'Eni, les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes du Global Compact des Nations Unies, la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales, ainsi que les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme (UNGPs), la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration des droits de l'enfant, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Droits de l'Homme et sécurité

Eni gère ses opérations en matière de sécurité conformément aux principes internationaux des Droits de l'Homme et aux « principes volontaires sur la sécurité et les Droits de l'Homme ». En mai 2020, Eni a été admise en tant que « Engaged Corporate Participant » à l'initiative des principes volontaires (VPI), l'initiative multipartite dédiée au respect des Droits de l'Homme dans la gestion des opérations de sécurité qui implique des gouvernements, des entreprises et des ONG. Conformément à son engagement, Eni a conçu un ensemble cohérent de règles et d'outils afin de garantir que : (i) les clauses contractuelles comprennent des dispositions relatives au respect des Droits de l'Homme ; (ii) les fournisseurs des forces de sécurité sont sélectionnés sur la base, entre autres, de critères relatifs aux Droits de l'Homme ; (iii) les opérateurs de sécurité et les superviseurs reçoivent une formation appropriée sur le respect des Droits de l'Homme ; (iv) les incidents considérés comme les plus à risque sont gérés conformément aux normes internationales.

97 %

Des contrats de sécurité contiennent des clauses relatives aux Droits de l'Homme en 2020

Principales activités et initiatives mises en œuvre en 2020

Activités liées à l'adhésion aux Voluntary Principles on Security and Human Rights (VPSHR)	Échange d'informations et collaboration avec le secrétariat des VPSHR ; participation périodique aux initiatives organisées par VPI (par ex. présentation de la vérification sur la mise en œuvre des VPSHR, webinaire, forum) et appels dédiés à Eni avec le Secrétariat VPI.
Lancement du modèle de due diligence en matière de Droits de l'Homme dans le domaine de la sécurité	Un modèle qui identifie, analyse et hiérarchise le risque d'impact négatif sur les Droits de l'homme dans les activités de sécurité et évalue l'utilisation de mesures préventives ou correctives appropriées, formalisé dans le document stratégique « Security & Human Rights Action Plan », qui prévoit : (i) échantillonnage des contrats de sécurité en place dans les 10 premiers pays résultant du modèle basé sur le risque, afin de vérifier la présence ou l'absence de clauses relatives aux Droits de l'Homme ; (ii) vérification de l'attribution/utilisation des biens et services de sécurité mis à la disposition des forces de sécurité publiques et privées opérant sur les sites d'Eni Pakistan ; (iii) mise en œuvre de l'atelier de formation et d'information sur la sécurité et les Droits de l'Homme en Angola.
Soutien aux activités de sensibilisation à la sécurité et aux Droits de l'Homme	Soutien aux filiales par le biais de mises à jour réglementaires, de bulletins d'information et de rapports sur les Droits de l'Homme et la sécurité ; un dossier d'information destiné aux opérateurs de sécurité, à partager et à utiliser dans leurs environnements locaux respectifs.



Programme de formation en matière de sécurité et de Droits de l'Homme

Le 29 octobre 2020, un atelier de formation sur la sécurité et le respect des Droits de l'Homme s'est tenu en Angola, auquel ont participé 32 représentants des forces de sécurité publiques et privées à Luanda ; en outre, une centaine d'autres personnes, dont des cadres et des employés d'Eni, d'autres compagnies pétrolières et des ONG, ont assisté à l'événement, en personne ou à distance. L'atelier a été divisé en deux sessions face-à-face : l'une adressée aux officiers supérieurs des forces armées (forces spéciales de l'armée de terre, marine), de la police angolaise avec la participation d'autres majors pétrolières présentes en Angola ; l'autre adressée aux opérateurs de sécurité privés qui exercent leurs activités sur les sites d'Eni. L'initiative angolaise fait partie d'un projet de formation plus large lancé depuis 2009 pour promouvoir les bonnes pratiques d'entreprise qui intègrent les principes internationaux consacrés par les Nations Unies dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; des principes internationaux auxquels se réfère l'initiative des principes volontaires et qui inspirent la déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'homme dans tous les pays où la société opère. Ce projet a également été reconnu comme une bonne pratique dans la publication conjointe du Global Compact et des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations Unies en 2013. À ce jour, des ateliers ont été organisés avec succès dans 14 pays du monde, confirmant l'engagement d'Eni à protéger la sécurité des personnes, à respecter les communautés locales et à maintenir un dialogue constant avec les autorités et les opérateurs de sécurité locaux.

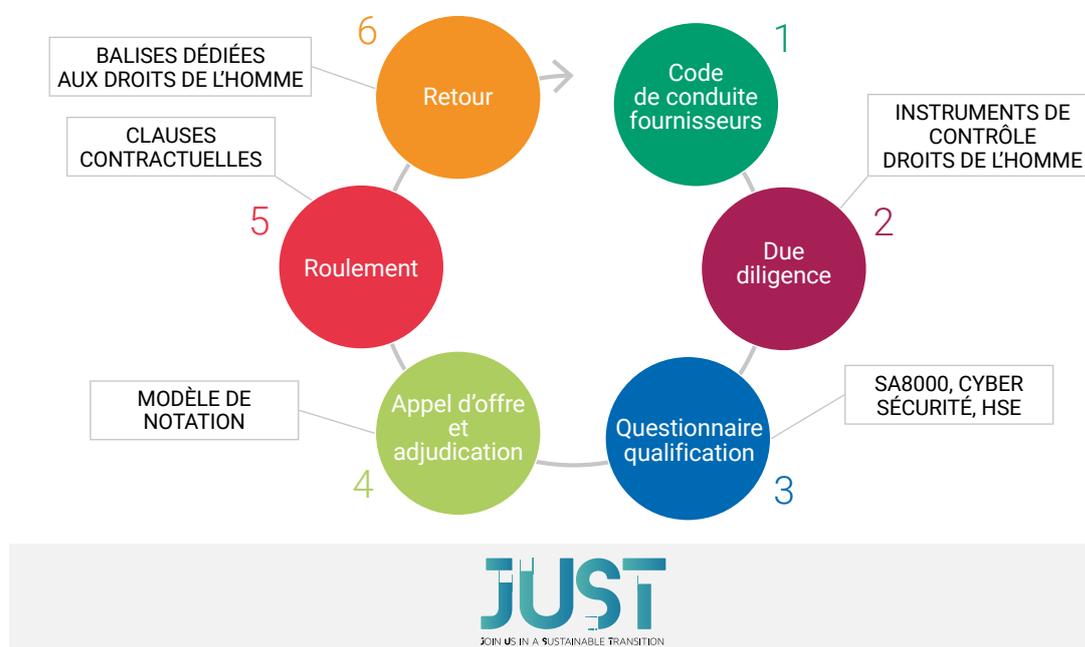


L'atelier de formation sur la sécurité et les Droits de l'Homme qui a eu lieu en 2020 en Angola

La gestion des fournisseurs et des partenaires commerciaux

La promotion et la protection des Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement sont assurées par l'adoption d'une conduite transparente, impartiale, cohérente et non discriminatoire en adoptant un modèle d'évaluation et de contrôle du respect des Droits de l'Homme, développé selon une approche basée sur les risques, afin d'identifier, de prévenir et d'atténuer les risques de violation des règles de protection des Droits de l'Homme tout au long du processus d'approvisionnement. L'approche basée sur le risque permet de segmenter les fournisseurs qualifiés en fonction du risque potentiel lié au pays et au produit. Les fournisseurs évalués dans le domaine des Droits de l'Homme exercent des activités directement liées aux besoins d'Eni, tant industriels que civils. Ce modèle permet également d'appliquer des mesures de contrôle différenciées en fonction du niveau de risque, en utilisant des critères inspirés des normes internationales, comme la norme SA 8000.

Mesures de contrôle visant à garantir le respect des Droits de l'Homme dans le processus d'approvisionnement



1. Code de conduite des fournisseurs : publié en 2020, il énonce les principes contenus dans le code d'Éthique pour les fournisseurs qui sont tenus de le signer pendant la phase d'auto-candidature/qualification ou lors de l'attribution des contrats, en reconnaissant et en protégeant la valeur des personnes et l'interdiction de tout type de discrimination.

2. Due diligence : introduction de chaînes de recherche par mots clés consacrées à d'éventuelles violations des Droits de l'homme dans l'analyse de la réputation des contreparties. Pour soutenir la due diligence en matière de Droits de l'Homme, Eni a mis en place un modèle basé sur le risque pour segmenter les fournisseurs qualifiés en fonction du risque potentiel de violation des Droits de l'Homme, en tenant compte des risques liés au pays et aux activités réalisées.

3. Questionnaire de qualification : vérification du professionnalisme, de la capacité technique et opérationnelle, de la fiabilité éthique, économique et financière, de la santé, de la sécurité, de la protection de l'environnement, du respect des Droits de l'Homme, en remplissant une section spéciale inspirée de la norme SA8000 et de la cybersécurité pour minimiser les risques inhérents au travail avec des tiers.

4. Appel d'offres et adjudication : définition d'éventuelles exigences minimales en matière de protection des Droits de l'Homme nécessaires à l'évaluation des offres (modèle de notation) et à l'adjudication de l'appel d'offres qui en découle. Renforcement des clauses contractuelles pour garantir le respect des Droits de l'Homme, en prévoyant la possibilité de réaliser des audits spécifiques sur les activités du fournisseur.

5. Remise : transmission au gestionnaire du contrat de toutes les informations utiles, y compris l'indication des clauses contractuelles protégeant les Droits de l'Homme, afin de permettre des actions visant à la gestion optimale du contrat également en ce qui concerne la protection des Droits de l'Homme.

6. Retour d'information : si des problèmes critiques apparaissent, la mise en œuvre d'actions d'amélioration est requise ou, si les normes minimales d'acceptabilité ne sont pas respectées, des limitations ou des inhibitions sont imposées par l'appel d'offres. Insertion de balises dédiées dans le système, afin de détecter périodiquement quels rapports ont donné lieu à une mesure sur le fournisseur et pour quelles violations des Droits de l'Homme.

Pour s'assurer que les fournisseurs maintiennent les exigences de qualification au fil du temps, les fournisseurs sont surveillés en permanence et repassent périodiquement par l'ensemble du processus d'évaluation. En 2020, 5655 fournisseurs ont également été audités et évalués sur les questions de durabilité environnementale et sociale. Parmi ceux-ci, 15 % ont présenté des problèmes critiques potentiels et/ou des domaines d'amélioration possibles qui, dans 85 % des cas, n'ont pas compromis la possibilité d'utiliser le fournisseur. D'autres mesures visant à lutter contre les formes modernes d'esclavage et de traite des êtres humains et à empêcher l'exploitation des minerais associés aux violations des Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement sont respectivement examinées dans la « Slavery and Human Trafficking Statement⁹ » et dans la position sur les « Conflict minerals¹⁰ ».

➔ [Pour en savoir plus, voir eni.com](#)

5 655

Fournisseurs audités et l'évaluation sur les questions de la durabilité environnementale et sociale en 2020

Principales initiatives 2020 visant à impliquer les fournisseurs dans le processus de transition énergétique

<p>Initiative JUST</p> <p>➔ Pour en savoir plus, voir eni.com</p>	<p>Initiative visant à impliquer les fournisseurs dans le parcours de transition énergétique équitable et durable d'Eni, en renforçant les aspects de protection de l'environnement, de développement économique et de croissance sociale dans chaque phase du processus d'approvisionnement.</p>
<p>Portail des fournisseurs eniSpace</p> <p>➔ Pour en savoir plus : esupplier.eni.com</p>	<p>Un environnement de collaboration entre Eni et ses fournisseurs actuels et futurs, où ils peuvent se tenir au courant des initiatives commerciales d'Eni, partager des objectifs communs et des bonnes pratiques, stimuler les idées, travailler et se développer ensemble sur la voie de la transition énergétique.</p>
<p>Plate-forme ouverte</p> <p>➔ Pour en savoir plus, voir eni.com</p>	<p>Une plateforme numérique, développée en partenariat avec Google et Boston Consulting Group (BCG), ouverte et dédiée à tous les fournisseurs désireux de s'engager sur la voie d'une transition énergétique équitable et durable, dans le but de partager et d'exploiter les informations, les bonnes pratiques et les modèles de durabilité à travers tout l'écosystème des entreprises, dans un esprit collaboratif et non compétitif, pour une croissance commune sur les quatre piliers de la durabilité (Personnes, Planète, Prospérité et Principes de gouvernance), fondamentaux pour le présent et l'avenir. Cette plateforme est basée sur un modèle de données ESG standard, selon les métriques de base définies dans l'initiative du WEF « Measuring Stakeholder Capitalism », avec une approche simple et flexible adaptée à toutes les réalités présentes dans la chaîne d'approvisionnement énergétique industrielle, des PME aux grands acteurs.</p>

URGENCE SANITAIRE

La résilience de la chaîne d'approvisionnement pendant la crise sanitaire

Avec l'urgence sanitaire, Eni a dû répondre rapidement à un double défi : i) assurer la poursuite des opérations en toute sécurité pour son propre personnel et le personnel contractuel, et ii) assurer la résilience de la chaîne d'approvisionnement pendant la crise sanitaire et économique. Eni a mis en place un groupe de travail pour répondre aux besoins d'approvisionnement interne (par exemple, masques, lunettes de protection, gants, thermoscanners, services pour le retour des expatriés) et pour soutenir le Service national de santé (par exemple, dispositifs et équipements médicaux) dans le cadre du programme plus large lancé pour soutenir le pays (« Eni avec l'Italie »). Des actions supplémentaires ont également été mises en œuvre, telles que : i) l'établissement d'un pont aérien avec la Chine par le biais d'affrètements de fret dédiés à Eni et utilisés pour le transport de masques et de fournitures médicales ; ii) une surveillance constante du marché mondial de l'approvisionnement, qui a été touché par l'urgence et n'est souvent pas en mesure de répondre aux besoins croissants avec la qualité et la rapidité nécessaires, en identifiant plus de 100 entreprises d'intérêt potentiel ; iii) le recours à des fournitures nationales, dès que la production de matériaux produits localement devient disponible, notamment afin de réduire les risques d'approvisionnement et de logistique. Enfin, la réponse d'Eni à la crise a également inclus un soutien à sa chaîne d'approvisionnement avec des actions ciblées telles que : (i) la renégociation des contrats, en assurant une plus grande flexibilité et efficacité et en identifiant des formes contractuelles en mesure de soutenir, si possible, les niveaux d'emploi ; (ii) des mesures visant à protéger les fournisseurs présentant un risque financier plus élevé, par exemple en rééquilibrant les conditions de paiement ; (iii) des stratégies d'appel d'offres favorisant l'ouverture du marché aux petites et moyennes entreprises ou, lorsque cela n'est pas possible, favorisant les coentreprises entre petites/moyennes entreprises.

Eni a mis en place un groupe de travail pour répondre aux besoins internes en matière d'approvisionnement et pour soutenir le service de santé national

9) Conformément à la loi anglaise de 2015 sur l'esclavage moderne et, à partir de cette année, à la loi australienne Commonwealth Modern Slavery Act 2018.
10) Conformément aux règles de la US SEC.

Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale



Parce que c'est important pour Eni

L'amélioration de la gouvernance et de la transparence de l'industrie extractive est essentielle pour promouvoir la bonne utilisation des ressources et prévenir les phénomènes de corruption. Le rejet de la corruption est en effet l'un des principes éthiques fondamentaux du Code d'Éthique d'Eni depuis 1998, et c'est pourquoi Eni a adopté un système articulé de règles et de contrôles visant à prévenir les infractions de corruption (le Programme de conformité anticorruption).

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Management System Guideline « Anticorruption » ; Politique « Nos partenaires de la chaîne de valeur » ; Lignes directrices en matière de fiscalité (Tax Strategy) ; Position d'Eni sur la transparence contractuelle ; Code d'Éthique

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Modèle 231 ; Programme de conformité anticorruption d'Eni SpA, certifié conformément à la norme ISO 37001:2016 ; Unité anticorruption située dans la fonction « Conformité intégrée » et relevant directement de l'AD ; participation d'Eni aux activités du groupe multipartite local de l'EITI.

PROGRÈS 2020

OBJECTIF À COURT TERME (2021)

OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)

OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE)

Participation aux travaux du Board Meeting et aux consultations organisées par le Supporting Companies Constituency.

Organisation de formations/ plans de formation pour les filiales dans les pays récents et/ou à venir.

Renforcer l'interaction et l'engagement avec le secrétariat international, le conseil d'administration et les comités de travail de l'ITIE.

Reconnaissance d'Eni comme une meilleure pratique en matière de transparence fiscale avec la publication volontaire du rapport pays par pays.

Soutenir les filiales des pays d'adhésion sur des questions spécifiques émergentes.

Promotion du rôle actif des filiales dans la mise en œuvre de l'ITIE dans les pays adhérents et participation aux initiatives prises au niveau local dans les nouveaux ou éventuels pays adhérents.

PROGRAMME DE CONFORMITÉ ANTICORRUPTION

Confirmation de la certification ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption ».

Mise à jour de la MSG Anticorruption ; Réussite de l'audit de surveillance requis pour garder la certification ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption »

Mise à jour et amélioration continue du programme de conformité anticorruption ; maintien de la certification ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption »

FORMATION ANTICORRUPTION

Déploiement de la méthodologie de segmentation des personnes d'Eni sur la base du risque de corruption

Mise à jour du cours de formation de base en ligne sur la lutte contre la corruption qui alimentera le nouveau code d'Éthique en ligne et sa diffusion.

Tenue du cours de formation de base en ligne sur la lutte contre la corruption qui sera inclus dans le nouveau code d'Éthique en ligne dont l'utilisation sera obligatoire pour tout le personnel d'Eni.

Afin d'améliorer la gouvernance et la transparence des industries extractives et de contribuer à la sensibilisation des communautés locales – en incitant les gouvernements à publier des informations plus complètes sur les paiements, les investissements et les revenus générés par les activités pétrolières et gazières – Eni soutient l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives), une initiative mondiale multipartite qui encourage l'utilisation responsable et transparente des ressources financières générées par les industries extractives, et publie des rapports spécifiques sur la divulgation des paiements aux gouvernements, des bénéficiaires et des impôts. En outre, conformément à l'obligation d'information sur la « beneficial ownership », Eni publie la structure de son entreprise dans le rapport financier annuel.

Adhésion à Initiative pour la transparence dans les industries extractives depuis 2005	<p>Dans le cadre de son engagement envers l'ITIE, Eni suit les activités menées au niveau international, et dans les pays membres, contribue annuellement à la préparation des rapports ; en outre, en tant que membre, elle participe aux activités des groupes multipartites au Congo, au Ghana, au Timor Leste et au Royaume-Uni. Au Kazakhstan, en Indonésie, au Mozambique, au Nigeria et au Mexique, les filiales d'Eni sont en contact avec les groupes multipartites locaux de l'ITIE par le biais des associations professionnelles présentes dans les pays.</p> <p>Pour en savoir plus : eiti.org</p>
Rapport sur les paiements aux gouvernements	<p>Publication annuelle du « Rapport sur les paiements aux gouvernements » en conformité avec les exigences de déclaration introduites par la directive européenne 2013/34 (directive comptable) et en accord avec la norme ITIE ;</p>
Country-by-Country Report (CbC)	<p>Rédaction du rapport annuel conformément à la loi italienne n°208/2015, dans le respect de l'Action 13 du projet de l'OCDE et soutenue par le G20 pour lutter contre l'« érosion de la base imposable et le transfert des profits » des multinationales. Le CbC contient des données sur les chiffres d'affaires, les bénéficiaires et les impôts agrégés par rapport aux juridictions dans lesquelles Eni opère, ce qui constitue une obligation d'information envers les autorités fiscales italiennes. Bien qu'il n'y ait aucune obligation de divulguer ces informations au marché et au public, afin de maximiser sa transparence dans le domaine fiscal, Eni publie le rapport CbC chaque année. La publication de ce rapport a été reconnue comme une bonne pratique par l'ITIE elle-même.</p> <p>Pour en savoir plus : eiti.org</p>
Stratégie fiscale	<p>Élaboration des Lignes directrices en matière fiscale (Tax strategy) qui définissent les engagements poursuivis par Eni du point de vue de la fiscalité, approuvées par le Conseil d'Administration et disponibles sur eni.com. La stratégie fiscale se fonde sur les principes de transparence, d'honnêteté, d'équité et de bonne foi prévus par le Code d'Éthique et les « Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales » et a pour objectif premier le paiement des impôts dans les différents pays d'activité, sachant qu'elle peut contribuer de manière significative aux recettes fiscales des États, en soutenant le développement économique et social local.</p> <p>Pour en savoir plus : eni.com</p>
Consultation de la US SEC	<p>Eni a participé à la consultation de la SEC (Securities and Exchange Commission) sur la proposition de règle d'application de la section 1504 de la loi Dodd-Frank portant sur la divulgation des paiements aux gouvernements, s'exprimant en faveur de l'alignement des normes réglementaires sur la transparence et de la garantie de « level playing field ».</p>



La position d'Eni sur la transparence contractuelle

La nouvelle norme ITIE, lancée en 2019, a introduit des changements importants sur le thème des comptes rendus et, en particulier, de la transparence des contrats ; selon la norme, tous les pays membres de l'ITIE seront tenus de « divulguer publiquement les contrats et licences accordés, conclus ou modifiés à partir du 1^{er} janvier 2021 ».

L'objectif de cette nouvelle exigence est de contribuer à une plus grande transparence dans la gestion des ressources naturelles et de renforcer la confiance des communautés, des parties prenantes et des investisseurs dans les gouvernements et les entreprises en permettant à la société civile de suivre et de surveiller les termes de ces accords, les revenus attendus et les obligations socio-environnementales qui y sont liées.

Eni, conformément à son engagement en faveur de la transparence et de sa participation à l'initiative multipartite ITIE en tant qu'entreprise de soutien, a exprimé sa position en faveur de la transparence contractuelle, en encourageant les gouvernements à se conformer à la nouvelle norme sur la publication des contrats et en exprimant son soutien aux mécanismes et aux initiatives qui seront lancés par les pays pour promouvoir la transparence dans ce domaine.

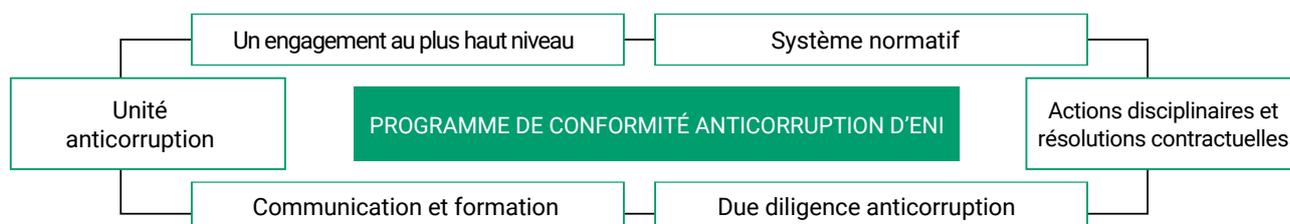
[Pour en savoir plus, voir eni.com](http://eni.com)

Eni a exprimé sa position en faveur de la transparence contractuelle

Le programme de conformité anticorruption d'Eni SpA est certifié ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption » depuis 2017

Programme de conformité à la lutte contre la corruption d'Eni

Conformément au principe de « tolérance zéro » exprimé dans le code d'Ethique, Eni a adopté un système complexe de règles et de contrôles visant à prévenir les infractions de corruption : le programme de conformité à la lutte contre la corruption. Le programme de conformité anticorruption, élaboré conformément aux dispositions anticorruption en vigueur et aux conventions internationales, notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption, la loi Foreign Corrupt Practices Act et la loi britannique Bribery Act, se caractérise par son dynamisme et son attention constante à l'évolution du cadre réglementaire national et international et des bonnes pratiques. Les principales réglementations internes sont représentées par les lignes directrices du système de gestion anticorruption et par d'autres outils normatifs détaillés qui constituent le cadre de référence pour l'identification des activités à risque et les outils de contrôle qu'Eni met à la disposition du personnel pour prévenir et contrer le risque de corruption. Toutes les filiales, en Italie et à l'étranger, adoptent, par résolution de leur Conseil d'Administration, tous les outils normatifs anticorruption émis par Eni SpA. En outre, les sociétés et entités dans lesquelles elle détient une participation sans contrôle sont encouragées à se conformer aux normes anticorruption d'Eni en adoptant et en maintenant un système de contrôle interne adéquat conforme aux exigences des lois pertinentes. La mise en œuvre du Programme de conformité anticorruption est garantie, depuis 2010, par une structure organisationnelle dédiée (unité Anticorruption) qui fournit une assistance anticorruption spécialisée en relation avec les activités d'Eni SpA et de ses filiales, avec une référence particulière à l'évaluation de la fiabilité des contreparties potentielles à risque (« due diligence raisonnable anticorruption »), à la gestion de tout problème critique/drapeau rouge relevé et au développement des dispositions contractuelles pertinentes. En particulier, des clauses anticorruption spécifiques sont proposées dans les contrats avec les contreparties, qui comprennent également un engagement à examiner et à respecter les principes contenus dans le corpus normatif d'Eni. Les principales activités de lutte contre la corruption et les informations sur les outils normatifs anticorruption pertinents émis ou mis à jour au cours de la période de référence font l'objet de rapports périodiques adressés aux organes de contrôle et au Chief Financial Officer d'Eni.



Formation à la lutte contre la corruption :

Les activités de formation contre la corruption constituent un autre pilier du programme :

- cours à distance, cours en ligne pour l'ensemble de la population de l'entreprise ;
- ateliers généraux, sessions de formation interactives visant les ressources à risque de corruption moyen/élevé ;
- formation spécifique à l'emploi, sessions de formation généralement organisées dans le cadre d'ateliers généraux et destinées aux secteurs professionnels présentant un risque spécifique de corruption.

Afin d'optimiser l'identification des bénéficiaires des initiatives de formation, une méthodologie a été définie pour la segmentation systématique du personnel d'Eni sur la base du niveau de risque de corruption selon des facteurs de risque spécifiques tels que le pays, la qualification, la famille professionnelle. En outre, les activités d'information et de mise à jour périodiques se sont poursuivies par la préparation de courtes fiches d'information sur la conformité, y compris sur les questions de lutte contre la corruption. En raison de l'urgence, les événements de formation de 2020 ont été réalisés en mode à distance avec la poursuite des activités d'information et de mise à jour périodiques sur les questions de conformité et de lutte contre la corruption. En 2020, à l'occasion de l'installation du nouveau Conseil d'administration d'Eni, les éléments clés du programme de conformité anticorruption ont été illustrés à des fins de formation, notamment en termes de cohérence avec

904

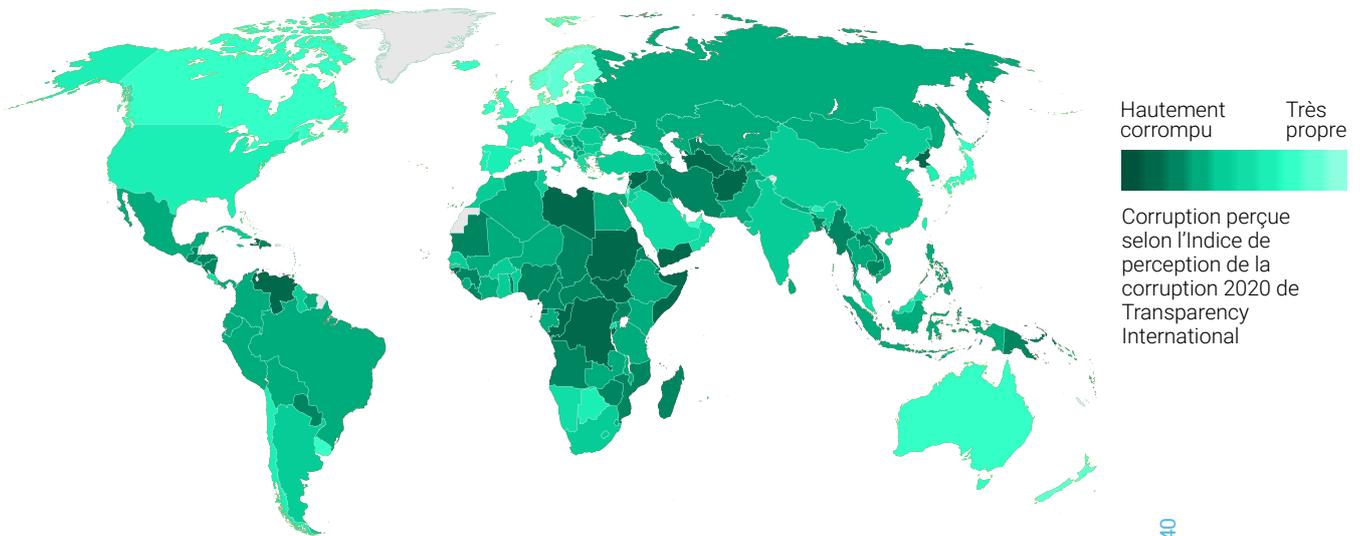
Participants à l'atelier général

568

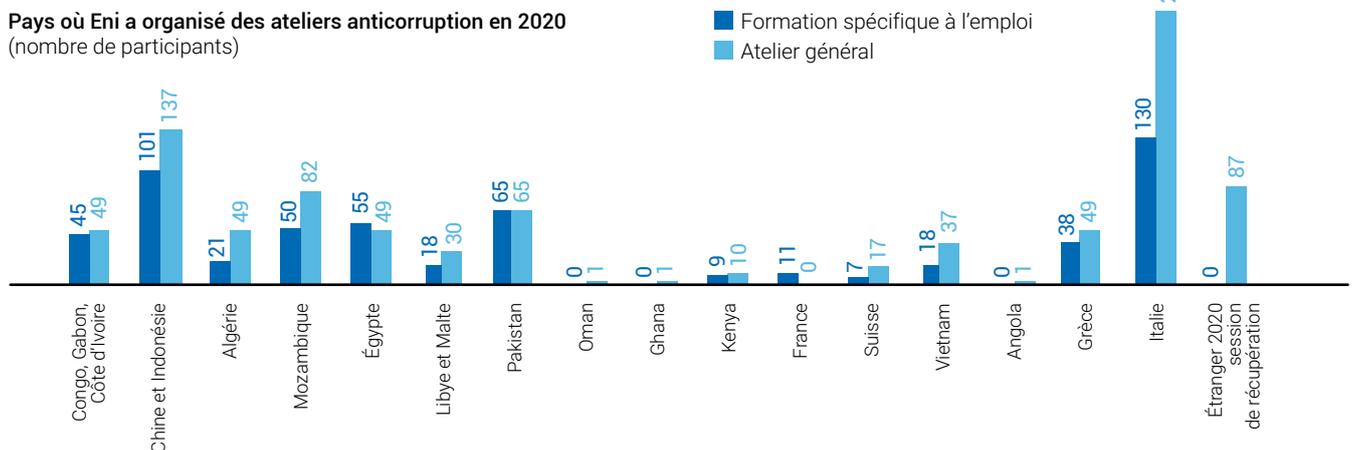
Participants à la formation spécifique à l'emploi

les bonnes pratiques internationales. En outre, le programme de formation anticorruption s'est poursuivi pour certaines catégories de tiers d'Eni afin de les sensibiliser à la manière de reconnaître un comportement corrompu et de prévenir les violations des lois anticorruption dans le cadre de leurs activités professionnelles. L'expérience d'Eni dans le domaine de la lutte contre la corruption mûrit également à travers la participation à des événements et des groupes de travail internationaux qui représentent un outil de croissance, de promotion et de diffusion de ses valeurs. À cet égard, il convient de mentionner la participation d'Eni à l'initiative « Partnering Against Corruption » et à l'O&G ABC Compliance Attorney Group (un groupe de discussion sur les questions de lutte contre la corruption dans le secteur Oil & Gas).

Indice de perception de la corruption 2020



Pays où Eni a organisé des ateliers anticorruption en 2020 (nombre de participants)



Gestion des signalements

En outre, depuis 2006, Eni a adopté un règlement interne aligné sur les bonnes pratiques nationales et internationales ainsi que sur la législation italienne en la matière (loi 179/2017), qui régit le processus de réception, d'analyse et de traitement des signalements (dits whistleblowing) reçus, notamment sous forme confidentielle ou anonyme, par Eni et ses filiales en Italie et à l'étranger. Ce règlement permet aux employés et aux tiers de signaler des faits relatifs au Système de contrôle interne et de gestion des risques concernant des comportements en violation du Code d'Éthique, des lois, des règlements, des mesures prises par les autorités, des règlements internes, du Modèle 231 ou des modèles de conformité pour les filiales étrangères, qui peuvent causer des dommages ou des préjudices, ne serait-ce qu'en termes d'image, à Eni. À cet égard, des canaux d'information dédiés et facilement accessibles ont été mis en place et sont disponibles sur le site web eni.com.

74

Dossiers de signalement ouverts en 2020

22

Dossiers pour lesquels les vérifications ont confirmé au moins en partie le contenu des rapports et les actions correctives appropriées ont été prises

Partenariats pour le développement

Eni en tant qu'acteur du développement local	74
Accès à l'énergie	78
Partenariat pour le développement	80
Programme de développement local	84
Outils et méthodologies pour le développement local	94

L'apparition de l'urgence sanitaire a déclenché une crise sans précédent en affectant de manière plus dure les parties les plus pauvres et les plus vulnérables du monde et en entravant les progrès vers les ODD.

En 2020, Eni a renforcé sa contribution à une transition énergétique équitable qui associe la nécessité de réduire l'empreinte carbone et le besoin de développement communautaire en valorisant les ressources des pays où elle est présente, en allouant la production de gaz au marché local, en favorisant l'accès à l'énergie et en soutenant la définition de programmes de développement local (Local Development Programme, PDL).

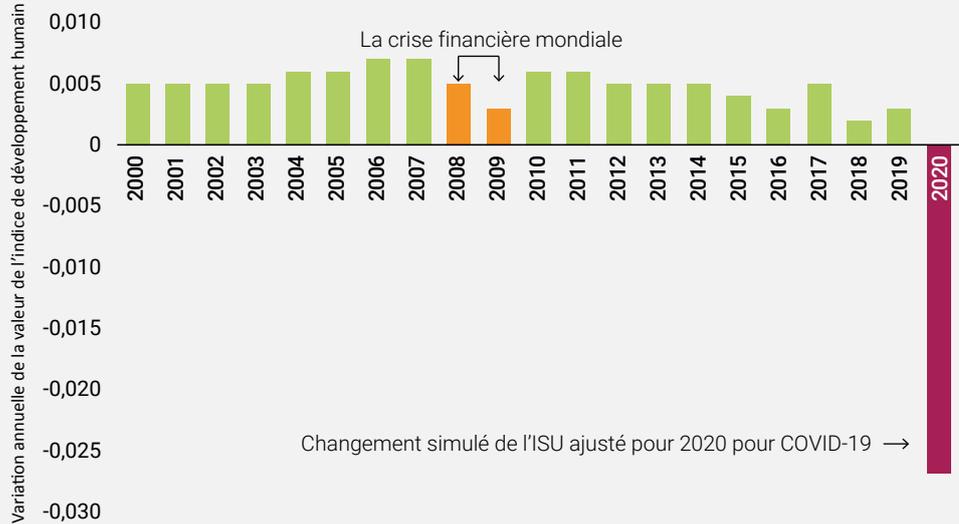
Pour faire face à l'urgence sanitaire, Eni a pris des mesures immédiates, en collaboration avec les autorités locales, pour réorienter les projets de développement sur les territoires afin de mieux répondre aux besoins fondamentaux des populations les plus vulnérables.

Afin de relever les défis du développement, les partenariats avec les agences et organisations internationales de coopération au développement sont devenus de plus en plus importants car ils représentent un levier efficace pour mobiliser des ressources non exclusivement économiques et contribuer au développement des pays.

CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Le choc sans précédent de la pandémie de COVID-19 sur le développement humain

En 2020, la valeur de l'indice de développement humain - IDH (en anglais : HDI, Human Development Index) pourrait avoir subi le pire revers en une génération en raison de l'urgence COVID-19 : c'est comme si les progrès réalisés en six ans avaient été annulés en un an. L'IDH est une mesure synthétique qui résume les normes atteintes par les pays dans trois dimensions clés du développement humain : la capacité de vivre longtemps et en bonne santé, le niveau d'instruction et un niveau de vie digne. L'IDH est la moyenne géométrique des indices normalisés pour chacune des trois dimensions.



Source : The 2020 Human Development Report, UNDP

Impact de COVID-19 sur la pauvreté multidimensionnelle

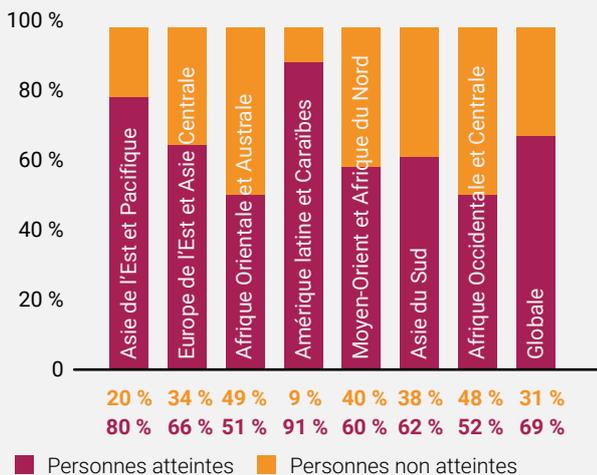
Recul sur 8-10 ans

Recul potentiel des progrès réalisés par 70 pays en matière de réduction de la pauvreté.

L'OPHI a développé des simulations basées sur différents scénarios des impacts possibles de la pandémie COVID-19 par rapport à l'indice de pauvreté globale multidimensionnelle (IMP), une mesure de la pauvreté aiguë dans plus de 100 pays en développement. Cette mesure est complémentaire aux mesures traditionnelles de la pauvreté monétaire et repose sur l'identification de privations graves et simultanées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie.

Source : Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) et Bureau du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

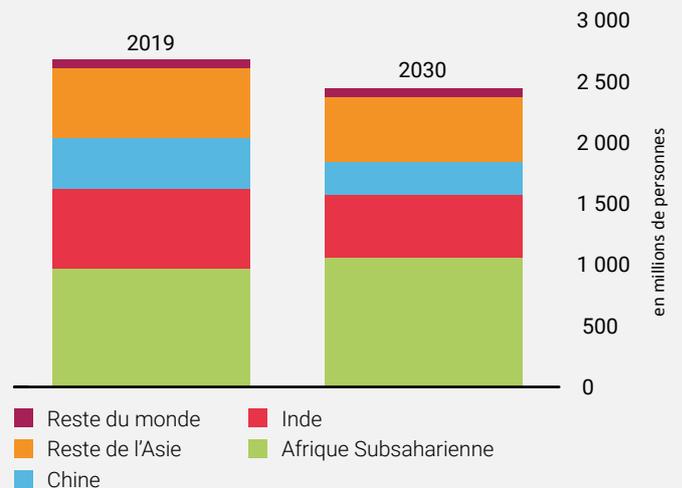
La portée potentielle de l'apprentissage à distance



Le graphique représente le pourcentage d'étudiants potentiellement atteints/non atteints par les politiques d'apprentissage numérique à distance, par région (du pré-primaire au secondaire supérieur). Au moins 463 millions d'élèves – soit 31 % – ne peuvent être atteints par les programmes d'enseignement numérique à distance mis en place pour lutter contre les fermetures d'écoles.

Source : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « COVID-19 : les enfants peuvent-ils continuer à apprendre pendant la fermeture des écoles ? Une analyse mondiale de la portée potentielle des politiques d'apprentissage à distance à l'aide de données provenant de 100 pays. » UNICEF, New York, 2020.

Personnes n'ayant pas accès à une cuisine propre



Dans le scénario des politiques établies (STEPS), nous constatons un ralentissement des progrès en 2020 et 2021. Ce qui signifie que d'ici 2030, environ 2,4 milliards de personnes n'auront pas accès à une cuisine propre, soit environ 60 millions de plus que l'année précédente. L'Afrique Subsaharienne, en particulier, verrait la situation s'aggraver, avec 1,1 milliard de personnes n'ayant pas accès à une cuisine propre.

Source : AIE (2020) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

Eni en tant qu'acteur du développement local



Parce que c'est important pour Eni

L'élément distinctif du modèle de coopération d'Eni dans les pays où elle opère, en particulier dans les pays non membres de l'OCDE, est l'application de la stratégie du « double drapeau ». Cette approche s'exprime par une interaction continue avec les institutions et les acteurs locaux afin d'identifier les actions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés et jeter les bases de nouvelles opportunités de croissance pour le pays et pour les activités d'Eni. Grâce à la définition de Programmes de Développement Local spécifiques, Eni investit dans des initiatives pour l'accès à l'énergie, la diversification économique, la formation, la santé des communautés, l'accès à l'eau et aux services hygiéniques, et la protection du territoire, en accord avec les orientations stratégiques de développement nationales ou régionales du pays, conformément à l'Agenda 2030 des Nations Unies et aux Contributions Prévues Déterminées au niveau National (CPDN). Les stratégies de développement dans les pays sont renforcées par le lancement de partenariats public-privé avec des acteurs engagés sur le territoire et reconnus au niveau mondial qui, en mettant en commun des ressources non seulement économiques mais aussi en termes de savoir-faire et d'expérience, contribuent à l'amélioration des initiatives identifiées et à la réalisation des ODD.

POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS NORMATIFS

Politique « Le Développement Durable » ; « Peuple autochtone d'Alaska » ; Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme ; Code d'Ethique.

MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Présence de personnes contact en matière de durabilité au niveau local, afin de définir des programmes de développement pour les communautés locales en accord avec les plans de développement nationaux, en plus des processus d'entreprise ; Application du processus ESHIA dans tous les projets d'entreprise ; Plateforme Stakeholder Management System pour la gestion et le suivi des relations avec les parties prenantes locales ; Processus de gestion de la durabilité dans le cycle d'activité et les spécifications de projet selon les méthodologies internationales (par exemple le Cadre Logique).

PROGRÈS 2020	OBJECTIF À COURT TERME (2021)	OBJECTIFS À MOYEN TERME (2022-2024)	OBJECTIFS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)
PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL			
Accès à l'énergie : 9 445 ménages accèdent à une technologie de cuisine propre. Éducation : 4 526 élèves fréquentant des écoles rénovées et dotées de meilleurs services par Eni	Accès à l'énergie : 4 100 ménages accèdent à une technologie de cuisine propre. Éducation : 6 180 élèves fréquentant des écoles rénovées et dotées de meilleurs services par Eni	Accès à l'énergie : 11 300 ménages accèdent à une technologie de cuisine propre. Éducation : 61 125 élèves fréquentant des écoles rénovées et dotées de meilleurs services par Eni	Accès à l'énergie : Garantir l'accès des communautés locales à l'énergie moderne, en particulier à la cuisine propre. Éducation : Garantir l'accès à une éducation de qualité et inclusive pour les étudiants des communautés locales.
DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS			
Définition d'une nouvelle méthodologie Human Right Risk Analysis à appliquer aux projets industriels.	Réalisation de deux projets pilotes pour l'application de la nouvelle méthodologie.	Mise en œuvre complète de la nouvelle méthodologie dans les projets d'intérêt.	
INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL			
96,1 millions d'euros investis en 2020 pour le développement local.	109,4 millions d'euros d'investissements pour le développement local.	243,9 millions d'euros d'investissements pour le développement local.	Contribuer à promouvoir des interventions de développement pour les communautés locales.

La durabilité intégrée dans l'entreprise

Depuis la première entrée dans un pays ou un nouveau territoire jusqu'à la phase d'abandon, Eni adopte des outils et des méthodologies conformes aux principales normes internationales, garantissant une plus grande efficacité et une approche décisionnelle systématique afin de contribuer au développement des pays hôtes, conformément aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette approche améliore la durabilité des activités industrielles tout au long du cycle économique. L'analyse du contexte socio-économique, qui accompagne de plus en plus en profondeur les phases de planification des activités, permet à Eni de connaître les besoins locaux et donc de définir les domaines d'intervention prioritaires. Ces priorités sont traduites en objectifs dans le plan stratégique quadriennal, visant à contribuer à la réalisation des ODD, notamment par l'application des principes suivants :

1. **la connaissance du contexte du pays** du point de vue socio-économique, environnemental et culturel, par l'utilisation d'instruments reconnus au niveau international et appliqués au niveau sous-national, comme l'indice multidimensionnel de pauvreté (IMP) global¹¹;
2. **des relations constantes et bidirectionnelles avec les acteurs locaux**, directement et/ou indirectement impliqués, afin d'analyser leurs demandes (et/ou leurs éventuels griefs), de comprendre les besoins locaux et de consolider la confiance mutuelle ; [voir page 84](#)
3. **l'évaluation et l'atténuation des impacts potentiels des activités des entreprises afin d'identifier les** points critiques, les opportunités, les risques d'un point de vue socio-économique et environnemental, y compris le respect et la promotion des Droits de l'Homme ;
4. **la définition et la mise en œuvre de programmes de développement local** (Local Development Programme) en accord avec les plans de développement par pays, l'Agenda 2030 et la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) et l'analyse des besoins locaux ; [voir page 84](#)
5. l'évaluation et la mesure du développement local généré (« learn and adapt ») par l'utilisation d'outils et de méthodologies aussi bien reconnus au niveau international et adoptés par Eni, comme l'Approche du Cadre Logique, la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et la gestion du cycle de projet, que développés par Eni en collaboration avec des institutions universitaires comme Eni Impact Tool et Eni Local Content Evaluation. [voir page 94](#)

Cette approche repose sur la collaboration avec des institutions, agences de coopération et parties prenantes locales afin d'identifier les interventions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés conformément aux Plans Nationaux de Développement (PND) et à l'Agenda 2030 des Nations Unies. [voir page 80](#)

L'approche orientée sur le développement des pays où Eni est présente répond aux besoins des communautés conformément aux plans nationaux de développement et à l'Agenda 2030 des Nations Unies

Connaissance des aspects socio-économiques, environnementaux et culturels des Pays où Eni est présente

1

Relations avec les parties prenantes et cartographie des demandes et des réclamations

2

Évaluation des impacts pour identifier les opportunités et les risques de développement local

3

Définition de programmes de développement local

4

Évaluation et mesure du développement local généré

5

APPRENDRE ET S'ADAPTER

PRÉ-ACQUISITION

ACQUISITION

EXPLORATION

DÉVELOPPEMENT

PRODUCTION

CESSION

11) L'indice IMP mesure la pauvreté multidimensionnelle dans plus de 100 pays en développement, en mesurant les privations aiguës en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. Source : Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), et United Nations Development Programme (UNDP) Human Development Report Office.

L'intégration des Objectifs de Développement Durable dans la planification et les stratégies

Les questions liées aux Objectifs de Développement Durable (ODD) prennent de plus en plus d'importance, notamment lors de l'approbation d'un investissement. En 2020, Eni s'est fixé pour objectif de systématiser les informations qualitatives et quantitatives en matière d'ODD, afin d'intégrer ces aspects dans ses processus de planification, de suivi et de compte rendu. L'analyse s'est concentrée sur un échantillon d'investissements en amont : le projet Area 1 (Mexique), à titre d'exemple, où Eni est l'opérateur, et le projet Dalma (Émirats Arabes Unis), où Eni est présente dans la coentreprise en tant que non-opérateur.



Une étude pilote a été réalisée en 2020 pour systématiser les informations qualitatives et quantitatives sur les ODD dans le cadre du projet Area 1 au Mexique

Application de l'analyse au projet Area 1 au Mexique

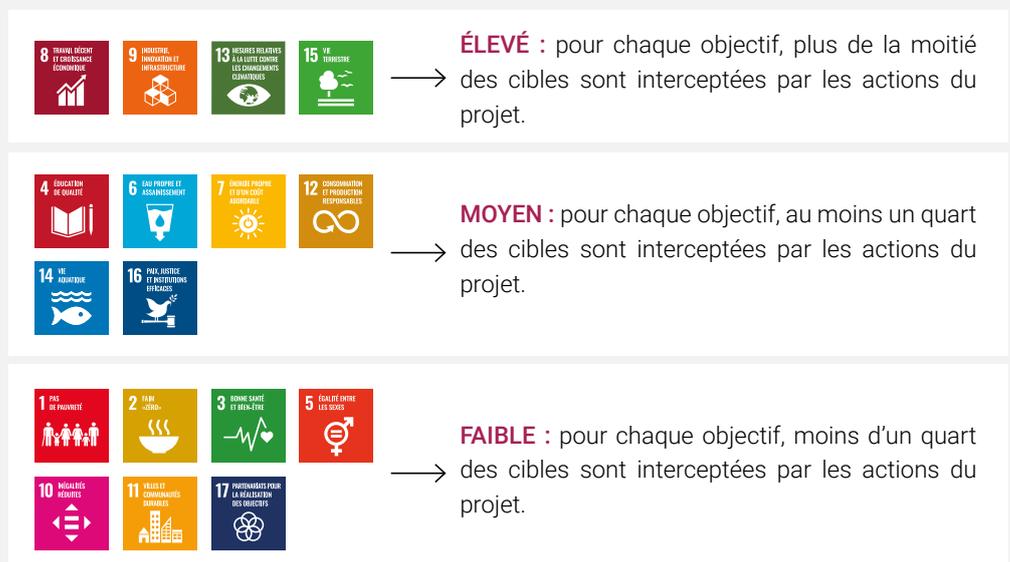
CONTEXTE

Eni détient une participation de 100 % dans la licence Area 1 (67 km²), dans le Golfe du Mexique, à 200 km à l'ouest de Ciudad del Carmen, où le développement des champs Amoca, Miztón et Tecoailli est en cours. Le plan de développement prévoit un total de 2,1 milliards de barils équivalent pétrole. En 2019, Eni a lancé la phase de production précoce du champ de Miztón et en 2022, la phase de pleine production devrait commencer, avec l'installation de la première plateforme du champ d'Amoca et d'une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO, Floating, Production, Storage and Offloading) d'une capacité de traitement de 90 000 barils équivalent pétrole par jour. Le gaz naturel associé est exporté à terre et vendu sur le marché local, ce qui contribue à soutenir le développement économique de la région.

PROJET ET RÉSULTATS

Le projet Area 1 a été analysé en considérant dans une première phase la documentation préparatoire à l'évaluation finale de l'investissement, afin d'identifier les éléments du projet associés aux objectifs de l'Agenda 2030 et les métriques quantitatives respectives. À partir de ces résultats, un questionnaire a ensuite été développé et partagé avec la filiale au Mexique, afin d'approfondir les actions du projet et les indicateurs disponibles pour leur mesure, en relation avec les indicateurs contextuels de l'Agenda. En partant des 169 cibles, l'analyse a permis de définir les Objectifs de Développement Durable (ODD) que le projet est le plus à même d'intercepter.

Suivi des questions relatives aux ODD



Gestion des urgences sanitaires dans les communautés locales

Depuis le début de la pandémie, Eni a encore renforcé ses contacts avec les gouvernements nationaux pour suivre et analyser la situation sanitaire des communautés locales, comprendre leurs besoins réels et activer des interventions dans les domaines des soins de santé, de la protection sociale, de l'accès à l'eau et à l'hygiène, de la prévention et de l'éducation. En 2020, Eni a en effet mis en œuvre de nombreuses initiatives en Afrique, en Asie et en Amérique, ciblant les groupes vulnérables pour répondre à la propagation rapide de la pandémie, en soutenant les autorités locales. En particulier, les infrastructures de santé et les services d'urgence ont été améliorés, avec la fourniture de ventilateurs et de respirateurs, de matériel de soins intensifs et d'autres équipements médicaux, ainsi que d'équipements de protection individuelle.

Parmi les autres initiatives, citons les campagnes de sensibilisation visant à prévenir la propagation du virus, la création de points d'accès et de distribution d'eau sûre équipés de savon pour le lavage des mains, la mise en œuvre de mesures de protection sociale et d'assistance alimentaire telles que la distribution de repas aux familles, aux groupes vulnérables et aux cantines scolaires, et le soutien au système éducatif avec la création d'espaces d'apprentissage généralisés et la distribution de matériel pédagogique.

➔ [Pour en savoir plus, voir eni.com](#)

Environ **9 millions**
d'euros

Pour soutenir les initiatives communautaires en réponse à l'urgence sanitaire de Covid-19

Algérie	Soutien aux autorités sanitaires locales par la distribution de matériel médical pour les soins intensifs dans le gouvernorat de Ouargla.
Angola	Soutien aux autorités sanitaires locales par la fourniture de ventilateurs et de nourriture aux refuges pour sans-abri ; campagnes de sensibilisation pour prévenir la propagation du virus.
Congo	Soutien aux autorités sanitaires locales par la fourniture de ventilateurs, de consommables médicaux et de bons d'essence ; campagnes de sensibilisation visant à prévenir la propagation du virus par la distribution de dépliants et de désinfectants.
Ghana	Soutien aux autorités sanitaires locales par la fourniture de ventilateurs, de consommables et autres fournitures médicales ; campagnes de sensibilisation visant à prévenir la propagation du virus par la distribution de dépliants et de désinfectants.
Indonésie	Soutien à la communauté locale par le biais de dons d'EPI.
Italie	Soutien à plusieurs hôpitaux dans le cadre du programme Eni pour l'Italie. ➔ voir pages 10-11
Irak	Soutien aux autorités sanitaires locales par la fourniture d'EPI, de colis alimentaires et d'ordinateurs pour les étudiants universitaires en formation à distance.
Kazakhstan	Soutien aux autorités sanitaires locales par le biais de dons de ventilateurs, de consommables et autres fournitures médicales.
Libye	Soutien aux autorités sanitaires locales par la fourniture d'équipements médicaux, notamment des respirateurs, des outils de diagnostic, des PRC et des consommables à l'hôpital de Zuwara ainsi que des EPI.
Mexique	Soutien aux autorités sanitaires de l'État de Tabasco par le don de ventilateurs ; distribution de kits contenant des aides alimentaires et des produits d'entretien aux familles ; campagnes de sensibilisation pour prévenir la propagation du virus.
Mozambique	Soutien aux autorités sanitaires locales par le don de ventilateurs, d'ambulance et d'EPI ; campagnes de sensibilisation pour prévenir la propagation du virus ; distribution d'eau sûre et de savon pour le lavage des mains ; assistance alimentaire par la distribution de repas pour les familles vulnérables.
Myanmar	Soutien au ministère de la santé de Magway par le don de ventilateurs et d'EPI.
Nigeria	Soutien des initiatives mises en œuvre par le gouvernement local à travers l'amélioration des infrastructures sanitaires et des services d'urgence et par le don d'équipements médicaux.
Tunisie	Soutien aux autorités sanitaires locales par la fourniture de respirateurs, d'équipements médicaux et de colis alimentaires au niveau communautaire.
Vietnam	Soutien des initiatives mises en œuvre par le gouvernement local par le biais de don de ventilateurs.

Accès à l'énergie



Dans sa mission, Eni a réaffirmé son engagement à promouvoir l'accès à l'énergie de manière efficace et durable pour tous

En 2020, 98 % de l'énergie thermique du Ghana était produite par le gaz, dont plus de 50 % provenait du projet OCTP, dont Eni est l'opérateur

La lutte contre la pauvreté énergétique est la première étape vers la satisfaction des besoins fondamentaux liés à l'éducation, à la santé et à la diversification économique. Garantir un accès universel à l'énergie de manière efficace et durable est le principal défi du secteur de l'énergie dans le processus de transition vers un avenir à faible émission de carbone. Eni contribue à ce défi en construisant des infrastructures gazières qui font partie intégrante de son modèle d'activité, en développant des initiatives visant à améliorer l'accès à des systèmes de cuisson modernes et en mettant en œuvre des projets d'énergie renouvelable et hors réseau. Les projets de cuisine propre permettent également de lutter contre l'exposition aux fumées toxiques et de réduire l'exploitation des forêts.

Construction d'infrastructures de production et de transport de gaz

Eni investit dans la construction d'infrastructures pour la production et le transport de gaz, tant pour l'exportation que pour la consommation locale. Au Ghana, Eni est opérateur de l'Offshore Cape Three Points (OCTP), le seul projet de gaz non associé destiné au marché domestique en Afrique Subsaharienne, qui alimente depuis 2018 les centrales électriques du pays. En outre, Eni a achevé en 2020 le projet d'interconnexion Takoradi-Tema (TTIP)¹², grâce auquel elle transporte du gaz de la région occidentale vers la partie orientale du pays, tout en continuant à transporter du gaz du Nigeria vers le Bénin, le Togo et le Ghana. Ces projets répondent à la demande croissante d'énergie du Ghana et renforcent l'engagement d'Eni à favoriser l'emploi, la formation locale et l'approvisionnement en biens et services auprès de fournisseurs locaux. En Libye, en 2020, Eni a mené une série d'initiatives, en coordination avec la Compagnie générale libyenne d'électricité (GECOL), pour renforcer les secteurs de la production et de la transmission d'électricité¹³. En outre, Eni continue de fournir la quasi-totalité du gaz nécessaire à l'alimentation de ses centrales électriques et étudie le développement d'une nouvelle centrale, ainsi que d'une centrale photovoltaïque pilote dans le Nord-Ouest du pays. En Égypte, grâce à la découverte des champs de Zohr et de Nooros, Eni a apporté une contribution fondamentale à l'atteinte de l'indépendance énergétique. En Irak, la phase de démarrage de la centrale électrique de Zubair se poursuit. La centrale est équipée de 4 turbines à gaz, en mesure de générer jusqu'à 520 MW d'énergie et représente un soutien important au réseau électrique national. En 2020, Eni a fourni aux marchés locaux 71 % du gaz produit dans les gisements où elle opère, pour un montant d'environ 57 milliards de Sm³, en baisse par rapport à l'année dernière en raison de la baisse de la demande de gaz, principalement en Égypte, due à l'urgence sanitaire en cours. En particulier, dans 12 pays, elle a alloué 100 % du gaz produit au marché intérieur.

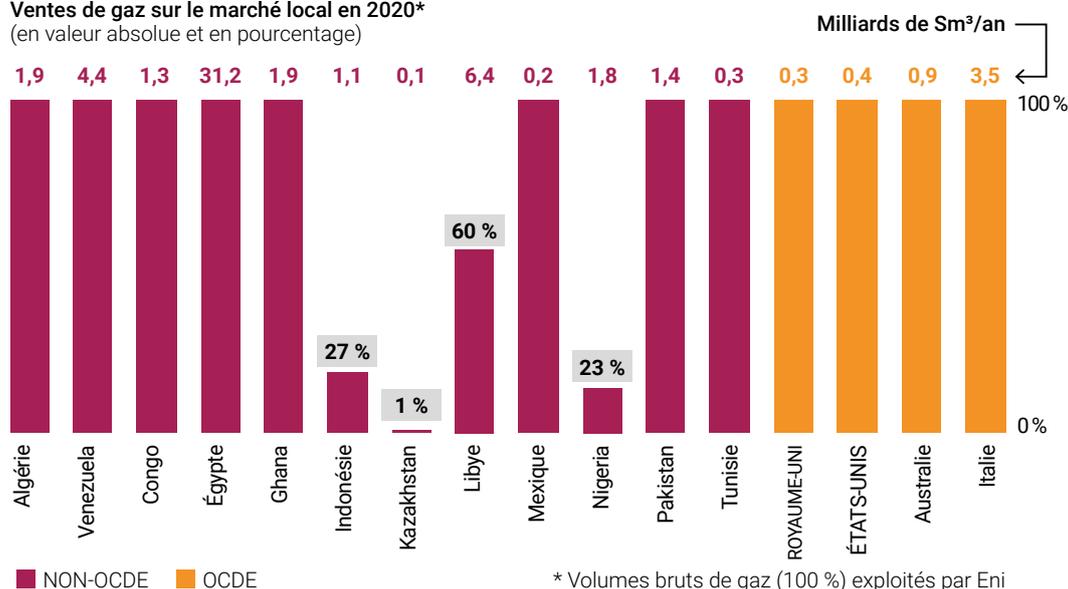
57 milliards de Sm³

De gaz vendu sur les marchés internes de 16 pays

100 %

De gaz vendu sur les marchés domestiques dans 12 pays sur 16

Ventes de gaz sur le marché local en 2020*
(en valeur absolue et en pourcentage)



12) Agrandissement des installations de la West African Gas Pipeline Company à Takoradi et Tema et raccordement du système de gazoducs ouest-africain.

13) Initiatives comprenant : i) la fourniture de pièces de rechange pour l'entretien courant et extraordinaire des principales centrales électriques ; ii) la formation du secteur technique de GECOL et la mise à jour du code de réseau, qui a été révisé conformément aux dernières normes internationales et aux bonnes pratiques du secteur.

Construction de centrales thermoélectriques

En Afrique subsaharienne, Eni a investi dans la construction de centrales thermoélectriques grâce à l'exploitation du gaz associé, afin de diversifier le bouquet énergétique en introduisant du gaz naturel. Au Nigeria la centrale de Okpai, comptant à l'origine une capacité installée de 480 MW, a généré en 2020 environ 1601 GWh, contribuant ainsi pour 7,7 % environ à l'énergie totale injectée dans le réseau de transmission national de la capacité disponible dans le pays. Deux trains de production à turbine à gaz supplémentaires ont été achevés en 2019 et 2020, désormais disponibles pour l'exploitation, augmentant encore la capacité initialement disponible de 320 MW et portant la capacité de production totale d'Okpai à plus de 800 MW, plaçant ainsi Okpai IPP comme la plus grande installation de production d'électricité privée au Nigeria. Toujours au Nigeria, depuis 2012, par le biais de sa centrale Ob-Ob, Eni fournit du gaz à des tiers qui, avec la centrale d'une capacité installée de 150 MW, produisent de l'électricité pour environ 1 million de bénéficiaires. Au Congo, la Centrale Électrique du Congo (CEC), créée en 2010 à Pointe-Noire et étendue en 2019 à une capacité installée totale de 484 MW (avec une augmentation progressive de 484 MW à 1 GW au cours des 10 prochaines années), contribue à environ 70 % de la production totale d'électricité du pays. Son positionnement stratégique dans les centres de production industrielle est un avantage en termes d'expansion de la capacité et de commercialisation de l'électricité directement aux clients industriels, qui disposent ainsi d'une source d'approvisionnement énergétique fiable et compétitive.

800 MW



Capacité de production totale de la centrale électrique Okpai
+ 320 MW par rapport à 2019



Un technicien vérifie certains des foyers améliorés produits grâce au projet

Efficacité énergétique et cuisson durable au Mozambique

CONTEXTE

Au Mozambique, plus de 80 % de la population dépend du bois et du charbon pour répondre aux besoins énergétiques quotidiens des ménages. En moyenne, les ménages des zones urbaines consacrent environ 20 % de leur revenu mensuel total à la consommation d'énergie. La ville de Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado, est l'une des zones urbaines les plus touchées par l'utilisation de la biomasse pour les besoins domestiques. La déforestation et l'utilisation extensive du bois et du charbon ont un énorme impact socio-économique, sanitaire et environnemental sur le pays.

PROJET ET OBJECTIFS

Avec le projet Promoting Energy Efficiency and Clean Cooking, qui a débuté en 2018, Eni a contribué au remplacement, notamment parmi les ménages les plus vulnérables, de 10 000 foyers traditionnels par des foyers améliorés, contribuant ainsi à la réduction des émissions de CO₂, de la déforestation et des maladies respiratoires, créant des emplois et des opportunités pour les petites entreprises.

RÉSULTATS

Le projet a produit 9 488 foyers améliorés, touchant un total de 8833 ménages, 6 245 ménages en 2020. Dans le cadre de la certification du projet par l'organisme international de normalisation, une réduction de 9776 tCO₂ éq. a été contrôlée en 2020 par rapport à 2018. La prochaine étape sera l'achèvement, au premier trimestre 2021, de la distribution de 10 000 foyers améliorés, ce qui permettra d'atteindre les objectifs du projet et les résultats escomptés.

Progetto Promoting Energy Efficiency and Clean Cooking : remplacement de 10 000 foyers traditionnels par des foyers améliorés



Partenariat pour le développement



« Il est nécessaire de travailler côte à côte avec les pays les moins développés, d'apprendre à les connaître, de parler aux institutions, de parler aux communautés locales, de comprendre de leur part quels sont les obstacles au développement et de les aider à les supprimer ; ce n'est pas une logique d'assistance pure, mais une mise en commun des ressources et des compétences. »

Claudio Descalzi, « The Milestones of the Integral Ecology for a Human Economy », 23 octobre 2020

Les interventions d'Eni en faveur des communautés sont conformes aux Accords de Paris, à l'Agenda 2030 des Nations Unies, aux Plans de Développement Nationaux et aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme (UNGPs)

La propagation imprévisible et rapide de la pandémie a secoué le monde entier, déstabilisant les systèmes sanitaires, sociaux et économiques, mais en même temps elle a montré à tous comment, face à de grands défis, nous ne pouvons qu'unir nos forces en renforçant les objectifs communs des différents acteurs impliqués dans les pays où nous sommes présents : des organisations internationales aux banques de développement, des institutions nationales au secteur privé, des universités aux centres de recherche, des organismes de coopération aux organisations de la société civile (y compris les organisations confessionnelles). Il est essentiel de construire des réseaux de collaboration qui incluent toutes les parties prenantes dans le but de promouvoir le développement durable et le respect de la dignité de chaque individu, comme l'a souligné la troisième Conférence internationale sur l'investissement pour le développement, organisée par les Nations Unies à Addis-Abeba en juillet 2015. En 2020, les collaborations initiées les années précédentes se sont poursuivies. C'est le cas, par exemple, des partenariats avec la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) au Nigeria, avec le lycée Don Bosco au Mozambique, avec le Banco Alimentare en Italie, et des alliances avec l'UNDP (programme des Nations Unies pour le Développement) pour améliorer l'accès aux sources d'énergie durables et la lutte contre le changement climatique en Afrique et l'UNODI (organisation des Nations Unies pour le Développement Economique) pour améliorer l'emploi des jeunes et la chaîne agroalimentaire au Mozambique, ainsi que des activités de recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au Congo. 2020 a également été une année importante pour les nouveaux accords signés au niveau du Siège avec des organisations de la société civile, telles que l'AMREF, l'AVSI, CUAMM et VIS, afin de lancer des collaborations dans les domaines de l'accès à l'énergie, de la diversification économique, de la protection du territoire, de l'éducation et de la formation, de l'accès à l'eau et aux services hygiéniques afin d'améliorer la santé des populations locales, en particulier des groupes vulnérables. Ces activités contribuent à l'intérêt public et répondent à des fragilités socio-économiques identifiées par des approches méthodologiques reconnues au niveau international qui mettent l'accent sur le degré de pauvreté et le manque de ressources et de biens de base.

Ghana Des partenariats ont été initiés avec la Banque Mondiale et le GHACCO (Ghana Alliance for Clean Cookstoves and Fuels) pour encourager l'utilisation de fourneaux à bois plus efficaces qui réduisent l'exposition aux fumées toxiques et préviennent l'exploitation des forêts. Ces activités, conformes à la stratégie du gouvernement ghanéen et à l'ODD 7, visent à garantir l'accès à des technologies de cuisson propres à plus de 600 ménages de la région occidentale et à promouvoir des campagnes de sensibilisation. Dans le pays, des collaborations ont été menées avec GEA - Ghanaian Agency for Entrepreneurship (anciennement NBSSI) pour la formation à l'entrepreneuriat et à la gestion de 800 personnes, principalement des femmes et des jeunes de 10 communautés côtières de la région occidentale, et avec le diocèse de Secondi-Takoradi pour des cours de formation professionnelle et l'insertion dans la vie professionnelle de 90 filles de Nyakrom et des villages voisins.

Angola L'autonomisation des femmes est au cœur des partenariats signés avec l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et l'ONG Aid for People-to-People Development (ADPP) dans le domaine de la diversification économique des zones rurales dans le cadre de l'initiative Women's Global Development and Prosperity. Depuis 2017, Eni soutient le projet « 100 Women in Demining » de Halo Trust en Angola, dans le but de donner aux femmes des opportunités d'emploi, des formations et les compétences nécessaires dans le secteur du déminage, ainsi qu'une contribution à la sécurité du pays. Eni a signé un accord de coopération avec l'Institut d'investigation agronomique et le secrétaire à l'agriculture et à la pêche de la province de Cabinda afin de soutenir les petits agriculteurs touchés par la pandémie à travers des interventions de sécurité alimentaire en améliorant la qualité des récoltes avec des variétés plus productives et plus résistantes.

Kenya Dans le cadre de la formation et de l'éducation des jeunes, la collaboration a débuté avec la fondation E4Impact, qui, avec l'Agence Italienne de Coopération au Développement (AICS), a donné vie à un accélérateur d'entreprises à Nairobi.

Mexique Un accord de coopération a été signé avec AVSI et le gouvernement de l'état de Tabasco pour soutenir la formation et les activités éducatives des enseignants et des étudiants. Les activités comprennent la distribution de matériel scolaire aux écoles primaires, le développement des compétences par le biais de cours et d'ateliers et la participation des communautés locales aux activités éducatives.

GHANA

Banque Mondiale et GHACCO (Ghana Alliance for Clean Cookstoves and Fuels)
ODD 7 et 15

Domaine de collaboration : accès à une cuisine propre

Résultats et bénéficiaires : garantir l'accès à des technologies de cuisson propre à plus de 600 ménages dans 10 communautés côtières de la région occidentale

GEA (Ghana Enterprises Agency) – ODD 4, 5 et 8

Domaine de collaboration : formation et insertion professionnelle

Résultats et bénéficiaires : 800 personnes formées aux compétences entrepreneuriales et managériales

Diocèse de Sekondi-Takoradi - ODD 4, 5 et 8

Domaine de collaboration : formation et insertion professionnelle

Résultats et bénéficiaires : instruction et emploi de 90 jeunes filles de Nyakrom et des villages limitrophes



ANGOLA

USAID (United States Agency for International Development)
et **ADPP (Aid for the Development of People for People) – ODD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7**

Domaine de collaboration : développement local et autonomisation socio-économique des femmes

Résultats et bénéficiaires : augmentation de la qualité, de la production et des revenus agricoles pour les femmes

Promouvoir l'égalité et les droits inclusifs des femmes

Fondation Halo Trust – ODD 1, 3, 5, 16

Domaine de collaboration : Autonomisation des femmes et mise en valeur des terres

Résultats et bénéficiaires : recrutement et formation de démineuses ; plus de 80 000m² de zone dépolluée et 40 000m² d'ici 2020-21, 50 munitions et 24 explosifs non explosés détruits pendant la pandémie, activités de sensibilisation

KENYA

E4Impact – ODD 8

Domaine de collaboration : Entrepreneuriat d'impact

Résultats et bénéficiaires : 20 entreprises soutenues financièrement par Eni

MEXIQUE

AVSI Mexique - ODD 4

Domaine de collaboration : accès à l'éducation

Résultats et bénéficiaires : promotion qualitative, inclusive et efficace de l'éducation dans 13 écoles élémentaires publiques, au profit de 1300 élèves et 60 enseignants



Les partenariats d'Eni contribuent au progrès des Objectifs de Développement Durable





L'accès à l'eau potable est encore plus important, car l'hygiène reste la première ligne de défense contre le coronavirus

La FAO et Eni favorisent l'accès à l'eau au Nigeria

CONTEXTE

Les problèmes socio-économiques, l'exposition au changement climatique et les conflits internes sont des facteurs qui ont alimenté la crise dans le pays ces dernières années. La crise a déclenché d'importants flux migratoires dans le pays et le développement d'établissements informels dans le Nord-Est et sur le territoire fédéral de la capitale, Abuja, où de nombreuses personnes en fuite.

PROJET ET OBJECTIFS

Le 26 février 2018, Eni et la FAO ont signé un accord de collaboration pour promouvoir l'accès à l'eau dans le pays. Le projet Access to Water contribue à la réalisation de l'ODD 6 « Eau propre et services hygiéniques et sanitaires » et de l'ODD 13 « Lutte contre le changement climatique » en agissant au-delà du périmètre des zones opérationnelles. Le projet – qui s'inscrit dans le cadre du plan « Rebuilding the North East-The Buhari Plan » – répond à l'invitation adressée aux entreprises du secteur de l'énergie par le gouvernement fédéral pour lutter contre les souffrances de la population du Nord-Est du pays menacée par les violences de Boko Haram et par la crise hydrique du lac Tchad.

RÉSULTATS

En 3 ans d'activité, la synergie avec la FAO a permis la réalisation de 22 puits alimentés par des systèmes photovoltaïques : 5 sur le territoire fédéral de la capitale, Abuja, et 17 dans le nord-est du pays (5 dans l'état de Borno, 5 dans celui de Adamawa et 7 dans celui de Yobe), pour un total de 67 000 bénéficiaires.

➤ [Pour en savoir plus, voir eni.com](https://www.eni.com)



Avec le projet, et notamment grâce à l'aide de nos partenaires, nous voulons donner à ces personnes l'espoir que l'eau est disponible, non seulement pour l'usage domestique, mais aussi pour les activités agricoles. Cela leur permettra de cultiver de petits potagers grâce aux réserves d'eau.

Fred Kafeero, Représentant de la FAO au Nigeria et à la CEDEAO

➤ [Pour plus d'informations : eni.com](https://www.eni.com)

Emballage et étiquetage des produits à base de papaye fabriqués par l'une des entreprises locales soutenues



Avec E4Impact pour la promotion de l'esprit d'entreprise au Kenya

CONTEXTE

En 2020, Eni a soutenu le programme d'accélération des entreprises mis en œuvre à Nairobi, au Kenya, par la Fondation E4Impact. Depuis 2018, l'accélérateur a soutenu 40 entreprises (40 % gérées par des femmes). Le projet a été financé par l'Agence Italienne de coopération au développement et l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan.

PROJET ET OBJECTIFS

L'initiative offrait aux entreprises sélectionnées la possibilité de devenir des catalyseurs du changement social et environnemental tout en contribuant, en exploitant les ressources du secteur privé, à l'intégration des besoins sociaux et commerciaux. Le programme soutient le secteur privé local en créant des initiatives de micro-entrepreneuriat, tout en favorisant l'inclusion des femmes kenyanes dans la population active. En deux ans, Eni a contribué à promouvoir l'entrepreneuriat à fort impact au Kenya, en fournissant un soutien financier, en favorisant la création d'emplois pour les nouvelles générations et en promouvant l'internationalisation des entreprises dans des secteurs stratégiques pour la collaboration Kenya-Italie, (agroalimentaire et alimentation, économie circulaire, technologie, mode, cosmétiques et santé). Les entreprises devaient répondre à certains critères de qualité pour postuler au programme, et une attention particulière a été accordée aux entreprises à qui ont pour mission de soutenir les communautés défavorisées.

RÉSULTATS

40 entreprises ont été incubées, dont 20 ont été soutenues financièrement.



Collaboration entre Eni et E4Impact, l'accélérateur d'entreprises qui lance des start-up au Kenya



Le plus grand impact, en ce qui me concerne, a été l'augmentation de l'emploi féminin. Nous avons impliqué de nombreuses femmes dans la culture de la terre, la récolte et l'emballage des papayes et le traitement des produits à l'usine. Cela a conduit à l'augmentation et à la diversification de leurs sources de revenus.

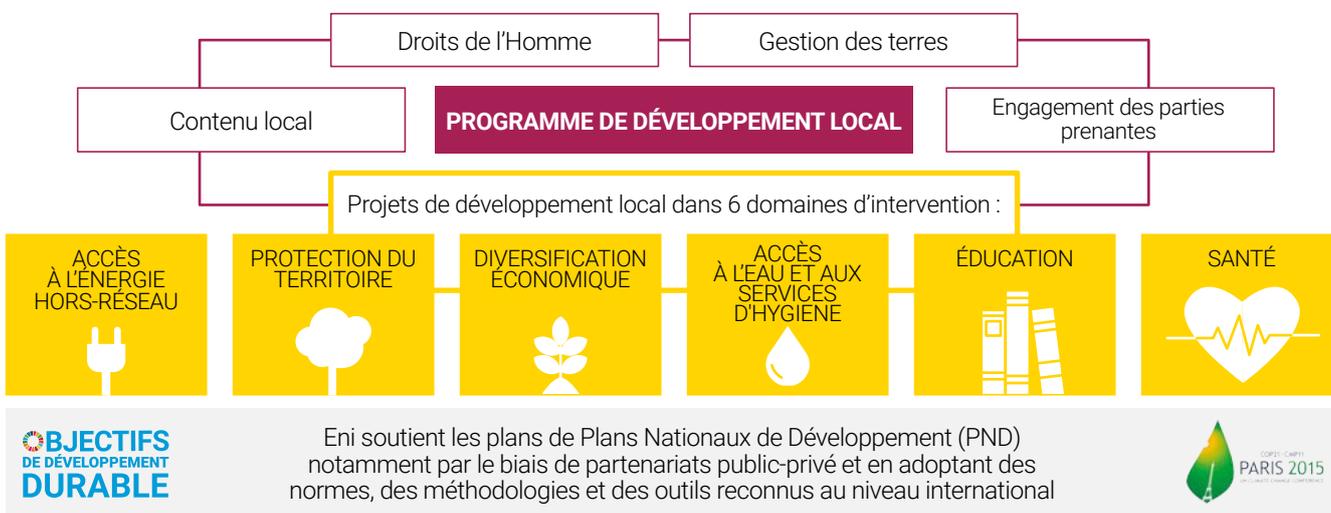
Felix Asenji, Startupper

➔ [Pour en savoir plus, voir eni.com](https://www.eni.com)

Programme de développement local

Le programme de développement local offre une vision intégrée des différentes activités qu'Eni, en tant qu'acteur du développement local, mène dans les pays où ses projets commerciaux sont présents. Le programme est divisé en cinq lignes d'action : 1) engagement des parties prenantes ; 2) Droits de l'Homme ; 3) contenu local ; 4) gestion des terres ; 5) projets de développement local. Les activités qui y figurent, définies conformément aux Plans Nationaux de Développement (PND), contribuent dans leur ensemble à la réalisation des objectifs fixés par le pays en relation avec l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris Contribution Prévues Déterminées au niveau National (CPDN) pour améliorer le bien-être des communautés locales.

Structure du programme de développement local



Engagement des parties prenantes locales

Eni considère que la relation avec ses parties prenantes et, en particulier, avec les personnes qui vivent dans les pays où Eni opère, est un élément de comparaison important. Pour cette raison, Eni suit et examine toutes les demandes reçues afin de mettre en œuvre des initiatives de développement, partagées avec les communautés locales, et cohérentes avec le développement durable. La gestion des doléances (ou plaintes) est également un élément clé géré par le Mécanisme de Gestion des Grievs qui se réfère aux lignes directrices internationales en la matière, publiées par l'IIPECA et est actif dans toutes les filiales depuis 2016. Les doléances sont suivies par le système « Stakeholder Management System – SMS », qui permet de répondre rapidement et efficacement aux éventuelles situations critiques et de contrôler et réduire les risques liés aux parties prenantes.

En 2020, Eni a reçu 107 plaintes émanant de 7 filiales/districts/établissements, dont 53 %, soit 57 cas, ont été réglés et classés. La plupart des réclamations proviennent d'Afrique Subsaharienne (en particulier du Ghana et du Nigeria) et concernent principalement : la gestion des aspects liés à l'environnement, le développement de l'emploi et la gestion des terres. [voir page 22](#)

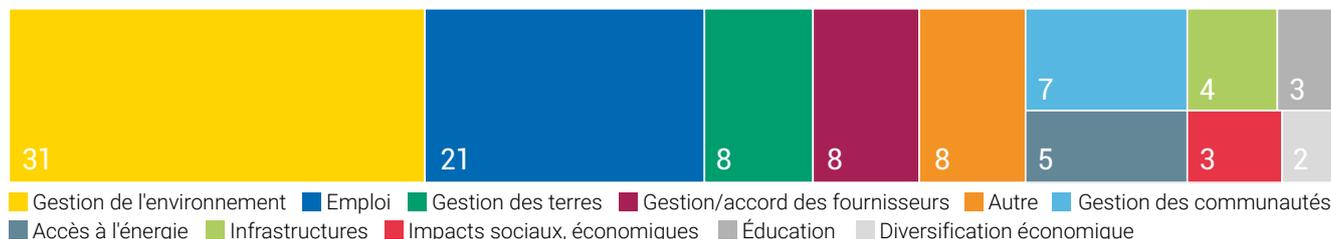
107

Réclamations reçues par Eni en 2020

57

Cas ont été résolus et classés

Grievs 2020 - Principaux sujets (%)



Droits de l'Homme dans les communautés

Eni s'engage à prévenir les éventuels impacts négatifs sur les Droits de l'Homme des individus et des communautés d'accueil résultant de la mise en œuvre de projets industriels. Dans ce but, Eni a mis en place en 2018 un modèle basé sur les risques qui permet de classer les projets des activités amont en fonction du risque potentiel en matière de Droits de l'Homme, qui s'est développé en 2020 afin d'évaluer des projets pour les énergies renouvelables. Selon cette approche, les projets à haut risque font l'objet d'une analyse approfondie spécifique, par la mise en œuvre d'une « Human Rights Impact Assessment » (HRIA) qui prévoit entre autres, une analyse préliminaire du contexte local en termes de Droits de l'Homme et un engagement ultérieur avec les principaux « ayants droit ». Un rapport final rassemble des recommandations pour la mise en œuvre de mesures visant à prévenir les impacts potentiels sur les Droits de l'Homme et à gérer les impacts existants, suivi de l'adoption d'un plan d'action spécifique qui identifie les actions à mettre en place et leur calendrier. Grâce à ces modèles, 100 % des projets d'exploration et de développement en amont ont été analysés, ainsi que les projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables : un profil de risque moyen-haut a été constaté pour 6 projets, qui feront l'objet d'analyses approfondies dédiées en 2021-2022. En outre, une nouvelle méthode d'analyse – Human Rights Risk Analysis – est en cours d'élaboration pour être appliquée aux projets à risque moyen et sera expérimentée en 2021. Bien qu'aucune nouvelle HRIA n'ait été initiée en 2020 en raison de l'urgence sanitaire, la mise en œuvre des actions envisagées par les analyses réalisées en 2019 et 2018 au Mexique et au Mozambique s'est poursuivie. Toujours au Mozambique, le plan d'action pour l'exploration de l'Area 5 a été finalisé. En 2020, Eni a également publié deux rapports, l'un sur l'achèvement du plan d'action lié au projet Cabinda Nord en Angola et l'autre sur l'avancement du plan d'action lié au projet de développement Area 1 au Mexique. Enfin, un autre rapport sur l'avancement du plan d'action lié au projet de développement de l'Area 4 au Mozambique a été publié début 2021. [➤ Pour en savoir plus, voir eni.com](#)

En ce qui concerne l'état d'urgence proclamé au Myanmar le 1^{er} février 2021, Eni a adhéré à la déclaration des entreprises concernées opérant au Myanmar, promue le 19 février 2021 par le Myanmar Centre for Responsible Business. [➤ En savoir plus : myanmar-responsiblebusiness.org](#)



Un exemple de la coopération d'Eni avec les mécanismes non judiciaires mise à jour

En décembre 2017, une association appelée Egbema Voice of Freedom, au sein de la communauté Aggah, a déposé une instance auprès du point de contact national (PCN, en anglais NCP) italien pour les Lignes directrices de l'OCDE. L'instance accusait Eni de manquer de politiques et de garanties adéquates pour atténuer les dommages causés par les inondations qui touchent la communauté. Au cours de la procédure, Eni a fourni des éléments objectifs appuyés par des documents photographiques et vidéo pour prouver que ses opérations et ses infrastructures n'ont eu aucun impact aggravant les inondations dans la région. Les inondations touchent une région bien plus vaste que la communauté d'Aggah, et il s'agit d'un phénomène typique du delta du Niger. Par conséquent, tout en maintenant sa position, Eni a choisi d'adhérer et de participer de bonne foi à la procédure ouverte au PCN suite à l'acceptation de cette instance spécifique, et de contribuer activement à son bon déroulement. Suite à la signature des conditions de règlement, Eni au Nigeria (NAOC) et EVF ont désigné leurs interlocuteurs respectifs qui se sont réunis à plusieurs reprises pour définir le contenu des interventions de drainage à effectuer dans la communauté. Les travaux sont en cours d'achèvement. Le 4 mars 2021, le PCN, après avoir entendu les parties, a publié un rapport de suivi sur son site web avec les remarques finales suivantes : « Au cours des conversations avec le PCN, les deux parties ont reconnu qu'il y a eu des progrès dans la mise en œuvre du cahier des charges et ont confirmé leur volonté de poursuivre le dialogue pour récolter les bénéfices de l'accord conclu. Le PCN réaffirme l'énorme valeur de l'accord du 8 juillet 2019 et se félicite des progrès réalisés jusqu'à présent dans sa mise en œuvre. Le PCN invite les parties à continuer à coopérer de bonne foi et avec le plus grand engagement pour la mise en œuvre des termes de l'accord et à suivre les recommandations finales formulées par le conciliateur dans les termes de l'accord ».



La communauté Aggah réside dans l'état des Rivers au Nigeria, une région régulièrement sujette aux inondations dues aux pluies saisonnières et aux crues du fleuve Niger.



Entretien avec **Sheila Guadalupe**

Cadena Nieto, nommée en 2020 par le Gouverneur de l'Etat de Tabasco, Adán Augusto López Hernández, première femme à la tête du Secrétariat au Développement Energétique de l'Etat.

➔ [Lire l'interview complète sur eni.com](#)

Un exemple de collaboration avec les autorités locales : entretien avec le Chef du Secrétariat au Développement Energétique de l'Etat de Tabasco.

Le Secrétariat pour le Développement Energétique (SEDENER) est l'agence mexicaine chargée des affaires énergétiques. Le rôle de SEDENER est de promouvoir – auprès des autorités fédérales, des organismes de régulation, des entreprises publiques et par la création d'instruments juridiques et de mécanismes d'association permettant d'attirer les investissements publics et privés – le développement et la mise en œuvre de projets énergétiques stratégiques, visant à la croissance du secteur dans le domaine des hydrocarbures, du pétrole, de la pétrochimie, de l'électricité et des énergies renouvelables. SEDENER promeut également l'utilisation efficace de l'énergie au sein de la population et dans les secteurs productifs, ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables dans les communautés isolées où l'accès aux services énergétiques traditionnels est difficile. Le secrétariat est également chargé de prévenir et d'assurer l'éventuelle réparation en cas d'impacts causés par les activités énergétiques, en agissant comme un organe de médiation pour la résolution des conflits.

Eni a pris un engagement spécifique sur cette question, avec une déclaration approuvée par son Conseil d'Administration. Au Mexique, notamment dans l'Etat de Tabasco, Eni a réalisé une analyse d'impact sur les Droits de l'Homme avec un consultant externe, suivie d'un plan d'action spécifique. Quelles suggestions donneriez-vous à l'entreprise pour continuer à améliorer cette question dans le pays ?

L'analyse des rapports d'Evaluation de l'Impact sur les Droits de l'Homme (Human Rights Impact Assessment) et du plan d'action pour les droits de l'Homme (Human Rights Action Plan) montre clairement la nature transversale de la protection des Droits de l'Homme dans les entreprises et le secteur public. Dans ce sens, il est important que l'entreprise continue à participer activement à la formulation et à l'exécution des politiques publiques, en signant des accords de collaboration avec des dépendances et des entités travaillant dans le domaine des Droits de l'Homme, de la perspective du genre et du développement social. En particulier, en ce qui concerne ce dernier, l'objectif est qu'à moyen terme l'entreprise puisse participer et avoir une voix dans les groupes de travail décisionnels des secteurs susmentionnés. La recherche du bien-être social au sein des communautés entourant les zones d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures est une opération qui nécessite la participation de toutes les parties prenantes. Dans cette logique, il est essentiel de prendre en compte l'expérience et les capacités du gouvernement de l'état de Tabasco représenté par le SEDENER.

Eni a été invitée à présenter son approche du respect des Droits de l'Homme lors du 5^{ème} Forum régional sur les entreprises et les Droits de l'Homme pour l'Amérique latine et les Caraïbes

« La vision d'Eni sur les Droits de l'Homme est basée sur la dignité de chaque être humain et la responsabilité de l'entreprise à contribuer au bien-être des communautés des pays dans lesquels elle opère. » Ces mots sont tirés de la Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme, le document qui définit les termes de l'engagement d'Eni envers ses communautés. Eni surveille constamment ce qui se passe dans les pays où elle est présente et un témoignage en ce sens a été apporté par Domenico Barranca, responsable de la durabilité d'Eni au Mexique, qui a participé au forum virtuel Business and Human Rights Latin America, qui s'est tenu le 9 septembre 2020, où Eni a été invitée en tant que bonne pratique sur l'approche en matière de Droits de l'Homme pour faire le point sur les activités mises en œuvre par l'entreprise. Lors de cet événement, organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (OHCHR), l'OIT et l'OCDE, la question de la due diligence et des Droits de l'Homme en Amérique latine et dans les Caraïbes a été abordée.



À la fin du HRIA, de nombreuses personnes de la communauté nous ont contactés pour nous faire part de leur satisfaction d'avoir été impliquées et d'avoir tenu compte de leur avis



Domenico Barranca, responsable du développement durable pour Eni au Mexique, lors du forum virtuel sur les entreprises et les droits de l'homme pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Relations avec les populations indigènes

Compte tenu des réalités industrielles dans lesquelles elle opère, Eni n'a de contacts directs avec les populations indigènes et leurs représentants qu'en Australie, en Alaska et en Norvège. Dans ces cas, les relations avec ces populations sont gérées conformément aux normes internationales et locales régissant leur implication et leur consultation. Dans le premier cas, Eni opère dans le Territoire du Nord, dans la communauté de Wadeye, et entretient des contacts réguliers avec les organes administratifs locaux qui protègent les droits des populations autochtones, en développant des projets participatifs de développement local et de conservation de l'environnement.



En Alaska, les activités d'Eni sont concentrées sur le versant Nord du pays (North Slope)



Politique en faveur des populations autochtones de l'Alaska

CONTEXTE

En Alaska en revanche, les activités pétrolières et gazières d'Eni sont concentrées dans l'extrémité Nord du pays (North Slope), où les populations indigènes vivent selon des modes de vie basés sur des activités de subsistance (chasse et pêche). Parmi les principales parties prenantes clé d'Eni figurent donc les représentants des villages situés à proximité de ses activités opérationnelles, ainsi que les coopératives et les corporations qui, selon les réglementations locales, fournissent des biens et des services aux entreprises opérant dans la région.

ADOPTION DE LA POLITIQUE

L'engagement d'Eni envers ces communautés fait l'objet d'une politique spécifique de respect des droits des peuples autochtones dans l'exercice de ses activités et opérations dans l'Etat de l'Alaska, adoptée par Eni aux États-Unis (Eni US Operating) en 2020 et conforme à la Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme. L'engagement comprend, en accord avec les peuples autochtones, de :

- établir un cadre inclusif et efficace pour garantir la participation et la consultation libre et informée des peuples autochtones sur les activités d'Eni, avec une communication appropriée ouverte au dialogue, l'utilisation de la langue locale, une présence continue dans la communauté et une participation stratégique aux événements communautaires ;
- entreprendre un processus de due diligence approprié afin d'évaluer, d'anticiper, d'éviter et d'atténuer les impacts négatifs. Un plan convenu d'un commun accord, ou un accord d'utilisation des terres, tiendra compte des résultats de ces évaluations ; l'établissement de mesures d'atténuation et de compensation lorsque des impacts sont identifiés, sur la base des résultats du processus de consultation ;
- rechercher un accord sur les activités concernant les droits d'utilisation des terres. Lorsque ces activités incluent la relocalisation ou affectent leur patrimoine culturel essentiel, cela se fera avec le consentement des peuples autochtones ;
- établir et garantir, notamment par la coopération, des mécanismes de réclamation efficaces et culturellement appropriés pour faciliter l'accès à la résolution, et assurer la formation des parties prenantes au niveau de l'entreprise/du sous-traitant.

La politique comprend également un engagement à rendre compte périodiquement de sa mise en œuvre.

➤ Pour en savoir plus, voir [eni.com](https://www.eni.com)



En 2020, Eni a adopté une politique spécifique sur le respect des droits des peuples autochtones dans l'exercice de ses activités et opérations dans l'Etat de l'Alaska

Le contenu local représente la valeur ajoutée qu'Eni est en mesure d'apporter aux pays où elle opère, grâce à l'impact positif généré sur le système socio-économique.

Contenu local

Le contenu local représente la valeur ajoutée qu'Eni est en mesure d'apporter aux pays où elle opère, grâce à l'impact positif généré sur le système socio-économique. L'action à l'égard du contenu local est divisée en trois lignes d'action principales :

1. le transfert de compétences et de connaissances, à travers des programmes de formation destinés à la main d'œuvre locale du secteur de l'énergie, ainsi que par la diffusion de l'innovation technologique ;
2. l'activation de tous les secteurs économiques locaux dans la chaîne d'approvisionnement concernés par l'activité d'Eni, afin de promouvoir la compétitivité des entreprises locales ;
3. des interventions de développement pour promouvoir la croissance et la diversification de l'économie locale, notamment par le biais de programmes de formation professionnelle visant à améliorer les compétences de la communauté.

Le contenu local est d'une importance fondamentale pour le développement des communautés locales : une stratégie efficace peut créer des avantages sociaux et commerciaux qui stimulent la croissance économique et contribuent au développement durable ; en même temps, elle peut confronter une chaîne d'approvisionnement locale qui n'est pas encore totalement développée. Pour cette raison, les initiatives de contenu local sont également suivies par Eni dans les contextes où la législation locale spécifique est absente ou lorsque les accords d'exploration et de production n'exigent pas spécifiquement des actions sur l'emploi local ou sur la fourniture de biens et de services. Au Mozambique par exemple, dans le cadre du projet Coral South Eni a développé une stratégie de contenu local qui vise à améliorer l'inclusion de la force de travail mozambicaine et des petites et moyennes entreprises locales à travers l'implication de ses principaux fournisseurs. La formation en levier essentiel pour soutenir le développement des nouvelles générations ; c'est pourquoi des programmes de formation spécialisée dans le domaine du pétrole et du gaz, de formation professionnelle et de partage de savoir-faire à long terme ont été lancés pour plus de 800 ressources mozambicaines pendant la phase opérationnelle du projet. [voir page 94](#)



Vue du port de Pemba, au Mozambique

Gestion des terres

Le développement de projets d'utilisation des ressources naturelles peut nécessiter l'acquisition et/ou l'utilisation de zones auprès des communautés locales. Le terme « gestion des terres » (land management) ne désigne pas seulement le déplacement physique des personnes, mais aussi à la gestion de ce processus difficile dans le but de minimiser les changements socio-économiques sur la vie des personnes vivant dans ces communautés en diminuant autant que possible la perte de biens ou d'accès aux biens (economic displacement) qui génère la perte de revenus ou de ressources de subsistance (livelihood) que les personnes, les ménages et les communautés utilisent pour gagner leur vie, comme l'agriculture, la pêche ou d'autres moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles, le petit commerce et le troc. À cette fin, la première chose à laquelle Eni s'engage est de s'assurer que le choix de la zone à acquérir est fait en tenant compte des différentes alternatives de projet. Dans le cas où la relocalisation de familles ou la perte de ressources de subsistance est inévitable, Eni garantit un processus rapide de définition des mesures de compensation équitables et durables, en appliquant des principes et des méthodes conformes aux normes internes et internationales – telles que la norme de performance de l'IFC (International Finance Corporation) sur la réinstallation involontaire. L'objectif d'Eni est d'améliorer ou au moins de rétablir le niveau de vie des communautés concernées.

Les éventuelles mesures de compensation sont définies conformément à des normes internationales élevées



Un moment de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) réalisée à Soyo dans le cadre du projet Quiluma & Maboqueiro



Gestion des terres Projet Quiluma & Maboqueiro en Angola

CONTEXTE

La ville de Soyo, qui compte environ 219 000 habitants, est située dans la province du Zaïre, au Nord-Est de l'Angola, à l'embouchure du fleuve Congo. Son économie est principalement tirée par l'industrie Oil & Gas et, dans une moindre mesure, par la pêche de subsistance et les activités agricoles.

PROJET ET OBJECTIFS

Eni et ses partenaires évaluent le potentiel de commercialisation du gaz non associé des deux gisements de Quiluma et Maboqueiro, situés dans une zone offshore angolaise à environ 50 km de la côte, en face de la municipalité de Soyo et au Sud du fleuve Congo. Le projet comprend une partie offshore et une partie onshore, avec une usine de traitement du gaz (Gas Treatment Plant, GTP) et des gazoducs pour envoyer le gaz traité vers la centrale de liquéfaction de gaz existante située à quelques kilomètres.

RÉSULTATS

Pour la composante terrestre, l'acquisition de droits d'utilisation des terres étant nécessaire et pour gérer le processus, Eni a élaboré un plan d'action de gestion des terres et a impliqué le gouvernement angolais, les autorités locales et Sonangol¹⁴, conformément aux exigences de la loi angolaise, aux procédures d'Eni et aux normes internationales. Le processus est géré par un comité spécifique, composé de membres de la municipalité de Soyo, des autorités traditionnelles et d'Eni. Il a conduit à l'enregistrement de 389 personnes affectées par le projet (Project Affected Persons, « PAP ») utilisatrices des terres sur lesquelles le GTP sera construit et a défini la compensation pour la perte des ressources de subsistance due à l'acquisition des droits d'utilisation des terres.

14) Le groupe Sonangol est un organisme parapublic qui supervise la production de pétrole et de gaz naturel en Angola.



Création d'un comité spécifique avec les autorités locales pour la gestion des terres à Soyo

353,4 millions d'euros

investissements prévus pour le développement local au cours de la période 2021-2024

96,1 millions d'euros

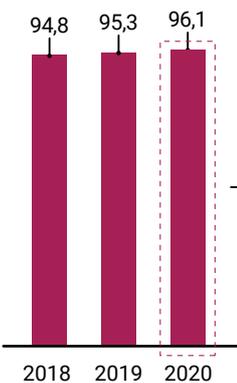
Investis en 2020 pour le développement local

Projets de Développement Local

Eni opère dans des contextes difficiles où les gestes quotidiens simples tels que se laver, se chauffer, manger sont réservés à quelques privilégiés, étant donné la difficulté de disposer d'énergie, d'eau et d'installations sanitaires. Pour cette raison et grâce à l'expérience acquise, Eni étudie et met en œuvre des interventions ciblées pour soutenir les besoins des populations locales, en collaboration avec les institutions et acteurs locaux. Conformément aux Objectifs de Développement Durable, Eni se veut de « promouvoir une croissance économique durable, inclusive et viable, le plein emploi productif et un travail digne pour tous » (ODD 8). Eni réalise, dans le cadre des programmes de développement local, des projets visant à contribuer à l'amélioration de l'accès à l'énergie hors-réseau et aux technologies de cuisson propre, à la diversification économique (par exemple : projets agricoles, microcrédit, interventions dans le domaine des infrastructures), à l'éducation et à la formation professionnelle, à la protection du territoire, à l'accès à l'eau et aux services d'hygiène, ainsi qu'à l'amélioration des services de santé pour les communautés. Ces interventions sont développées dans une perspective à long terme et sont mises en œuvre après l'évaluation du contexte local. Une attention particulière est accordée aux projets d'économie circulaire, tels que le centre de formation et d'appui technique « Catrep » au Congo, et aux programmes visant à promouvoir le développement d'un entrepreneuriat de diversification économique au Mozambique, en collaboration avec l'incubateur d'entreprises de la Standard Bank. Eni accorde également une attention particulière aux projets « transformateurs de genre » qui soutiennent les communautés locales, tels que « 100 Women in demining », un projet promu par le HALO Trust pour impliquer les femmes angolaises dans l'assainissement des terres jonchées de mines antipersonnel, et le projet « Lioness of Africa » de la Standard Bank au Mozambique pour l'entrepreneuriat féminin. Enfin, Eni soutient des groupes de femmes dans la réalisation d'activités productives dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture avec le projet Green River au Nigeria.

Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité (page 35)

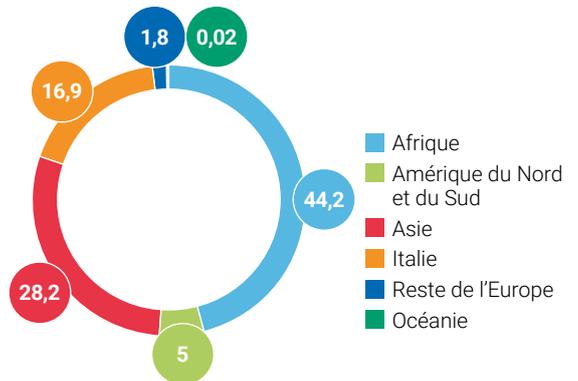
Investissements pour le développement local (mio d'€)



DOMAINES D'INTERVENTION

- Accès à l'énergie hors-réseau 8,1
- Protection du territoire 12,2
- Diversification économique 33,1
- Accès à l'eau et aux installations hygiéniques 3,9
- Éducation et formation professionnelle 13,3
- Santé 13,3
- Indemnisation et réinstallation 12,2

Investissements pour le développement local 2020 par zone géographique (mio d'€)



Un centre de propagation des plantes du Green River Project (GRP) à Obiafu-Obrikom, au Nigeria (photo d'Amachree Isoboye)



Développement local en Italie

En Italie, Eni travaille en étroite collaboration avec les autorités locales pour mettre en œuvre des projets de développement local en mesure de générer une valeur à long terme pour les communautés dans lesquelles elle opère. Dans le domaine de l'accès à l'énergie, en 2020, des projets de requalification énergétique de bâtiments publics ont été mis en œuvre à Ravenne ; dans le Val d'Agri, l'engagement avec 11 municipalités pour la fourniture de gaz naturel s'est poursuivi ; à Porto Torres un fonds renouvelable photovoltaïque a été financé. Des projets ont été élaborés pour promouvoir l'innovation et les compétences entrepreneuriales à Ravenne et à Gela et pour renforcer le tourisme dans la région. Avec Coldiretti Basilicata, le soutien à plus de 1000 exploitations agricoles s'est poursuivi, contribuant à l'ouverture de nouveaux points de vente de produits locaux. Dans le domaine de l'éducation, malgré l'urgence sanitaire, il a été possible de mener des activités de divulgation sur le thème de la durabilité à Ravenne et un soutien éducatif contre le décrochage scolaire à Gela. Pour la protection de l'environnement, le soutien s'est poursuivi pour la conservation des habitats naturels côtiers, conformément au VIII^{ème} accord avec la municipalité de Ravenne, tandis que la gestion d'un réseau de surveillance environnementale a été financée dans le cadre du protocole d'intention avec la région Basilicate.

16,9 millions d'euros

Investis en 2020 en Italie

Plantation d'une nouvelle variété d'olivier sur les terres du CASF



Projet CASF (Centre Agricole d'Expérimentation et de Formation)

CONTEXTE

En 2019, dans le cadre du programme Energy Valley, le projet CASF est né pour la création d'un Centre Agricole d'Expérimentation et de Formation ayant pour fonction de constituer un pôle de démonstration, d'attraction des compétences et d'innovation au service de la communauté régionale afin de promouvoir une agriculture durable.

PROJET ET OBJECTIFS

Le projet, réalisé sur un terrain adjacent au centre pétrolier de Val d'Agri, sur une superficie d'environ 25 hectares, prévoit : (i) des expériences sur différentes variétés d'arbres, proposant des techniques reproductibles pour une production rentable et de qualité ; (ii) la démonstration de pratiques agricoles à faible impact, notamment à l'aide d'un produit phytosanitaire issu de la chimie issue de sources renouvelables ; (iii) des technologies pour l'agriculture verte qui favorisent l'utilisation efficace des ressources en eau et contribuent à la transition énergétique ; (iv) des cours de formation et des programmes d'alternance école-travail ; (v) des événements informatifs pour le public et des programmes éducatifs pour les écoles ; (vi) des tests expérimentaux sur des cultures énergétiques orientées vers la production de biocarburants avancés.

RÉSULTATS

Le projet, financé par Eni en coentreprise (environ 3,5 millions d'euros jusqu'en 2024), devrait générer un impact sur l'emploi (direct et indirect) de plus de 100 personnes et un impact économique cumulé sur les recettes estimé à plus de 7 millions d'euros sur la décennie 2019-2029. En 2020, le projet, malgré l'arrêt de travail de 5 mois dû à l'urgence sanitaire, a impliqué directement 27 ressources locales et a vu le réaménagement à usage agricole de plus de 13 hectares, avec la plantation de plus de 2000 arbres fruitiers.



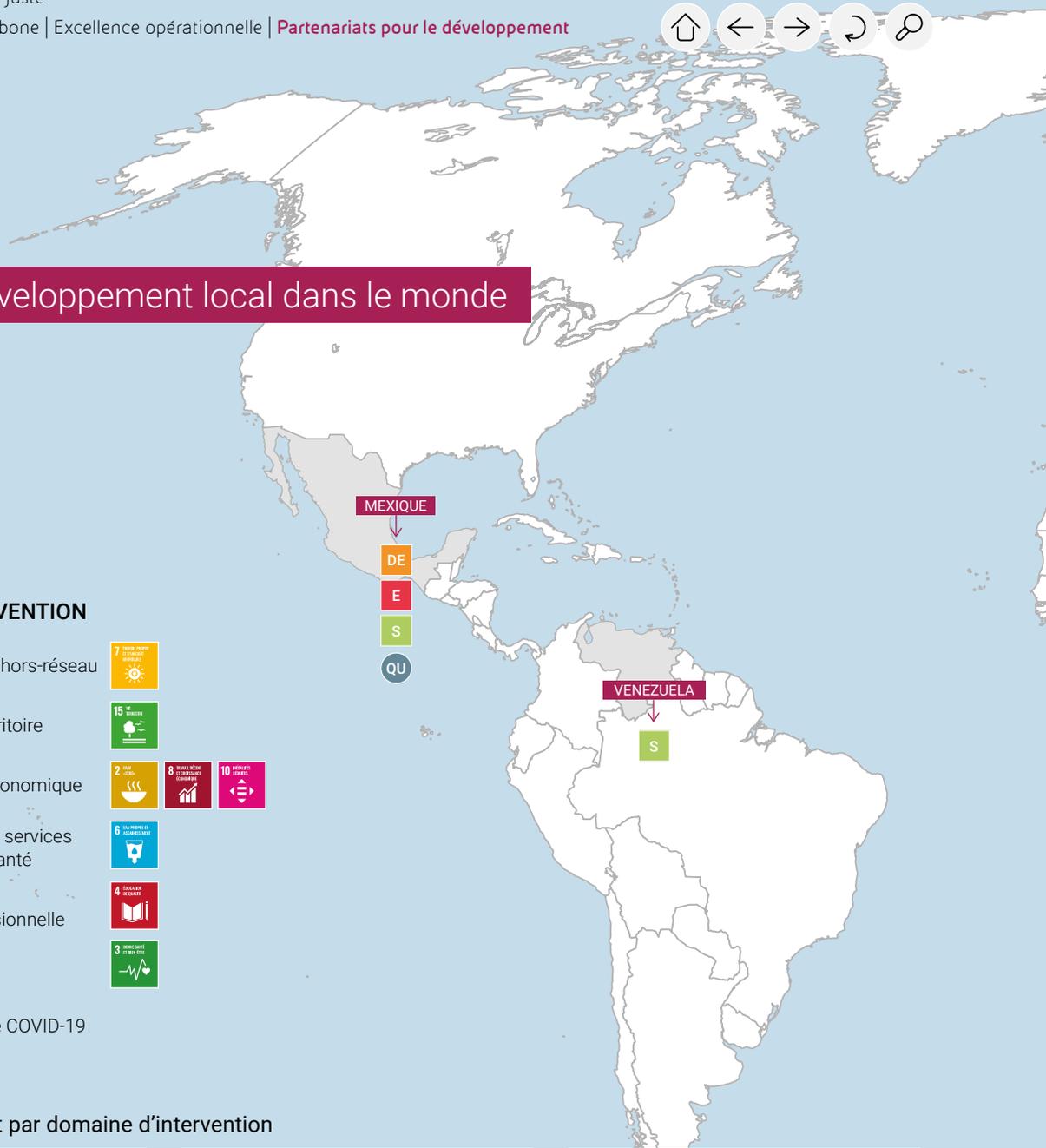
Le CASF se propose comme un levier de développement régional, favorisant le transfert de technologies et de pratiques innovantes dans le secteur agricole



Projets de développement local dans le monde

SECTEURS D'INTERVENTION

AE	Accès à l'énergie hors-réseau	
TT	Protection du territoire	
DE	Diversification économique	
AS	Accès à l'eau aux services d'hygiène et de santé	
E	Éducation et formation professionnelle	
S	Santé	
QU	Projets d'urgence COVID-19	



Un exemple de projet par domaine d'intervention

ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS-RÉSEAU

Ghana - Projet pilote de cuisine propre en milieu rural ↗

Objectifs :

Promotion de la production locale et de la commercialisation de systèmes de cuisson certifiés et de qualité, création d'opportunités d'emploi et de micro-entreprises locales et remplacement des systèmes de cuisson traditionnels par des systèmes de cuisson améliorés dans la ville de Pemba, province de Cabo Delgado.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2020 : 45 jeunes commerçants, 1 expert en production et 5 techniciens de production formés ; Création de 2 unités de vente ; Production de 3500 cuisinières locales améliorées ; Mise en place d'études de marché et développement de stratégies pour la production locale.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Congo - Projet agricole CATREP ↗

Objectifs :

Promouvoir la sécurité alimentaire, la croissance et la diversification économique pour les habitants des centres ruraux de M'Boundi, Kouakouala, Zingali et Loufika, en favorisant la recherche et l'innovation et l'économie circulaire, pour réduire l'impact environnemental des déchets produits par les entreprises, avec la production de compost.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2020 : 22 villages impliqués et 25 000 bénéficiaires ; 30 puits d'eau potable construits, qui alimentent des infrastructures publiques, des ménages, des écoles et des installations sanitaires, dont 27 alimentés par l'énergie solaire ; 15 groupes coopératifs de 75 personnes créés et une assistance fournie à plus de 110 agriculteurs et coopératives, facilitant leur accès au marché ; installation de 2 composteurs industriels, pour la biodégradation de 120 tonnes par an de déchets organiques.

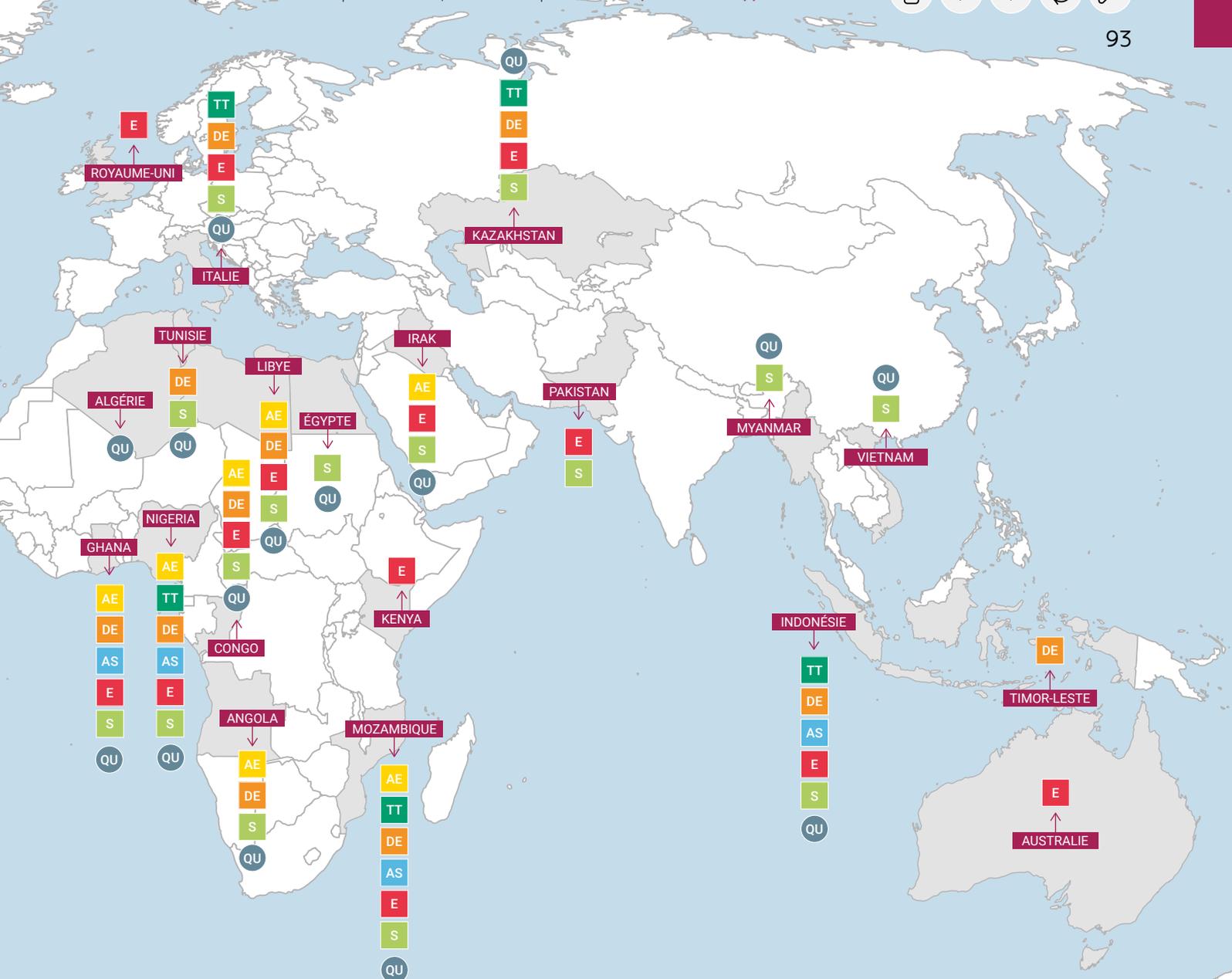
PROTECTION DU TERRITOIRE

Italie - Reconstruction de la Réserve naturelle des marais salants de Priolo

Objectifs :

Contribuer à la reconstruction de la réserve naturelle de marais salants Priolo suite à l'incendie qui a dévasté la zone protégée en 2019. L'intervention de mise en sécurité a permis d'élaguer et de retirer des centaines d'arbres brûlés, rendant ainsi les sentiers de la réserve à nouveau utilisables.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2020 : Le projet, réalisé par Eni Rewind, la société environnementale d'Eni dédiée à la régénération des ressources, et Versalis dans le cadre de l'accord signé avec la LIPU (Lega Italiana Protezione Uccelli - Ligue italienne pour la protection des oiseaux), contribue à la récupération d'une oasis naturelle de grande valeur environnementale et touristique pour la région.



ACCÈS À L'EAU

Irak - Gestion de l'eau

Objectifs :
Conformément à la stratégie d'Eni axée sur l'intégration des forces et des compétences nécessaires à la croissance de sa propre valeur et de celle des territoires, le projet, développé par Eni Rewind – la société environnementale d'Eni – en collaboration avec Eni, prévoit la rénovation complète d'une des trois lignes de la station de potabilisation de l'eau d'Al Buradieiah située dans la ville de Bassora et la construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable pour les habitants de la localité de Zubair située près de la ville de Bardjazia.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2020 :
Les deux nouvelles installations fourniront 30 millions de litres d'eau potable par jour à environ 150 000 habitants de la ville de Bassora et de la région d'Al Bardjazia. Leur conception est presque terminée et leur construction est en cours, principalement pour les travaux de génie civil.

ÉDUCATION

Mozambique - Promotion de l'école Paquitequete ➔

Objectifs :
Paquitequete est le plus ancien quartier de la ville de Pemba et compte environ 22 000 habitants. La communauté de Paquitequete est l'une des plus vulnérables en termes d'accès aux services de base tels que l'éducation et la santé. Le projet vise à contribuer à une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir des opportunités d'apprentissage permanent et durable pour tous.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2020 :
Depuis 2013, environ 3 800 enfants, 41 enseignants du primaire, dont 1 470 enfants et 26 enseignants en 2020, 300 enfants de maternelle, 4 éducateurs, 10 membres du personnel administratif ; construction en 2020 d'une nouvelle école primaire à Paquitequete.

SANTÉ

Libye - Activités de formation au personnel de santé

Objectifs :
Dans le cadre du protocole d'accord signé en 2018 entre National Oil Corporation et Eni, le projet vise à améliorer les capacités de gestion de la santé sur deux axes principaux : « Programme d'assistance » pour soutenir la mise en œuvre du « Programme de Master en soins de santé » destiné aux jeunes professionnels, et le « Cours de gestion », dédié aux fonctionnaires impliqués dans des rôles de gestion dans les hôpitaux de la région orientale de la Libye, avec le soutien de l'Université SDA Bocconi.

Bénéficiaires et résultats jusqu'en 2020 :
26 participants ; 6 cours de SDA Bocconi équivalant à 36 sessions de formation. Depuis décembre 2020, la conception du troisième trimestre est en cours à l'Université de Benghazi, soutenue à nouveau par SDA Bocconi et Eni.

Outils et méthodologies pour le développement local



L'utilisation d'outils et de méthodologies, en accord avec les principes/méthodologies standard reconnus au niveau international, est fondamentale tout au long des différentes phases des activités, afin de :

- comprendre le contexte de référence et définir les projets de développement local grâce à des outils d'analyse du contexte [voir page 75](#) et d'évaluation des éventuels impacts sur les Droits de l'Homme [voir page 85](#) ;
- cartographier la relation avec les parties prenantes par le biais du système de gestion des parties prenantes, Stakeholder Management System [voir page 84](#)
- suivre l'avancement des projets et les résultats obtenus grâce à des outils de gestion spécifiques (par exemple l'approche du cadre logique et le suivi, l'évaluation et l'apprentissage) ;
- évaluer l'impact et quantifier les bénéfices générés par Eni dans le contexte des opérations commerciales et à travers le modèle de coopération (par exemple, Eni Local Content Evaluation et Eni Impact Tool).

Modèle ELCE Local Content

La légitimité d'une entreprise à opérer dans différents pays dépend également de la démonstration de la manière dont elle contribue activement à leur développement socio-économique, en créant de la richesse, en offrant des opportunités d'emploi en développant le capital humain. Le contenu local, comme indiqué [page 88](#), représente la valeur ajoutée apportée à l'économie locale, à la société et aux communautés pendant la durée de vie d'un projet ou d'une activité. Au cours des cinq dernières années, Eni a développé son propre modèle ELCE (« Eni Local Content Evaluation ») pour l'évaluation du contenu local, validé par l'école polytechnique de Milan. ELCE est un outil de mesure de la valeur générée par les projets d'entreprise, et il est applicable à la fois à un niveau prévisionnel et final, dans une perspective locale et/ou nationale. Les impacts sont évalués, à travers ELCE, avec des indicateurs spécifiques pour capturer les composantes du contenu local d'une manière plus pertinente à la réalité réglementaire et économique de chaque pays ; par exemple, les dépenses pour les achats « locaux » sont évaluées avec le critère des paiements en monnaie locale, ou celui du pourcentage de participation des entreprises locales dans les consortiums, selon la réglementation du pays. Depuis 2020, le modèle a été mis à jour afin d'affiner l'évaluation de l'impact économique pour quantifier ses effets sur la production, les recettes fiscales et la masse salariale. Parallèlement à cette évaluation, l'impact sur l'emploi continue à être mesuré en termes de postes de travail. Le modèle ELCE, en plus des effets « directs » générés par les activités d'Eni, considère également l'action de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (et non pas uniquement du premier niveau des contractants directs) dans la mesure des effets « indirects » et des effets « induits » conséquents se référant aux secteurs macroéconomiques du pays concerné par l'activité.

Eni a défini un modèle pour mesurer la valeur générée par les projets d'activités au niveau local et international

Principales classes de produits activées localement par Eni sur le nombre total de contrats :

- Services de forage (77,2 %)
- Services d'appui (100 %)

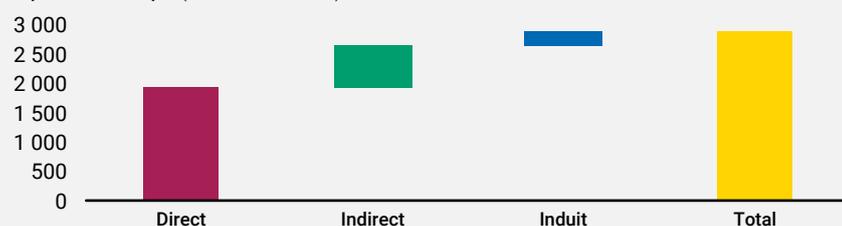
2608 millions de dollars
Impact économique total (2020-2039)

2 475 millions de dollars
Investissements Eni (construction et exploitation)

Application du modèle ELCE au projet Quiluma & Maboqueiro en Angola

Le modèle a été appliqué au début de l'année 2020 afin de soutenir la phase de « définition » du développement du projet d'entreprise. La période d'analyse a pris en compte les phases de construction et d'exploitation sur une période de 20 ans.

Impact économique (millions de dollars)



0,69 millions de dollars
Dépenses de formation pour les employés

6 743
Postes créés au niveau local (2020-2039)

235
Employés locaux formés pendant la durée du projet

Comment la collecte de données dans une « base de référence » peut soutenir des projets de développement local (Ghana)

Au Ghana, dans le cadre du projet « Offshore Cape Three Points-OCTP » (voir page 80), le projet de développement local OCTP a été lancé en 2020 pour promouvoir une croissance économique inclusive et le bien-être des quelques 14 000 personnes vivant dans les 10 villages entourant l'installation de réception de gaz OCTP. Le projet s'articule autour de différents domaines d'intervention, qui touchent d'une part à la qualité de vie (accès à l'énergie, conditions sanitaires, éducation et accès à l'eau) et d'autre part au développement du tissu économique local. En février 2020, Eni a effectué une collecte de données auprès des communautés, visant à définir la base de référence du projet pour identifier les besoins, soutenir la formulation des activités, suivre et évaluer l'impact au terme des activités. Le questionnaire contenait 80 questions sur des aspects de la vie des communautés liées aux domaines d'intervention indiqués, avec la participation d'un échantillon statistiquement significatif d'environ 360 familles, afin d'obtenir des résultats généralisables à l'ensemble de la communauté. En particulier, il a été possible de valoriser les paramètres reconnus par les institutions internationales, telles que le Programme Alimentaire Mondial et la Banque Mondiale, notamment pour soutenir le dialogue futur avec ces organisations.

En 2020, le projet de développement local OCTP visant à promouvoir une croissance économique inclusive a été lancé au Ghana

Domaines d'investigation	Données recueillies lors d'entretiens avec des familles dans les communautés locales	Activités du projet de développement local OCTP
ACCÈS À L'ÉNERGIE	Presque tous les ménages sont connectés au réseau et l'accès à l'électricité n'est pas critique.	Toute intervention doit se concentrer sur la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement.
SYSTÈMES DE CUISSON	<ul style="list-style-type: none"> • La moitié des ménages utilisent des systèmes traditionnels tels que les trois pierres, tandis qu'un quart seulement dispose de systèmes de cuisson au gaz ; • Près de 30 % des familles ont l'habitude de cuisiner à l'intérieur de la maison ; la pollution de l'air dans l'environnement domestique et l'impact qui en découle sur la santé ne sont pas perçus comme négatifs, sauf par 3 % des familles. 	Le projet se concentrera à la fois sur l'accès à des foyers améliorés comme solution transitoire vers des systèmes de cuisson plus modernes et sur des campagnes de sensibilisation aux risques sanitaires dus à la pollution domestique.
DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • La pêche est la principale activité économique pour 20 % des ménages, tandis que la majorité travaille dans les services et l'artisanat ; • 40 % des ménages ont un compte bancaire auprès d'une institution financière locale ; • Seuls 20 % ont déjà demandé un prêt pour financer leur entreprise ; • Environ une famille sur trois travaille la terre ; l'agriculture est de subsistance, sans utilisation de techniques agronomiques modernes, et ne vise pas à vendre des produits sur le marché local. 	Le projet activera des mécanismes d'accès au crédit, en particulier pour les jeunes et les femmes, en offrant un soutien aux principales banques coopératives déjà présentes dans les dix villages. En outre, un projet agricole sera lancé pour soutenir l'autoproduction au niveau familial, en vue de renforcer la sécurité alimentaire et de stimuler la production pour le marché.



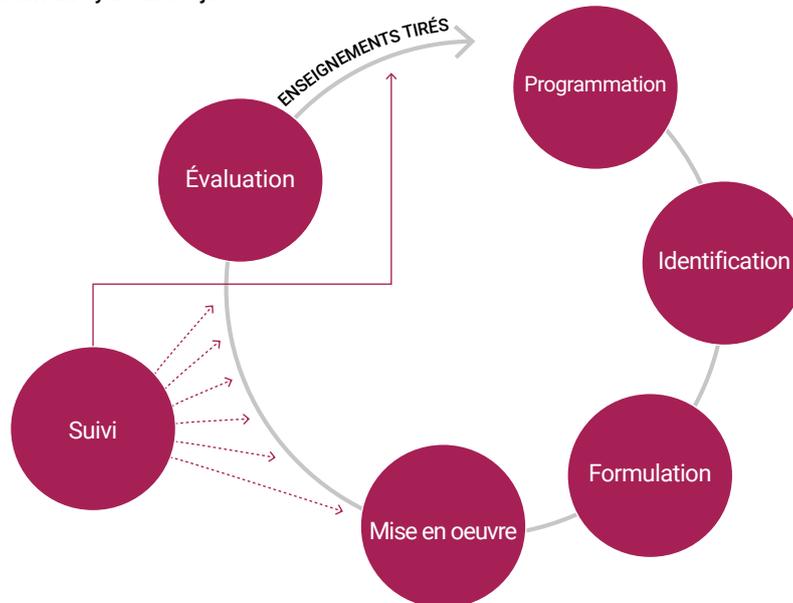
Entretien avec une famille bénéficiaire du projet de développement local OCTP (photo de Lorenzo Mattarolo)

La Gestion du Cycle du Projet consiste en des phases mutuellement liées par lesquelles le projet passe de l'idée initiale à la fin du projet, lorsque (idéalement) les objectifs sont atteints

Approche du cadre logique et système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage

Conformément au travail entrepris en 2019, pour renforcer l'efficacité et l'efficience des projets de développement local, Eni a consolidé les outils de suivi, d'évaluation et d'apprentissage au sein de la Gestion du Cycle du Projet pour gérer le projet dans une optique d'amélioration continue, tout en permettant d'identifier les leçons apprises et/ou les recommandations pour les projets futurs.

Gestion du Cycle du Projet



Collaboration entre Eni et l'Université de Milan pour une évaluation de l'efficience et de l'efficacité du projet GRP

Application de la Gestion du Cycle du Projet au Nigeria : Green River Project 2.0

CONTEXTE

La formulation du projet Green River (GRP) 2.0 (2021-2024), d'une durée de quatre ans, est un exemple concret de l'application vertueuse de la Gestion du Cycle du Projet aux initiatives pour les communautés et le territoire. Le GRP est en place depuis 1987 dans la région du delta du Niger pour aider les communautés à améliorer leurs pratiques agricoles et à obtenir de meilleurs résultats.

PROJET

En 2019, grâce à une collaboration proactive entre Eni et l'Université de Milan, une évaluation de l'impact que le projet a eu sur les bénéficiaires au cours de la période 2013-2018 a été réalisée. Une collecte et une analyse minutieuses des données ont permis d'avoir une vision claire du contexte et des résultats obtenus grâce à la présence constante sur le territoire.

D'après les cinq critères DAC¹⁵ (Pertinence, Efficacité, Efficience, Impact et Durabilité), il a été possible d'identifier des recommandations précises qui tiennent compte à la fois des problèmes critiques et des points forts du projet.

RÉSULTATS

Sur la base de ces recommandations, le GRP 2.0 a été formulé en 2020, et adopte une nouvelle stratégie de mise en œuvre ciblée sur les besoins du contexte actuel suivant l'approche du cadre logique (logical framework approach), mettant immédiatement en place la stratégie de suivi et une étude de base. L'adoption d'indicateurs clairs permettra d'évaluer précisément l'efficience et l'efficacité du projet, afin de garantir la fiabilité des données et de vérifier la pertinence des activités entreprises. Le choix d'actions spécifiques en réponse aux leçons apprises identifiées est une conséquence claire du processus d'amélioration continue, préconisé par le cycle du projet, par lequel Eni identifie et diffuse les bonnes pratiques à toutes ses filiales.

15) DAC : Development Aid Committee/Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Rapport de la société d'audit



Rapport des auditeurs indépendants sur l'examen limité du Rapport de durabilité - Eni for 2020

À l'attention du Conseil d'administration d'Eni SpA

Nous avons été mandatés pour effectuer un examen limité (« *limited assurance engagement* ») sur le Rapport de durabilité – Eni For du groupe Eni (ci-après également le « Groupe ») pour l'exercice clos le jeudi 31 décembre 2020 (ci-après le « Rapport »).

Responsabilités des administrateurs pour le rapport

Les administrateurs d'Eni SpA sont responsables de la préparation du Rapport conformément aux « Normes sur les rapports de la Global Reporting Initiative » définies en 2016 et leurs versions ultérieures à la GRI - *Global Reporting Initiative* (« Normes GRI »), comme décrit dans la section « Critères de rapport » du Rapport.

Les directeurs sont également responsables de la partie du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre l'élaboration d'un rapport qui ne contienne pas d'erreurs significatives dues à des fraudes ou à des comportements ou événements involontaires.

Les administrateurs sont également chargés de définir les objectifs du groupe Eni en matière de performances de durabilité, ainsi que d'identifier les *parties prenantes* et les aspects importants à signaler.

Indépendance du cabinet d'audit et contrôle de la qualité

Nous sommes indépendants, conformément aux principes d'éthique et d'indépendance du *Code de déontologie des experts-comptables* publié par le *Conseil des normes d'éthique internationales des experts-comptables*, qui repose sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence et de diligence professionnelle, de confidentialité et de conduite professionnelle.

Notre société d'audit applique la *norme internationale sur le contrôle de la qualité 1 (ISQC Italia 1)* et, par conséquent, maintient un système de contrôle de la qualité qui comprend des directives et des procédures documentées sur le respect des principes éthiques, des principes professionnels et des lois et règlements applicables.

PricewaterhouseCoopers SpA

Siège social Milan 20145 Piazza Tre Torri 2 Tél. 02 77851 Fax 02 7785240 Capital social 6 890 000,00 euros entièrement libéré. C.F. et N°TVA et Reg. des entreprises de Milan Monza Brianza Lodi 12979880155 Inscrit au registre des commissaires aux comptes sous le n° 119644 - Autres bureaux : Ancona 60131 Via Sandro Totti 1 Tel. 071 2132311 - Bari 70122 Via Abate Gimma 72 Tel. 080 5640211 - Bergamo 24121 Largo Belotti 5 Tel. 035 229691 - Bologna 40126 Via Angelo Finelli 8 Tel. 051 6186211 - Brescia 25121 Viale Duca d'Aosta 28 Tel. 030 3697501 - Catania 95129 Corso Italia 302 Tel. 095 7532311 - Firenze 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 055 2482811 - Genova 16121 Piazza Piccapietra 9 Tel. 010 29041 - Napoli 80121 Via dei Mille 16 Tel. 081 36181 - Padova 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049 873481 - Palermo 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091349737 - Parma 43121 Viale Tañara 20/A Tel. 0521275911 - Pescara 65127 Piazza Ettore Troilo 8 Tel. 085 4545711 - Roma 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06 570251 - Torino 10122 Corso Palestina 10 Tel. 011 556771 - Trento 38122 Viale della Costituzione 33 Tel. 0461237004 - Treviso 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422 696011 - Trieste 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 040 3480781 - Udine 33100 Via Postolle 43 Tel. 0432 25789 - Varese 21100 Via Albuzzi 43 Tel. 0332 285039 - Verona 37135 Via Francia 21/C Tel. 045 8263001 - Vicenza 36100 Piazza Pontelandolfo 9 Tel. 0444 393311

www.pwc.com/it



Responsabilités de la société d'audit

Il nous incombe d'exprimer, sur la base de nos procédures, une conclusion sur la conformité du rapport aux exigences des normes de la GRI. Notre travail a été effectué conformément aux critères énoncés dans la « *norme internationale sur les missions d'assurance ISAE 3000 (révisée) - Missions d'assurance autres que les audits ou les examens d'informations financières historiques* » (ci-après également « *ISAE 3000 révisée* »), publiée par l'*International Auditing and Assurance Standards Board* (IAASB) pour les missions d'*assurance limitée*. Ce principe exige la planification et l'exécution de procédures afin d'atteindre un niveau de sécurité limité indiquant que le rapport ne contient pas d'erreurs significatives.

En conséquence, notre examen a donné lieu à un travail moins important que celui qui est nécessaire pour réaliser un examen complet conformément à la norme *ISAE 3000 révisée* (« *mission d'assurance raisonnable* ») et, par conséquent, ne nous permet pas d'avoir l'assurance que nous avons connaissance de tous les faits et circonstances significatifs qui pourraient être identifiés en réalisant un tel examen.

Les procédures effectuées sur le Rapport ont été basées sur notre jugement professionnel et ont inclus des entretiens, principalement avec le personnel de la société chargé de préparer les informations présentées dans le Rapport, ainsi que l'analyse de documents, de nouveaux calculs et d'autres procédures visant à acquérir des preuves jugées utiles.

En particulier, nous avons effectué les procédures suivantes :

1. analyse des raisons de la coexistence de la DNF (Déclaration non financière prévue aux articles 3, 4 et 7 du décret législatif 254/2016) et du rapport et des profils qui différencient les deux documents ;
2. analyse du processus de définition des questions pertinentes signalées dans le rapport, avec référence aux méthodes d'identification en termes de leurs priorités pour les différentes catégories de parties prenantes et la validation interne des résultats du processus ;
3. comparaison entre les données et les informations économiques et financières présentées au paragraphe « Gouvernance et éthique d'entreprise » du rapport et les données et informations figurant dans les états financiers consolidés du groupe ;
4. compréhension des processus qui sous-tendent la production, la collecte et la gestion des informations qualitatives et quantitatives importantes contenues dans le rapport.

En particulier, nous avons mené des entretiens et des discussions avec la direction d'Eni SpA et le personnel d'Eni Mediterranea Idrocarburi SpA, Eni UK Limited et Versalis SpA et avons effectué des contrôles documentaires limités afin de recueillir des informations sur les processus et les procédures qui étayent la collecte, l'association, le traitement et la transmission des données et des informations non financières à la fonction responsable de la préparation du rapport.

En outre, pour les informations importantes, compte tenu des activités et des caractéristiques du groupe :

- au niveau des chefs de groupe
 - a) en ce qui concerne les informations qualitatives contenues dans le rapport, nous avons mené des entretiens et obtenu des documents justificatifs pour vérifier leur cohérence avec les éléments de preuve disponibles ;
 - b) en ce qui concerne les informations quantitatives, nous avons effectué des procédures analytiques et des contrôles limités pour vérifier l'association correcte des données sur la base d'un échantillon.



- pour Eni SpA (Raffinerie de Venise et District Centre-Nord – Centre pétrolier de Trecate), Eni Mediterranea Idrocarburi SpA (nouveau centre pétrolier de Gela), Eni UK Limited (Liverpool Bay Offshore Assets) et Versalis SpA (Usine de Porto Marghera), que nous avons sélectionnés sur la base de leurs activités, de leur contribution aux indicateurs de performance au niveau consolidé et de leur localisation, nous avons effectué des rencontres et des analyses approfondies au cours desquelles nous avons rencontré les responsables et obtenu des preuves documentaires par sondage concernant la bonne application des procédures et des méthodes de calcul utilisées pour les indicateurs.

Conclusions

Sur la base des travaux effectués, nous n'avons reçu aucune information qui nous porterait à croire que le Rapport de développement durable – Eni For du groupe Eni pour l'exercice clos le jeudi 31 décembre 2020 - n'a pas été préparé, dans tous ses aspects significatifs, en conformité avec les exigences des normes GRI telles que décrites dans le paragraphe « Critères de rapport » du Rapport.

Autres aspects

En ce qui concerne l'annexe « Déclaration sur la comptabilisation et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre – année 2020 » du rapport de durabilité - Eni for, désigné « Neutralité carbone d'ici 2050 », qui a été préparée avec des principes (critères appropriés) différents des normes GRI, les activités d'audit prévues par la norme ISAE 3000 révisée ont été réalisées en utilisant l'approche de l'assurance limitée pour les indicateurs *Émissions de GHG durant le cycle de vie* (Émissions nettes de GHG sur le cycle de vie et Intensité carbone nette), *Empreinte carbone nette zéro en amont* (domaine d'application 1 et 2) sur une base d'équité et *Émissions du domaine d'application 3*, et de l'assurance raisonnable pour les indicateurs *Émissions du domaine d'application 1* et *Émissions domaine d'application 2*. Sur la base de ces activités, un rapport a été établi et est annexé au document « Neutralité carbone d'ici 2050 ».

Milan, le 12 mai 2021

PricewaterhouseCoopers SpA


Paolo Bersani
(Procureur)

Le rapport non financier d'Eni

Par le biais de ses rapports non financiers, Eni veut raconter de manière proactive son rôle dans la transition énergétique, en partageant ses valeurs, ses stratégies d'entreprise, ses objectifs et les résultats obtenus à ce jour. Pour cette raison, consciente de la centralité croissante de l'information non financière, Eni a développé au fil des ans un système de rapports articulé afin de répondre pleinement et rapidement aux besoins d'information de ses parties prenantes, tant en termes de variété que de niveau de détail.

La **Déclaration non financière consolidée 2020 (DNF)**, préparée conformément aux exigences du décret législatif. 254/2016 (transposant la directive européenne 95/2014) et publiée dans le rapport financier annuel 2020, vise à répondre aux besoins d'information des parties prenantes d'Eni de manière claire et concise, en favorisant davantage l'intégration des informations financières et non financières. La DNF fournit des informations intégrées sur le modèle de gestion, les politiques appliquées, les principaux risques et résultats liés à l'environnement, au social, au personnel, au respect des Droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption.

Pour en savoir plus : Rapport financier annuel 2020



Vos commentaires sont importants pour nous. Si vous avez des commentaires, suggestions ou questions, vous pouvez écrire à l'adresse sostenibilita@eni.com

Eni for 2020 - Une transition juste

Rapport qui décrit comment, à travers le modèle d'activité intégré, Eni crée de la valeur à long terme, à travers l'excellence opérationnelle, les partenariats pour le développement local et la neutralité carbone d'ici 2050.

Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050

Analyse approfondie de la gouvernance d'Eni, de ses activités de gestion des risques, de sa stratégie et de ses principaux paramètres et objectifs en matière de changement climatique.

Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité

Rapport, disponible uniquement en ligne, donnant un aperçu des indicateurs de performances non financières à long terme selon les trois leviers du modèle d'activité d'Eni.

Autres rapports

D'ici 2021 Eni publiera également **Eni pour les Droits de l'Homme**. Un rapport décrivant la stratégie d'Eni en matière de promotion et de respect des Droits de l'Homme et rendant compte des principales activités et indicateurs de performances. En plus de ces documents, Eni publie chaque année d'autres **rapports locaux sur la durabilité**, qui seront disponibles courant 2021 sur le site web.

Pour en savoir plus, voir eni.com

PRINCIPES ET CRITÈRES DE COMPTE-RENDU

Eni for 2020 est préparé conformément aux « Sustainability Reporting Standards » de la Global Reporting Initiative (normes GRI) selon un niveau d'adhésion « in accordance Core » et en tenant compte des 10 principes du Global Compact. Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050 a été préparé conformément aux recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Enfin, conformément à l'engagement de promouvoir une divulgation complète et comparable, les indicateurs relatifs à la norme du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et les indicateurs « core » définis par le Forum Économique Mondial (WEF) dans le cadre du livre blanc « Mesurer le capitalisme des parties prenantes – Vers des indicateurs communs et des comptes rendus cohérents quant à la création de valeur durable » (ces dernières étant déjà publiées dans la déclaration non financière) ont été publiées pour la première fois. Les tableaux de liaison selon la norme GRI, les recommandations de la TCFD, la norme SASB et les indicateurs du WEF sont disponibles dans Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité et sur le site eni.com. **Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Performances en matière de durabilité (pages 57-58)**

ASSURANCE EXTERNE

Eni for 2020 a de nouveau fait l'objet d'une assurance limitée par un cabinet indépendant, qui a également vérifié les états financiers consolidés et le DNF (**pages 97-99**). En outre, les émissions de GHG des domaines d'application 1 et 2 font également l'objet d'une assurance raisonnable par le même cabinet d'audit externe (PwC), dans le but de garantir une solidité accrue de ces données d'importance stratégique pour Eni. **Pour en savoir plus : Eni for 2020 - Neutralité carbone d'ici 2050 (pages 56-59)**



Eni SpA

Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome - Italie

Capital social au 31 décembre 2020 : 4 005 358 876,00 € entièrement libéré

Registre des sociétés de Rome, code fiscal 00484960588

N° de TVA 00905811006

Autres Sièges

Via Emilia, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

Piazza Ezio Vanoni, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

Contact

eni.com

+39-0659821

800940924

segreteria@societaria.azionisti@eni.com

Bureau des relations avec les investisseurs

Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)

Tél. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929

e-mail : investorrelations@eni.com

Mise en page, pagination et supervision

K-Change - Rome

Copie

Facciotti Typography - Rome



Imprimé sur du papier Fedrigoni Arena



ELEMENTAL
CHLORINE
FREE
GUARANTEED





Eni for 2020 - Rapport de Durabilité

